

Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 30 mars 1957

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, March 30th, 1957

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: $1 la douzaine.

Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seul fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
REDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
41502 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: $1. per dozen.

Subscriptions: $7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

REDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Quebec, June 27th, 1940.
41502 — 1-52

Lettres patentes

(P.G. 10237-57)

Agences d'Assurance Alma Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente janvier 1957, constituant en corporation: Paul Nartel, comptable agréé, Jean-Louis Voisine et Bernard Léveillé, comptables, tous de Ville d'Alma, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers en assurance et entrepreneurs généraux en construction; exercer le commerce d'une compagnie de placements et de portefeuille (holding), sous le nom de "Agences d'Assurance Alma Ltée", avec un capital total de $15,000, divisé en 1,500 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville d'Alma, Lac Saint-Jean, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le trente janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

44575-o

Letters Patent

(A.G. 10237-57)

Agences d'Assurance Alma Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of January, 1957, incorporating: Paul Maryel, chartered accountant, Jean-Louis Voisine and Bernard Léveillé, accountants, all of the town of Alma, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and general contractors; to carry on a business as an investment and holding company under the name of "Agences d'Assurance Alma Ltée", with a total capital stock of $15,000, divided into 1,500 shares of $10 each.

The head office of the company will be at the town of Alma, Lake St. John, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of January, 1957.

P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

44575

(P.G. 10394-57)

Barjean Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un janvier 1957, constituant en corporation: Charles Brownstein, de la ville de Côte St-Luc, Moses Moscovitch et John Liberman, tous deux de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Barjean Investment Corp.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44575 P. FRENETTE.

(P.G. 10111-57)

Bernath Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq janvier 1957, constituant en corporation: Louis Orenstein, Jason Ruby, tous deux avocats, d'Outremont et Freda Alexander, gérant, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "Bernath Incorporated", avec un capital total de $200,000, divisé en 1,000 action ordinaires de $100 chacune et 1,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq janiver 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44575 P. FRENETTE.

(P.G. 10354-57)

Birnaco Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première parcie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier février 1957, constituant en corporation: Fanny Birnbaum, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Issie Cassack, tailleur, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, Rose Birnbaum, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Henry Frutchthandler, éporateur, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes et Michael Rubinstein, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Birnaco Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune te 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44575 P. FRENETTE.

(A.G. 10394-57)

Barjean Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of January, 1957, incorporating: Charles Brownstein, of the town of Cote St. Luc, Moses Moscovitch and John Liberman, both of Montreal, all three Advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Barjean Investment Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and into 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of January, 1957.

P. FRENETTE,

44575-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10111-57)

Bernath Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of January, 1957, incorporating: Louis Orenstein, Jason Ruby, both advocates, of Outremont, and Freda Alexander, manager, fille majeure, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, under the name of "Bernath Incorporated", with a total capital stock of $200,000, divided into 1,000 common shares of $100 each and into 1,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of January, 1957.

P. FRENETTE,

44575-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10354-57)

Birnaco Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of February, 1957, incorporating: Fanny Birnbaum, housewife, wife contractually separate as to property of Issie Cassack, tailor, and duly authorized by him for the purposes of these presents, Rose Birnbaum, housewife, wife contractually as to property of Henry Fruchthandler, operator, and duly authorized by him for the purposes of these presents, and Michael Rubinstein, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Birnaco Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 aech and into 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of February, 1957.

P. FRENETTE,

44575-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10274-57)

Cambrai Bowling Alleys Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf janvier 1957, constituant en corporation: Wallace Andrew Johnstone, pensionnaire de l'armée, James J. O'Brien, administrateur, Charles A. Young, pensionnaire du gouvernement, tous trois de Sillery, Graham G. Ferguson, représentant, de Beauport, Allan Pugh, administrateur et Camil Noël, avocat, tous deux de Québec, pour les objets suivants:

Exploiter des allées de quilles, salle de billard et lieux de divertissements et amusements, sous le nom de "Cambrai Bowling Alleys Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 400 actions ordinaires de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44575 P. FRENETTE.

(P.G. 10391-57)

Cascapedia Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six février 1957, constituant en corporation: Alban LeBalnc, hôtelier, Léonard LeBlanc, industriel, tous deux de New-Richmond, et J.-Émilien Simard, avocat, de Sillery, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en cosstruction, sous le nom de "Cascapedia Construction Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cascapedia, district judiciaire de Bonaventure.

Daté du bureau du Procureur général, le six février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44575-o P. FRENETTE.

(P.G. 10535-57)

Continental Drive Yourself Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit février 1957, constituant en corporation: Lucien Lévesque, commerçant, de Rivière-du-Loup, Albert Landry, commerçant, et Léandre Michaud, comptable, tous deux de Cabano, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et louer (drive yourself) des automobiles et autres moyens de transport; faire affaires comme garagistes; diriger une école de conduite d'automobiles, sous le nom de "Continental Drive Yourself Inc.", avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cabano, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44575-o P. FRENETTE.

(A.G. 10274-57)

Cambrai Bowling Alleys Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of January, 1957, incorporating: Wallace Andrew Johnstone, army pensioner, James J. O'Brien, executive, Charles A. Young, government pensioner, all three of Sillery, Graham G. Ferguson, representative, of Beauport, Allan Pugh, executive, and Camil Noël, advocate, both of Quebec, for the following purposes:

To operate bowling alleys, billiard house and places of entertainment and amusement, under the name of "Cambrai Bowling Alleys Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 400 common shares of $50 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of January, 1957.

P. FRENETTE,

44575-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10391-57)

Cascapedia Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of February, 1957, incorporating: Alban LeBlanc, hotel-keeper, Leonard LeBlanc, industrialist, both of New-Richmond, and J. Émilien Simard, advocate, of Sillery, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "Cascapedia Construction Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Cascapedia, judicial district of Bonaventure.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of February, 1957.

P. FRENETTE,

44575 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10535-57)

Continental Drive Yourself Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of February, 1957, incorporating: Lucien Levesque, merchant, of Rivière-du-Loup, Albert Landry, merchant, and Léandre Michaud, accountant, both of Cabano, for the following purposes:

To carry on the business of a drive yourself service and other means of transportation; operate as garage-keepers; conduct an automobile driving school, under the name of "Continental Drive Yourself Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Cabano, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of February, 1957.

P. FRENETTE,

44575 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10384-57)

Crémazie Load-All Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq février 1957, constituant en corporation: Maurice-S. Hébert, avocat, Henri Turcot, sténographe officiel, tous deux de Montréal, et Réjane Schmidt, secrétaire, fille majeure, de Verdun, pour les objets suivants:

Exercer le commerce se rapportant au transà l'excavation et à tout ouvrage pouvant être fait par de la machinerie, telles que pelles à neige, charrues et autre machinerie du même genre, sous le nom de "Crémazie Load-All Inc.", avec un capital total de $4,000, divisé en 400 actions d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44575-o P. FRENETTE.

(A.G. 10384-57)

Crémazie Load-All Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1957, incorporating: Maurice S. Hébert, advocate, Henri Turcot, official stenographer, both of Montreal, and Réjane Schmidt, secretary, fille majeure, of Verdun, for the following purposes:

To carry on a business pertaining to transportation, excavation and any other work which may be carried out by machinery, such as snow shovels, ploughs and other machinery of the same sort, under the name of "Crémazie Load-All Inc.", with a total capital stock of $4,000, divided into 400 shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1957.

P. FRENETTE,

44575 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10336-57)

D. Lebeuf Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouvreneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept février 1957, constituant en corporation: Adrien Lebeuf, bourgeois, Jacques Lebeuf et Jean Lebeuf, marchands, tous de Valleyfield, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers et bouchers, sous le nom de "D. Lebeuf Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 83, rue Alexandre, Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le sept février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44575-o P. FRENETTE.

(A.G. 10336-57)

D. Lebeuf Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of February, 1957, incorporating: Adrien Lebeuf, gentleman, Jacques Lebeuf and Jean Lebeuf, merchants, all of Valleyfield, for the following purposes:

To carry on business as grocers and butchers, under the name of "D. Lebeuf Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 83 Alexander Street, Salberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of February, 1957.

P. FRENETTE,

44575 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10343-57)

Doral Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq janvier 1957, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, tous deux avocats et John Hamilton, secrétaire, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Doral Investment Corporation", avec un capital total de $110,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 10,000 action privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingtcinq janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44575 P. FRENETTE.

(A.G. 10343-57)

Doral Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of January, 1957, incorporating: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, both advocates, and John Hamilton, secretary, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Doral Investment Corporation", with a total capital stock of $110,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and into 10,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of January, 1957.

P. FRENETTE,

44575-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10003-57)

Durocher Adjustment Bureau Limited
Bureau d'Ajustement Durocher Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 10003-57)

Durocher Adjustment Bureau Limited
Bureau d'Ajustement Durocher Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq février 1957, constituant en corporation: Michel Durocher, Roland Frenette et Jules Desmarais, tous trois ajusteurs, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme ajusteurs privés et publics et agents d'assurances en général, sous le nom de "Durocher Adjustment Bureau Limited — Bureau d'Ajustement Durocher Limitée", avec un capital total de $40,000, divisé en 3,250 actions communes de $10 chacune et en 200 actions privilégiées Classe "A" de $25 chacune et en 100 actions privilégiées Classe "B" de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8393, boul. Saint-Laurent, Chambre 6, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575-o P. FRENETTE.

(P.G. 14125-56)

E. Beauséjour Co. Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six février 1957, constituant en corporation: Wilfrid Dauphin, gérant, Euclide Beauséjour, comptable, tous deux de Montréal, et Rita Perras, marchande publique, épouse contractuellement séparée de biens de Paul Perras, marchand, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, de Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du charbon, coke, de la tourbe, huile, bois, combustibles et lubrifiants de toutes sortes, sous le nom de "E. Beauséjour Co. Ltée", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2066, rue Orléans, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575-o P. FRENETTE.

(P.G. 10415-57)

Ekwan River Mines Ltd.
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux février 1957, constituant en corporation: John Austin Murphy, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Pierre Décary, avocat, Francis Joseph Dolan, comptable, Mildred Murphy, ménagère et Eleanor Hart, scerétaire, toutes deux filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et minerais y compris des gisements d'huiles et gaz de dépots et les négocier, osus le nom de "Ekwan River Mines Ltd." (No Personal Liability), avec un capital total de $5,000,000, divisé en 5,000,000 d'actions d'une valeur au pair de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1957, incorporating: Michel Durocher, Roland Frenette and Jules Desmarais, all three adjusters, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as private and public adjusters and insurance agents generally, under the name of "Durocher Adjustment Bureau Limited — Bureau d'Ajustement Durocher Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,250 common shares of $10 each and 200 Class "A" preferred shares of $25 each and 100 Class "B" preferred shares of $25 each.

The head office of the company will be at 8393 Saint Lawrence Boulevard, Room 6, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1967.

P. FRENETTE,
44575 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14125-56)

E. Beauséjour Co. Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of February, 1957, incorporating Wilfrid Dauphin, manager, Euclide Beauséjour, accountant, both of Montreal, and Rita Perras, public merchant, wife contractually separate as to property of Paul Perras, merchant, and duly authorized by him for these present purposes, of Montreal-North, for the following purposes:

To carry on a business dealing in coal, coke, peat, oil, wood, fuels and lubricants of all kinds, under the name of "E. Beauséjour Co. Ltée", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 2066, Orleans Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44575 Acting Deputy Attonrey General.

(A.G. 10415-57)

Ekwan River Mines Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the procisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been isued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of February, 1957, incorporating: John Austin Murphy, adovcate and Queen's Counsel, Pierre Decary, advocate, Francis Joseph Dolan, accountant, Mildred Murphy, house-keeper, and Eleanor Hart, secretary, both spinsters of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals including oil and gas lands and deposits and to deal iwth the same, under the name of "Ekwan River Mines Ltd." (No Peronal Liability), with a total capital stock of $5,000,000, divided into 5,000,000 shares of a par value of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no peronal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575 P. FRENETTE.

(P.G. 10304-57)

Fermo's Creations Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept février 1957, constituant en corporation: Georges-E. Vincent, Léo-D. Larose, et Réjean-W. Masse, tous trois comptables, de Verdun, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce du verre, d'articles contenant du verre ou du silicium, de l'argile, de produits plastiques, de bois ou métalliques, d'appareils électriques, de meubles et ameublements de maisons, sous le nom de "Fermo's Creations Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 40 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 160 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575-o P. FRENETTE.

(P.G. 10668-57)

Frisko Television Sales Inc.

Avis est donné qu'ne vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux février 1957, constituant en corporation: John Frisko, marchand, de Black-Lake, Philippe Roberge, notaire, et Lorraine Emond, secrétaire, fille majeure, tous deux de Thetford-Mines, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'appareils, articles, machines, outillages, dispositifs et accessoires employés dans la réception ou la transmission par les airs d'images et sons de toutes sortes, sous le nom de "Frisko Television Sales Inc.", avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Black-Lake, district judiciaire de Mégantic.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575-o P. FRENETTE.

(P.G. 10341-57)

Germain Automobiles Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq janvier 1957, constituant en corporation: Arthur X. Moisan, garagiste, Xavier Moisan cultivateur, et Madeleine Alain Moisan, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Arthur-X. Moisan, tous de St-Raymond, comté de Portneuf, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'automobiles et autres moyens de transport; faire affaires comme garagistes et quincailliers, sous le nom de "Germain Automobiles Ltée", avec un capital total de $75,000, divisé en 750 actions de $100 chacune.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44575-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10304-57)

Fermo's Creations Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of February, 1957, incorporating: Georges E. Vincent, Léo D. Larose, and Réjean W. Masse, all three accountants of Verdun, for the following purposes:

To carry on the industry and business dealing in glass, articles containing glass or silicon, clay, plastic products, wood or metallics, electrical apparatus, furniture and house furnishings, under the name of "Fermo's Creations Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 40 common shares of a par value of $100 each and into 160 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44575 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10668-57)

Frisko Television Sales Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of February, 1957, incorporating: John Frisko, merchant, of Black Lake, Philippe Roberge, notary, and Lorraine Emond, secretary, fille majeure, both of Thetford-Mines, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in apparatus, articles, machines, equipment, devices and accessories used in the receiving or transmitting of pictures and sounds of every nature and kind by air, under the name of "Frisko Television Sales Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Black Lake, judicial district of Megantic.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44575 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10341-57)

Germain Automobiles Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of January, 1957, incorporating: Arthur X. Moisan, garage-keeper, Xavier Moisan, farmer, and Madeleine Alain Moisan, housewife, wife contractually separate as to property of the said Arthur X. Moisan, all of St. Raymond, County of Portneuf, for the following purposes:

To carry on the business and deal in motor vehicles and other means of conveyance; operate as garage-keepers and hardware merchants, under the name of "Germain Automobiles Ltée", with a total capital stock of $75,000, divided into 750 shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Raymond, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575-o P. FRENETTE.

(P.G. 10453-57)

Germain Lauzon Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq février 1957, constituant en corporation: Luc Geoffroy, avocat, de Chambly, Robert Dulude, avocat, de Dorion, Réjane Schmidt, secrétaire, fille majeure, de Verdun, et Maurice-S. Hébert, avocat, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage, réfrigération et faire l'installation d'appareils d'arrosage, de climatisation de l'air et d'extincteurs d'incendie, sous le nom de "Germain Lauzon Inc.", avec un capital divisé en 200 actions sans valeur au pair ou nominale.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575-o P. FRENETTE.

(P.G. 10623-57)

Goodwill Investment Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt février 1957, constituant en corporation: Paul Notar, musicien, Constantinos P. Sperdakos, George C. Sperdakos, James Stamos, tous trois commis de bar, Dennis P. Sperkados, Andrew Carras, Thomas Nicholas, tous trois garçons de table, Angelo Sperdakos, électricien, Spiro Gavaris, John E. Sperdakos tous deux gérants de restaurant, Paul Pappas, garde-frein, Jimmy S. Destounis, commis de bureau, Harry Caragianis, dessinateur, tous de Montréal, James Kotsonas, commis de bar, Constantinos Kotsonas, gérant de restaurant, tous deux d'Outremont, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, construction et placements et celui d'agents d'assurances, sous le nom de "Goodwill Investment Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 10 est, rue St-Jacques, chambre 63, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575 P. FRENETTE.

(P.G. 13958-56)

Hamelin & Hubbard Industries Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux février 1957, constituant en corporation: Joseph Hamelin, manufacturier, Gérald Lecavalier, gérant, Paul Décarie, comptable, Paul Trépanier, avocat, tous de Lachine et Lucien

The head office of the company will be at Saint Raymond, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44575 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10453-57)

Germain Lauzon Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February 1957, incorporating: Luc Geoffroy, advocate, of Chambly, Robert Dulude, advocate, of Dorion, Réjane Schmidt, secretary, fille majeure, of Verdun, and Maurice S. Hébert, advocate, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors in heating, plumbing, refrigeration and install sprinkling and air-conditioning apparatus as well fire extinguishers, under the name of "Germain Lauzon Inc.", with a capital divided into 200 shares without nominal or par value.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February 1957.

P. FRENETTE,
44575 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10623-57)

Goodwill Investment Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of February, 1957, incorporating: Paul Notar, musician, Constantinos P. Sperdakos, George C. Sperdakos, James Stamos, all three barmen, Dennis P. Sperdakos, Andrew Carras, Thomas Nicholas, all three waiters, Angelo Sperdakos, electrician, Spiro Gavaris, John E. Sperdakos, both restaurant managers, Paul Pappas, brakeman, Jimmy S. Destounis, office clerk, Harry Caragianis, draftsman, all of Montreal, James Kotsonas, barman, and Constantinos Kotsonas, restaurant manager, both of Outremont, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company; to carry on business as insurance agents, under the name of "Goodwill Investment Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 10, St. James street, east, room 63, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44575-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13958-56)

Hamelin & Hubbard Industries Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of February, 1957, incorporating: Joseph Hamelin, manufacturer, Gérald Lecavalier, manager, Paul Décarie, accountant, Paul Trépanier, lawyer, all of Lachine, and Lucien Lachapelle,

Lachapelle, étudiant, de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de moulinets, bobines et autres articles fabriqués de bois, bois et métal, métal seulement, plastique et de toute autre composition qui pourrait être développée, sous le nom de "Hamelin & Hubbard Industries Corporation", avec un capital-actions divisé en 200 actions sans valeur nominale ou au pair et 900 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville Lasalle, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575 P. FRENETTE.

(P.G. 14148-56)

Hôpital Magog Hospital Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq février 1957, constituant en corporation sans capital-actions: Arthur Tessier, surintendant, Uldéric Quennville, rentier, Jacques Pettigrew, médecin-chirurgien, Armand Perron, mécanicien, et Paul-Émile Therrien, journalier, tous de Magog, pour les objets suivants:

Diriger un hôpital, sous le nom de "Hôpital Magog Hospital Inc.".

Le siège social de la corporation sera à Magog, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575-o P. FRENETTE.

(P.G. 10495-57)

Immeubles Champigny Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit février 1957, constituant en corporation: Robert Grenier, de Sainte-Pétronille, I.O., André Duval, de Sillery, et Jacques Taschereau, de Québec, tous trois notaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents d'immeubles, sous le nom de "Immeubles Champigny Inc.", avec un capital total de $5,000, divisé en 50 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le huit février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575-o P. FRENETTE.

(P.G. 10308-57)

Jane Investment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un janvier 1957, constituant en corporation: Nathan A. Levitsky, avocat, de Ville Mont-Royal, Solomon Weber, d'Outremont et Harold Lande, de Westmount, tous deux avocats et conseils en loi de la Reine, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Jane Investment Inc.",

student, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in reels, spools and other articles made of wood, wood and metal, metal only, plastic and of any composition that could be developped under the name of "Hamelin & Hubbard Industries Corporation", with a capital stock divided into 200 shares having no nominal or par value and into 900 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at the town of Lasalle, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44575-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14148-56)

Hôpital Magog Hospital Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1957, to incorporate as a corporation without share capital: Arthur Tessier, superintendent, Uldéric Quennville, annuitant, Jacques Pettigrew, surgeon-physician, Armand Perron, mechanic, and Paul-Émile Therrien, laborer, all of Magog, for the following purposes:

To direct a hospital, under the name of "Hôpital Magog Hospital Inc.".

The head office of the corporation will be at Magog, judicial district of Saint-Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44575 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10495-57)

Immeubles Champigny Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of February, 1957, incorporating: Robert Grenier, of Sainte-Petronille, I.O., André Duval, of Sillery, and Jacques Taschereau, of Quebec, all three notaries, for the following purposes:

To carry on as real estate agents under the name of "Immeubles Champigny Inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 50 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44575 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10308-57)

Jane Investment Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of January, 1957, incorporating: Nathan A. Levitsky, advocate, of the town of Mount Royal, Solomon Weber, of Outremont, and Harold Lande, of Westmount, both advocates and Queen's Counsel, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Jane Investment

avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575 P. FRENETTE.

(P.G. 10334-57)

La Ferme & La Pommeraie d'Abbott's Corner Abbott's Corner Farm & Apple Orchards Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier février 1957, constituant en corporation: Aurélien Noël, comptable agréé, Gisèle Vézina Noël, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Aurélien Noël, et Pauline Bélanger, secrétaire, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fermiers; planter et cultiver des arbres, des arbustes et arbres à fruits de toutes sortes, sous le nom de "La Ferme & La Pommeraie d'Abbott's Corner — Abbott's Corner Farm & Apple Orchards Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions communes de $10 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Frelighsburg, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le premier février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575-o P. FRENETTE.

(P.G. 10278-57)

Laiterie Dorval Incorporée Dorval Dairy Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept février 1957, constituant en corporation: Arthur St-Onge, laitier, de Dorval, Giorgio Z. Manzoni, juriste consultant, de Montréal, et Marcel St-Onge, boulanger, de Saint-Martin, pour les objets suivants:

Exploiter une laiterie; exercer le commerce du lait et de tous les produits du lait, sous le nom de "Laiterie Dorval Incorporée — Dorval Dairy Incorporated", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Dorval, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575-o P. FRENETTE.

(P.G. 10312-57)

L'Association des Camionneurs Saguenay Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six février 1957, constituant en corporation sans capital-actions: Camille Thibault, Gilbert Thibault, Fernand Richard, tous trois de Baie-Comeau, Pierre Levesque, de Chûte-aux-Outardes, Marius Dallaire et Yvon Dallaire, tous deux

Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44575-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10334-57)

La Ferme & La Pommeraie d'Abbott's Corner Abbott's Corner Farm & Apple Orchards Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of February, 1957, incorporating: Aurélien Noël, chartered accountant, Gisèle Vézina Noël, secretary, wife separate as to property of the said Aurélien Noël, and Pauline Bélanger, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on as farmers; to plant and cultivate trees, shrubs and fruit trees of all kinds, under the name of "La Ferme & La Pommeraie d'Abbott's Corner — Abbott's Corner Farm & Apple Orchards Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each and into 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Frelighsburg, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44575 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10278-57)

Laiterie Dorval Incorporée Dorval Dairy Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of February, 1957, incorporating: Arthur St. Onge, dairyman, of Dorval, Giorgio Z. Manzoni, legal adviser, of Montreal, and Marcel St-Onge, baker, of Saint Martin, for the following purposes:

To operate a dairy; deal in milk and the products thereof, under the name of "Laiterie Dorval Incorporée — Dorval Dairy Incorporated", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Dorval, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44575 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10312-57)

L'Association des Camionneurs Saguenay Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of February, 1957, to incorporate as a corporation without share capital: Camille Thibault, Gilbert Thibault, Fernand Richard, all three of Baie-Comeau, Pierre Levesque, of Chûte-aux-Outardes, Marius Dallaire and Yvon Dallai-

de Les Buissons, tous camionneurs, pour les ob-ets suivants:

Aider, supporter et protéger les camionneurs de la région du Saguenay, sous le nom de "L'Association des Camionneurs du Saguenay Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $10,000.

Le siège social de la corporation sera à Baie-Comeau, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le six février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575-o P. FRENETTE.

re, both of Les Buissons, all truckers, for the following purposes:

To held, support and protect the truckers of the Saguenay region, under the "L'Association des Camionneurs du Saguenay Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation will be at Baie-Comeau, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44575 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10452-57)

Les Pétroles Strato Limitée
Strato Petroleum Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq février 1957, constituant en corporation: Demetrius Coulourides, avocat, Suzanne Laframboise et Desneiges Lanthier, sténographes, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'essence, de gazoline, d'huile à moteur, de pétrole, d'huile à chauffage et de matières lubrifiantes de toutes sortes, sous le nom de "Les Pétroles Strato Limitée — Strato Petroleum Limited", avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575-o P. FRENETTE.

(A.G. 10452-57)

Les Pétroles Strato Limitée
Strato Petroleum Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1957, incorporating: Demetrius Coulourides, advocate, Suzanne Laframboise and Desneiges Lanthier, stenographers, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in gas, gasoline, motor oil, petrol, fuel oil and lubricants of all kinds, under the name of "Les Pétroles Strato Limitée — Strato Petroleum Limited", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44575 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14156-56)

L'Institut de l'Électronique Ltée
The Institute of Electronics Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois janvier 1957, constituant en corporation: Gabriel Archambault, ingénieur, de Jacques-Cartier, Jules Archambault, syndic, de Ville Mont-Royal, et Benoit Gonthier, avocat, de Montréal, pour les objets suivants:

Enseigner l'art et la science de l'électronique et autres arts et sciences s'y rapportant; faire affaires comme imprimeurs et publicistes; exercer l'industrie et le commerce d'appareils, engins, machines, accessoires et instruments scientifiques, sous le nom de "L'Institut de l'Électronique Ltée — The Institute of Electronics Ltd.", avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575-o P. FRENETTE.

(A.G. 14156-56)

L'Institut de l'Électronique Ltée
The Institute of Electronics Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of January, 1957, incorporating: Gabriel Archambault, engineer, of Jacques Cartier, Jules Archambault, trustee, of the town of Mount Royal, and Benoit Gonthier, advocate, of Montreal, for the following purposes:

To teach the art and science of electronics and other arts and sciences connected therewith; to carry on business as printers and publicists; engage in the industry and trade of apparatus, engines, machines, accessories and scientific instruments, under the name of "L'Institut de l'Électronique Ltée — The Institute of Electronics Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44575 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10243-57)

Mac T. Cayne Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un janvier 1957, constituant en corporation: Moses Samuel Yelin, avocat, Esther

(A.G. 10243-57)

Mac T. Cayne Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of January, 1957, incorporating: Moses Samuel Yelin, advocate, Esther Monson and

Monson et Anna Mikula, toutes deux secrétaires, filles majeures et usant de leurs droits, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers d'assurances, sous le nom de "Mac T. Cayne Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575 P. FRENETTE.

(P.G. 10236-57)

Maîtres Serruriers du Québec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit février 1957, constituant en corporation sans capital-actions: Maurice Léonard, Albert Lavigne, Jordan Cascarano, Ronald C. Lister et Willie Pelletier, tous cinq serruriers, de Montréal, pour les objets suivants:

Grouper comme membres d'une seule association tous les maîtres serruriers de la Province de Québec; promouvoir, organiser, conduire et administrer un club social pour le bien-être des membres, sous le nom de "Maîtres Serruriers du Québec Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575-o P. FRENETTE.

(P.G. 10257-57)

Matco Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un janvier 1957, constituant en corporation: Alan Aylesworth MacNaughton, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Reginald Culmer Harvey, Ernest James Lattimer, tous deux avocats, Harold P. Toulche, étudiant en droit, et Nathalie Louisa Hanspiker, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de brûleur à l'huile et service de bouilloire, service et installation électrique, chambre d'installation de bouilloire; et celui de pièces pour réparer les brûleurs et bouilloires et pièces de rechange, sous le nom de "Matco Limited", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5301 avenue Western, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575 P. FRENETTE.

(P.G. 10451-57)

Meritt Manufacturing Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Anna Mikula, both secretaries, spinsters use of their rights, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers, under the name of "Mac T. Cayne Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and into 1,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44575-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10236-57)

Maîtres Serruriers du Québec Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of February 1957, to incorporate as a corporation without share capital: Maurice Léonard, Albert Lavigne, Jordan Cascarano, Ronald C. Lister and Willie Pelletier, all five locksmiths, of Montreal.

To group together as members of a one and only association, all the master locksmiths of the Province of Quebec; promote, organize, conduct and manage a social club for the welfare of its members, under the name of "Maîtres Serruriers du Québec Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of February 1957.

P. FRENETTE.
44575 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10257-57)

Matco Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of January, 1957, incorporating: Alan Aylesworth MacNaughton, advocate and Queen's Counsel, Reginald Culmer Harvey, Ernest James Lattimer, both advocates, Harold P. Toulche, law student, and Nathalie Louisa Hanspiker, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of oil burner and boiler service, electrical service and installation, boiler room installation; to deal in burner and boiler repair parts and spare parts, under the name of "Matco Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each and into 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 5301, Western Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44575-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10451-57)

Meritt Manufacturing Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq février 1957, constituant en corporation: Milton Lowen Klein, Arthur Irving Bronstein, avocats et Iown Lanteigne, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de vêtements de sport, articles vestimentaires pour hommes, femmes et enfants, tissus et accessoires de toutes sortes, sous le nom de "Meritt Manufacturing Co. Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575 P. FRENETTE.

(P.G. 13766-56)

Mitchell Hat Fashions Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf décembre 1956, constituant en corporation: Leon D. Crestohl, Donald W. Seal, tous deux avocats et Abraham H. Crestohl, gérant, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de chapeaux pour dames, bonnets et tous autres genres de couvre-chefs pour dames, sous le nom de "Mitchell Hat Fashions Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4602 Boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf décembre 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575 P. FRENETTE.

(P.G. 10338-57)

Mobar Realty Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept février 1957, constituant en corporation: Edward S. Berger, avocat, Sureka Wasserman, secrétaire, Ellen Haggenmueller, commis, toutes deux filles majeures, tous trois de Montréal, et Paul L. Gordon, avocat, de la ville de Beaurepaire, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, construction et amélioration, sous le nom de "Mobar Realty Co. Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575 P. FRENETTE.

(P.G. 10501-57)

Monarch Securities Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1957, incorporating: Milton Lowen Klein, Arthur Irving Bronstein, advocates, and Iown Lanteigne, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in sportswear, men's women's and children's wearing apparel, materials and accessories of all kinds, under the name of "Meritt Manufacturing Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44575-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13766-56)

Mitchell Hat Fashions Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1956, incorporating: Leon D. Crestohl, Donald W. Seal, both advocates, and Abraham H. Crestohl, manager, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in ladies' hats, bonnets and all other forms of ladies' headwear, under the name of "Mitchell Hat Fashions Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 4602, St. Lawrence Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1956.

P. FRENETTE,
44575-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10338-57)

Mobar Realty Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of February, 1957, incorporating: Edward S. Berger, advocate, Sureka Wasserman, secretary, Ellen Haggenmueller, clerk, both spinsters of the full age of majority, all three of Montreal, and Paul L. Gordon, advocate, of the town of Beaurepaire, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and improvement company, under the name of "Mobar Realty Co. Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and into 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44575-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10501-57)

Monarch Securities Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize février 1957, constituant en corporation: Jean-Paul Grégoire, Jean-Paul Dansereau, André Duceppe et Jean Allaire, tous quatre avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, construction et amélioration, sous le nom de "Monarch Securities Ltd.", avec un capital total de $20,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575 P. FRENETTE.

(P.G. 14158-56)

Montgomery Fuels Limited
Les Pétroles Montgomery Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept février 1957, constituant en corporation: Douglas Nathan Montgomery, marchand, Douglas Wilson Montgomery, étudiant et Hazel Jean Wilson, ménagère, épouse séparée de biens dudit Douglas Nathan Montgomery, tous de Valleyfield, pour les objets suivants:

Exercer, en général, les achats et ventes de combustibles, dans la cité de Salaberry-de-Valleyfile, district de Beauharnois et environs, avec tous les biens immobiliers et mobiliers, machinerie, matériaux, marchandises, achalandage, bref, tous commerces se rapportant directement ou indirectement aux ventes et achats de combustibles, huiles et graisses, sous le nom de "Montgomery Fuels Limited — Les Pétroles Montgomery Limitée", avec un capital total de $45,000, divisé en 450 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 12 rue Anderson, Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le sept février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575 P. FRENETTE.

(P.G. 10375-57)

Montreal Fashion Bureau Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier février 1957, constituant en corporation sans capital-actions: William John Veitch, industriel, de Westmount, Roland Winsor, industriel, de Ville Mont Royal et Joseph Patrick Clement Gauthier, administrateur, d'Outremont, pour les objets suivants:

Recevoir et disséminer les nouvelles et informations sur les modes et l'industrie du textile canadien, sous le nom de "Montreal Fashion Bureau Inc.".

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est $40,000.

Le siège social de la corporation sera à 627 ouest, rue Dorchester, Montréal, district judiciaire de Montréal.

issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of February, 1957, incorporating: Jean-Paul Grégoire, Jean-Paul Dansereau, André Duceppe and Jean Allaire, all four lawyers, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and improvement company, under the name of "Monarch Securities Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and into 1,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44575-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14158-56)

Montgomery Fuels Limited
Les Pétroles Montgomery Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of February, 1957, incorporating: Douglas Nathan Montgomery, merchant, Douglas Wilson Montgomery, student, and Hazel Jean Wilson, housewife, wife separate as to property of the said Douglas Nathan Montgomery, all of Valleyfield, for the following purposes:

To exercise generally ghe purchases and sales of fuels, in the city of Salaberry-de-Valleyfield, district of Beauharnois and vicinity, with all immoveables, moveables, machinery, materials, merchandise, goodwill, briefly all business connected directly or indirectly with purchases and sales of fuels, oils and greases, under the name of "Montgomery Fuels Limited — Les Pétroles Montgomery Limitée", with a total capital stock of $45,000, divided into 450 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 12, Anderson Street, Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44575-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10375-57)

Montreal Fashion Bureau Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of February, 1957, to incorporate as a corporation without share capital: William John Veitch, industrialist, of Westmount, Roland Winsor, industrialist, of the town of Mount Royal, and Joseph Patrick Clement Gauthier, executive, of Outremont, for the following purposes:

To receive and disseminate news and information on fashions and products of the Canadian textile industry, under the name of "Montreal Fashion Bureau Inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is $40,000.

The head office of the corporation will be at 627, Dorchester Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575 P. FRENETTE.

(P.G. 14170-56)

Morris Feinstein Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un janvier 1957, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, tous deux avocats et John Hamilton, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Morris Feinstein Inc.", avec un capital total de $102,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune, 1,000 actions privilégiées première catégorie de $1 chacune et 1,000 actions privilégiées seconde catégorie d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575 P. FRENETTE.

(P.G. 10494-57)

Movado Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit février 1957, constituant en corporation: Jean Beauregard, d'Outremont, Antoine Taschereau, de Verdun, tous deux avocats, et Antoinette Leleu, sténographe, célibataire, d'Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en construction, sous le nom de "Movado Construction Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions communes d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575-o P. FRENETTE.

(P.G. 10369-57)

Northway Motors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux février 1957, constituant en corporation: Myer Lerner, marchand, Bernard Diamond, Abraham Shuster, tous deux avocats, tous trois de Montréal, et Jason Ruby, avocat, d'Outremont, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'automobiles, moteurs et appareils électriques; et celui de garagistes, sous le nom de "Northway Motors Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 150 actions ordinaires de $100 chacune et 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 10175, Lajeunesse, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575 P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44575-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14170-56)

Morris Feinstein Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of January, 1957, incorporating: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, both advocates, and John Hamilton, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Morris Feinstein Inc.", with a total capital stock of $102,000, divided into 1,000 common shares of $1 each, 1,000 first shares of $1 each and into 1,000 second preferred of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44575-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10494-57)

Movado Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of February 1957, incorporating: Jean Beauregard, of Outremont, Antoine Taschereau, of Verdun, both advocates, and Antoinette Leleu, stenographer, unmarried, of Outremont, for the following purposes:

To carry on business as building contractors, under the name of "Movado Construction Inc.", with a total capital of $40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44575 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10369-57)

Northway Motors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of February, 1957, incorporating: Myer Lerner, merchant, Bernard Diamond, Abraham Shuster, both advocates, all three of Montreal, and Jason Ruby, advocate, of Outremont, for the following purposes:

To manufacture and deal in automobiles, motors and electrical apparatus; to carry on business as garage keepers, under the name of "Northway Motors Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 150 common shares of $100 each and into 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 10175, Lajeunesse, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44575-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10276-57)

N. Robinson Construction & Equipment Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept février 1957, constituant en corporation: Roland Théoret, notaire, Laurent Ouellette, optométriste, et Maurice-J. Dostaler, avocat, tous trois de Gatineau, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "N. Robinson Construction & Equipment Co. Ltd.", avec un capital total de $150,000, divisé en 1,500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 331, rue Notre-Dame, Gatineau, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le sept février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575-o P. FRENETTE.

(A.G. 10276-57)

N. Robinson Construction & Equipment Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of February, 1957, incorporating: Roland Théoret, notary, Laurent Ouellette, optometrist, and Maurice J. Dostaler, advocate, all three of Gatineau, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "N. Robinson Construction & Equipment Co. Ltd.", with a total capital stock of $150,000, divided into 1,500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 331 Notre-Dame Street, Gatineau, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44575 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13011-56)

N. Vaillancourt Enterprises Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente janvier 1957, constituant en corporation: Gaétan Chabot, de Ville St-Pierre, Paul-Émile Lejour, de Lachine et Joseph Vallières, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de "N. Vaillancourt Enterprises Limited", avec un capital total de $100,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 700 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1434 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575 P. FRENETTE.

(A.G. 13011-56)

N. Vaillancourt Enterprises Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of January, 1957, incorporating: Gaétan Chabot, of the town of St. Peter, Paul-Émile Lejour, of Lachine, and Joseph Vallières, of Montreal, all lawyers, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "N. Vaillancourt Enterprises Limited", with a total capital stock of $100,000, divided into 300 common shares of a par value of $100 each and into 700 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 1434, Ste. Catherine street, west, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44575-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11648-56)

Panel Investment Corporation
Corporation de Placement Panel

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un décembre 1956, constituant en corporation: Charles-E. Dorval, médecin, Maurice Gagné, courtier en assurance agréé, Conrad LeBlanc, assistant-gérant du Club Automobile, tous trois de Québec, Charles-A. Lagueux, industriel, de Sillery, et Jean-H. Gagné, avocat, de Ste-Foy, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de finance, de placement, d'immeuble et de portefeuille ("holding"), sous le nom de "Panel Investment Corporation — Corporation de Placement Panel", avec un capital divisé en 1,000 actions privilégiées classe "A" d'une valeur au pair de $50 chacune, 3,000 actions privilégiées classe "B" d'une valeur au pair de $50 chacune et en 7,000 actions communes sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie sera 42, rue Sainte-Anne, Québec, district judiciaire de Québec.

(A.G. 11648-56)

Panel Investment Corporation
Corporation de Placement Panel

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of December, 1956, incorporating: Charles-E. Dorval, physician, Maurice Gagné, chartered insurance broker, Conrad LeBlanc, assistant manager of the Automobile Club, all three of Quebec, Charles-A. Lagueux, industrialist, of Sillery, and Jean H. Gagné, advocate, of Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on a finance, investment, real estate and holding company under the name of "Panel Investment Corporation — Corporation de Placement Panel", with a divided capital stock of 1,000 preferred class "A" shares of a par value of $50 each, 3,000 preferred class "B" shares of a par value of $50 each and into 7,000 common shares of no par value.

The head office of the company will be at 42, Saint-Anne street, Quebec, judicial district of Quebec.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un décembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575-o P. FRENETTE.

(P.G. 14139-56)

Placements Lasalle Limitée
Lasalle Investments Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier février 1957, constituant en corporation: Louis-Philippe Lemieux, gérant, Paul Gingras, comptable agréé, tous deux de Québec, et Guy Letarte, avocat, de Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placements, sous le nom de "Placements Lasalle Limitée — Lasalle Investments Limited", avec un capital total de $35,000, divisé en 7,000 actions de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le premier février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575-o P. FRENETTE.

(P.G. 10412-57)

Poulin & Frère Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six février 1957, constituant en corporation: Lucien Poulin, de Pont Viau, Émilien Poulin, de St-Vincent-de-Paul, tous deux constructeurs, Claude Ducharme, d'Outremont, et Serge Morin, de Montréal, tous deux avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en construction, sous le nom de "Poulin & Frère Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et en 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5047, Queen Mary Road, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575-o P. FRENETTE.

(P.G. 10370-57)

Quality Oil Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux février 1957, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, Theodore H. Polisuk, étudiant en droit et Anne Zifkin, secrétaire, fille majeure, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'huiles et graisses lubrifiantes, véhicules-moteurs, produits chimiques, huile à combustion, pétrole, produits et sous-produits d'iceluí, sous le nom de "Quality Oil Corporation", avec un capital total de $100,000, divisé en 750 actions ordinaires de $100 chacune et 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 36 ouest, avenue Van Horne, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of December, 1956.

P. FRENETTE,
44575 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14139-56)

Placements Lasalle Limitée
Lasalle Investments Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of February, 1957, incorporating: Louis Philippe Lemieux, manager, Paul Gingras, chartered accountant, both of Quebec, and Guy Letarte, advocate, of St. Foy, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Placements Lasalle Limitée — Lasalle Investments Limited", with a total capital stock of $35,000, divided into 7,000 shares of $5 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44575 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10412-57)

Poulin & Frère Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of February, 1957, incorporating: Lucien Poulin, of Pont-Viau, Émilien Poulin, of St. Vincent-de-Paul, both builders, Claude Ducharme, of Outremont, and Serge Morin, of Montreal, both advocates, for the following purposes:

To carry on business as building contractors, under the name of "Poulin & Frère Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of a par value of $1 each and 3,500 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 5047 Queen Mary Road, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44575 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10370-57)

Quality Oil Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of February, 1957, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, Theodore H. Polisuk, law student and Anne Zifkin, secretary, spinster of the full age of majority, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in lubricating oils and greases, automotice chemicals, fuel oil, petroleum, petroleum products and the by-products thereof, under the name of "Quality Oil Corporation", with a total capital stock of $100,000, divided into 750 common shares of $100 each and into 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 36, Van Horne Avenue, west, Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575 P. FRENETTE.

(P.G. 10139-57)

Rapid Systems Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq février 1957, constituant en corporation: Allan Marcus, David Kirshenblatt, avocats, Hyman Bejnevowicz Bane, comptable agréé, tous trois de Montréal et Abel David Selick, avocat, de Ville Mont Royal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'imprimeurs et éditeurs généraux, sous le nom de "Rapid Systems Ltd.", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575 P. FRENETTE.

(P.G. 10279-57)

Ripplecove Inn Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf janvier 1957, constituant en corporation: Harry Edward Grundy, avocat et conseil en loi de la Reine, Roger Roy, comptable agréé, tous deux de Sherbrooke et Hélène Couture, commis, fille majeure, du village d'Ascot Corner, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme aubergistes, sous le nom de "Ripplecove Inn Inc.", avec un capital total de $100,000, divisé en 650 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ripplecove Inn, village d'Ayer's Cliff, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575 P. FRENETTE.

(P.G. 10143-57)

Rotary Press Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept février 1957, constituant en corporation: Renald Beaudry, Joseph Beaudry et Donat Provençal, tous industriels, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, lithographes, relieurs et éditeurs, sous le nom de "Rotary Press Company Limited", avec un capital divisé en 200 actions ordinaires sans valeur nominale et en 390 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575-o P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44575-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10139-57)

Rapid Systems Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1957, incorporating: Allan Marcus, David Kirshenblatt, advocates, Hyman Bejnevowicz Bane, chartered accountant, all three of Montreal, and Abel David Selick, advocate, of the town of Mount Royal, for the following purposes:

To carry on business as general printers and publishers, under the name of "Rapid Systems Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44575-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10279-57)

Ripplecove Inn Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of January, 1957, incorporating: Harry Edward Grundy, advocate and Queen's Counsel, Roger Roy, chartered accountant, both of Sherbrooke, and Hélène Couture, clerk, spinster, of the village of Ascot Corner, for the following purposes:

To carry on business as inn keepers, under the name of "Ripplecove Inn Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 650 common shares of a par value of $100 each and into 3,500 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Ripplecove Inn, in the village of Ayer's Cliff, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44575-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10143-57)

Rotary Press Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of February, 1957, incorporating: Renald Beaudry, Joseph Beaudry and Donat Provençal, all industrialists, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as printers, lithographers, binders and editors, under the name of "Rotary Press Company Limited", with a capital stock divided into 200 common shares without nominal value and 390 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44575 Acting Deputy Attorney General.

P.G. 13837-56)

Service d'Accueil aux Voyageurs

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six février 1957, constituant en corporation sans capital-actions: Georges Roussin, secrétaire-trésorier de Dow Brewery Ltd., Louis-Philippe Guay, avocat, tous deux de Montréal, et Jean-Baptiste Lanctôt, directeur-exécutif de la Société Canadienne d'Établissement Rural, de Saint-Lambert, pour les objets suivants:

Procureur aux itinérants, voyageurs, immigrants et non-résidents, l'accueil, les informations, l'orientation et l'assistance nécessaires, sous le nom de "Service d'Accueil aux Voyageurs".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44575-o P. FRENETTE.

(A.G. 13837-56)

Service d'Accueil aux Voyageurs

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of February, 1957, to incorporate as a corporation without share capital: Georges Roussin, secretary-treasurer of Dow Brewery Ltd., Louis-Philippe Guay, advocate, both of Montreal, and Jean-Baptiste Lanctôt, director-Executive of the Société Canadienne d'Établisse-Rural, of Saint-Lambert, for the following purposes:

To procure for itinerants, travelers, immigrants and non-residents, the welcome, information, orientation and necessary assistance, under the name of "Service d'Accueil aux Voyageurs".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of February, 1957.

P. FRENETTE,

44575 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10353-57)

Simplex Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier février 1957, constituant en corporation: Jonah Goldstein, Manny Kirk, tous deux imprimeurs, de Montréal et Abraham Nozetz, comptable, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Simplex Investment Corp.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44575 P. FRENETTE.

(A.G. 10353-57)

Simplex Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of February, 1957, incorporating: Jonah Goldstein, Manny Kirk, both printers, of Montreal, and Abraham Nozetz, accountant, of St. Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Simplex Investment Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and into 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of February, 1957.

P. FRENETTE,

44575-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14086-56)

Spencer-Lewin & Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier février 1957, constituant en corporation: Ian Caldwell Stalker, de Westmount, John Malcolm McDougall, de Rosemère, tous deux avocats, Louis Cameron Desbois, étudiant, et Vera Edith Hampton, comptable, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme entrepreneur généraux, constructeurs, couvreurs, métallurgistes et machinistes, sous le nom de "Spencer-Lewin & Company Limited", avec un capital total de $50,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 4,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44575 P. FRENETTE.

(A.G. 14086-56)

Spencer-Lewin & Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of February, 1957, incorporating: Ian Caldwell Stalker, of Westmount, John Malcolm McDougall, of Rosemere, both advocates, Louis Cameron DesBois, student, and Vera Edith Hampton, accountant, spinster, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, builders, roofers, metal workers and machinists, under the name of "Spencer-Lewin & Company Limited", with a total capital stock of $50,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and into 4,500 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of February, 1957.

P. FRENETTE,

44575-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10214-57)

S. Silvestre Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un janvier 1957, constituant en corporation: Santino Silvestre, entrepreneur, Adelina Teodori Silvestre, ménagère, épouse commune en biens dudit Santino Silvestre et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes et Dominic Silvestre, comptable, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, construction et améliorations, sous le nom de "S. Silvestre Construction Ltd.", avec un capital total de $50,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575 P. FRENETTE.

(A.G. 10214-57)

S. Silvestre Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of January, 1957, incorporating: Santino Silvestre, contractor, Adelina Teodori Silvestre, housewife, wife common as to property of the said Santino Silvestre, and duly authorized by him for the purpose of these presents, and Dominic Silvestre, accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "S. Silvestre Construction Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 250 common shares of a par value of $100 each and into 250 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44575-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10211-57)

Tongall Holding Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un janvier 1957, constituant en corporation: Hy Segal, Ralph Segal, tous deux manufacturiers et Henry Arton, Vice-président, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, construction et placements, sous le nom de "Tongall Holding Company Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 390 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 751 Carré Victoria, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un janvier 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575 P. FRENETTE.

(A.G. 10211-57)

Tongall Holding Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of January, 1957, incorporating: Hy Segal, Ralph Segal, both manufacturers, and Henry Arton, Vice-president, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Tongall Holding Company Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 390 preferred shares of a par value of $100 each and into 1,000 common shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at 751, Victoria square, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of January, 1957.

P. FRENETTE,
44575-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10464-57)

Toro Mining Co. Ltd.
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six février 1957, constituant en corporation: Jack Lightstone, Marvin Riback, Sydney Phillips, tous trois avocats, Elie M. Solomon et Gerald Cooper, tous deux notaires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et explorations pour découvrir des mines et minerais et les négocier, sous le nom de "Toro Mining Co. Ltd." (No Personal Liability), avec un capital total de $5,000,000, divisé en 5,000,000 d'actions d'une valeur au pair de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

(A.G. 10464-57)

Toro Mining Co. Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieute-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of February, 1957, incorporating: Jack Lightstone, Marvin Riback, Sydney Phillips, all three advocates, Elie M. Solomon and Gerald Cooper, both notaries, all of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Toro Mining Co. Ltd." (No Personal Liability), with a total capital stock of $5,000,000, divided into 5,000,000 shares of a par value of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575 P. FRENETTE.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44575-o Acting Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

(P.G. 11568-56)

Black Top Asphalt Paving Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt février 1957, à la compagnie "Black Top Asphalt Paving Ltd.", ratifiant un règlement subdivisant les 750 actions privilégiées faisant partie de son capital-actions en 75,000 actions privilégiées d'un valeur au pair de $1 chacune; énumérant les privilèges attachés à ces nouvelles actions privilégiées et augmentant son capital par la création de 250 actions ordinaires d'additionnelles d'une valeur au pair de $100 chacune et par la création de 575,000 actions privilégiées additionnelles d'une valeur au pair de $1 chacune, et énumérant les privilèges attachés à ces actions privilégiées.

Dâté du bureau du Procureur général, le vingt février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575-o P. FRENETTE.

(P.G. 13695-56)

Blue Gas Propane Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-deux février 1957, à la compagnie "Blue Gas Propane Co. Ltd.", augmentant son capital de $25,000 à $125,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575-o P. FRENETTE.

(P.G. 10229-57)

Budmark Converters Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quinze février 1957, à la compagnie "Budmark Converters Co. Ltd.", augmentant son capital de $75,000 à $200,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 1,250 actions privilégiées de $100.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575-o P. FRENETTE.

(P.G. 10355-57)

E. H. Lemay, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplé-

Supplementary Letters Patent

(A.G. 11568-56)

Black Top Asphalt Paving Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated February twentieth, 1957, to the company "Black Top Asphalt Paving Ltd.", ratifying a by-law subdividing the 750 preferred shares forming part of its capital stock into 75,000 preferred shares of a par value of $1 each; enumerating the privileges attached to these new preferred shares and increasing its capital stock by the creation of 250 additional common shares of a par value of $100 each and by the creation of 575,000 preferred additional shares of a par value of $1 each, and enumerating the privileges attached to these preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44575 Acting Deputy Attorney Geeral.

(A.G. 13695-56)

Blue Gas Propane Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-second day of February, 1957, to the company "Blue Gas Propane Co. Ltd.", increasing its capital from the sum of $25,000 to $125,000: the additional share capital being divided into 1,000 common shares of $100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day February, 1957.

P. FRENETTE,
44575 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10229-57)

Budmark Converters Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fifteenth day of February, 1957, to the company "Budmark Converters Co. Ltd.", increasing its capital from the sum of $75,000 to $200,000; the additional share capital being divided into 1,250 preferred shares of $100.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44575 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10355-57)

E. H. Lemay, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated

mentaires, en date du dix-neuf février 1957, à la compagnie "E. H. Lemay, Limited", augmentant son capital de $100,000 à $400,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 3,000 actions privilégiées de $100.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575-o P. FRENETTE.

(P.G. 10267-57)

Forage et Sondage National, Inc.
National Boring and Sounding, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt février 1957, à la compagnie "Forage et Sondage National, Inc.— National Boring and Sounding, Inc.", (1° réduisant son capital de $40,000 à $5,000: le capital-actions annulé étant divisé en 35,000 actions privilégiées de $1; 2° augmentant son capital ainsi réduit de $5,000 à $205,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 2.000 actions privilégiées de $100.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575-o P. FRENETTE.

(P.G. 13024-56)

Halmor Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatorze février 1957, à la compagnie "Halmor Holdings Ltd.", augmentant son capital de $40,000 à $120,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 800 actions privilégiées de $100.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575-o P. FRENETTE.

(P.G. 10563-57)

John G. Young Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt et un février 1957, à la compagnie "Meehan & Young Co. Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, sous le nom originaire de "John G. Young & Co. Limited", par lettres patentes du 23 octobre 1945, et par lettres patentes supplémentaires du 27 octobre 1953, changeant dleit nom originaire en celui de "Meehan & Young Co. Limited", changeant de nouveau son en celui de "John G. Young Co. Ltd.".

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575-o P. FRENETTE.

(P.G. 10664-57)

Juniorite Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

February nineteenth, 1957, to the company "E. H. Lemay, Limited" increasing its capital stock from $100,000, to $400,000: the additional capital stock being divided into 3,000 preferred shares of $100.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44575 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10267-57)

Forage et Sondage National, Inc.
National Boring and Sounding, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twentieth day of February 1957, to the company "Forage et Sondage National, Inc.— National Boring and Sounding, Inc.", 1. decreasing its capital from the sum of $40,000, to $5,000: the cancelled share capital being divided into 35,000 preferred shares of $1; 2. increasing the capital so decreased from $5,000 to $205,000: the additional share capital being divided into 2,000 preferred shares of $100.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of February 1957.

P. FRENETTE,
44575 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13024-56)

Halmor Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fourteenth day of February 1957, to the company "Halmor Holdings Ltd.", increasing its capital from the sum of $40,000 to $120,000: the additional share capital being divided into 800 preferred shares of $100.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of February 1957.

P. FRENETTE,
44575 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10563-57)

John G. Young Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated February twenty-first, 1957, to the company "Meehan & Young Co, Limited", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, under the original name of "John G. Young & Co. Limited", by letters patent of October 23, 1945, and by supplementary letters patent of October 27, 1953, changing the said original name into of "Meehan & Young Co. Limited", again changing the name into that of "John G. Young Co. Ltd.".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of Febraury, 1957.

P. FRENETTE.
44575 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10664-57)

Juniorite Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-

province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt février 1957, à la compagnie "Gryn-Bow Investment Co. Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 10 décembre 1955, 1° changeant son nom en celui de "Juniorite Inc."; 2° étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575-o P. FRENETTE.

(P.G. 10422-57)

Mount Royal Property Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du douze février 1957, à la compagnie "Mount Royal Property Corporation", 1° subdivisant et changeant ses 4,000 actions sans valeur au pair en 20,000 actions communes de $1 2° augmentant son capital de $20,000, à $370,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 350,000 actions privilégiées de $1.

Daté du bureau du Procureur général, le douze février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575-o P. FRENETTE.

(P.G. 11674-55)

Quebec Natural Gas Corporation, in French Corporation de Gaz Naturel du Québec

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatorze mars 1957, à la compagnie "Quebec Natural Gas Corporation, in French Corporation de Gaz Naturel du Québec": 1° changeant 5,014 actions autorisées émises, sans valeur au pair, de son capital-actions, en 5,014 action communes d'une valeur au pair de $1 chacune; 2° réduisant son capital-actions de 10,000 à 5,014 actions, par l'annualtion de 4,986 actions non émises sans valeur au pair: 3° augmentant son capital-actions de $5,014, à $3,544,986: le capital-action additionnel étant divisé en 2,994,986 action communes d'une valeur au pair de $1 chacune et en 544,986 actions classe "B" d'une valeur au pair de $1 chacune, lesquelles deviendront des actions communes à partir du trente et un mars 1957.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575-o P. FRENETTE.

(P.G. 10473-57)

Sœurs de Charité de Sainte-Marie
Sisters of Charity of Saint Mary

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt et un février 1957, à la corporation "Soeurs de Charité de Sainte-Marie — Sisters of Charity of Saint Mary", augmentant le montant auquel sont limités les biens immeubles que ladite corporation peut posséder de $500,000, à $5,000,000.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un février 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575-o P. FRENETTE.

Governor of the Province of Quebec, dated the twentieth day of February 1957, to the company "Gryn-Bow Investment Co. Inc.", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated December 10, 1955, 1. changing its name to that of "Juniorite Inc."; 2. extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, thw twentieth day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44575 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10422-57)

Mount Royal Property Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated February, twelfth, 1957 to the company "Mount Royal Property Corporation", 1. subdividing and changing its 4,000 shares of no par value into 20,000 common shares of $1: 2. increasing its capital stock from $20,000, to $370,000: the additionnal capital stock being divided into 350,000 preferred shares of $1 .

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44575 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11674-55)

Quebec Natural Gas Corporation, in French Corporation de Gaz Naturel du Québec

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated March fourteenth, 1957, to the company "Quebec Natural Gas Corporation, in French, Corporation dé Gaz Naturel du Québec": 1. changing 5,014 authorized shares issued, without par value, of its capital stock, in 5,014 common shares of a par value of $1 each; 2. reducing its capital stock from 10,000 to 5,014 shares, by the cancellation of 4,986 unissued shares of no par value; 3. increasing its capital stock from $5,014 to $3,544,986: the additional capital stock being divided into 2,994,986 common shares of a par value of $1 each and into 544,986 class "B" shares of a par value of $1 each, which shall become common shares from and after March thirty-first, 1958.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44575 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10473-57)

Sœurs de Charité de Sainte-Marie
Sisters of Charity of Saint Mary

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated February twenty-first, 1957, to the company "Soeurs de Charité de Sainte-Marie — Sisters of Charity of Saint Mary", increasing the amount to which the immoveable property is limited which the said corporation may hold, is from $500,000, to $5,000,000.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of February, 1957.

P. FRENETTE,
44575 Acting Deputy Attorney General.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Number 270

Québec, le 21 mars 1957.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

Section "D"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à la fabrication de boîtes de carton gaufré dans la province.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à la fabrication de boîtes de carton gaufré dans la province, rendue obligatoire par le décret numéro 728 du 6 juillet 1955, amendé par l'arrêté en conseil numéro 694-E du 4 juillet 1956, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en Conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 12 janvier 1957;

ATTENDU QU'une objection a été formulée et qu'elle a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 728, soit modifié comme suit:

1° Les noms des parties contractantes de deuxième part: "L'Union Fédérale des Travailleurs du Contenant, Local numéro 648" et "L'Union Fédérale des Travailleurs du Contenant, Local numéro 415, affiliée au Congrès des Métiers et du Travail du Canada", apparaissant sous le titre "Et, d'autre part" sont biffés et remplacés par les suivants: "L'Union Fédérale des Travailleurs du Contenant, Local numéro 648, (C.T.C.)"; "L'Union Fédérale des Travailleurs du Contenant, Local numéro 415, (C.T.C.)".

2° Le paragraphe "*b*" (juridiction industrielle) de l'article I, est biffé et remplacé par le suivant:

"*b*) *Juridiction industrielle:* Le décret vise le travail de toute personne exécutant quelqu'une ou plusieurs des opérations participantes, incidentes ou connexes à la fabrication des boîtes de carton gaufré, divisions, feuilles et coussinets, entièrement ou partiellement faits de carton gaufré, que lesdites opérations soient effectuées en totalité ou en partie par le même employeur ou par plusieurs employeurs, qu'elles soient effectuées en totalité ou en partie dans un ou plusieurs ateliers spécialisés, entreprises privées, industrielles ou commerciales ou dans tout autre établissement, qu'elles constituent le commerce principal de l'employeur ou soient secondaires ou complémentaires à tout autre commerce ou occupation."

3° Les paragraphes "*a*", "*b*", "*c*" et "*d*" de l'article II, salaires minima, sont biffés en entier et remplacés par les suivants:

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 270

Quebec, March 21, 1957.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "D"

CONCERNING amendments of the decree relating to the manufacturing of corrugated paper boxes in the Province.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the manufacturing of corrugated paper boxes in the Province, rendered obligatory by the decree N° 728 of July 6, 1955, amended by Order in Council N° 694-E of July 4, 1956, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of January 12, 1957;

WHEREAS the objection set forth has been duly considered as required by the Act;

IT IS THEREFORE ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 728, be amended as follows:

1. The names of the contracting parties of the second part: "L'Union Fédérale des Travailleurs du Contenant, Local No. 648" and of "L'Union Fédérale des Travailleurs du Contenant, Local No 415", affiliated to the Trades & Labour Congress of Canada, appearing in section "and, on the other part" be deleted and replaced by the following: "L'Union Fédérale des Travailleurs du Contenant, Local No 648 (C.T.C.)", "L'Union Fédérale des Travailleurs du Contenant, Local No. 415 (C.T.C.)".

2. Subsection "*b*", (Industrial Jurisdiction), of section I is deleted and replaced by the following:

"*b*) *Industrial jurisdiction:* The decree applies to the work of all persons performing any or many of the operations being part of, related to or connected with the manufacturing of corrugated paper boxes, partitions, sheets and pads entirely or partly made of corrugated paper board, whether said operations are performed completely or in part by the same employer or by several employers, whether they are performed completely or in part in one or several trade plants, private, industrial, commercial or any other establishments, whether such operations constitute the principal business of the employer or are accessory or complementary to any other business or enterprise."

3. Subsections "*a*", "*b*", "*c*" and "*d*" of section II, Minimum Wages, are deleted and replaced by the following:

"IIa) *Salariés:*	*Taux minima* Sexes *Masc.*	*Fém.*
Sous-contremaître	$1.32	$1.09
Machine à gaufrer:		
Gaufreur	1.45	
Gaufreur temporaire	1.35	
Découpeur	1.35	
Mécanicien de machine à coller	1.30	
Receveur et "Shafter" de rouleau	1.15	
Machine à imprimer et à rainer:		
Mécanicien	1.35	
Assistant-mécanicien	1.25	
Receveur et fournisseur	1.20	
Presse à imprimer (sur la longueur):		
Mécanicien	1.30	
Receveur	1.20	0.94
Machine à rainer: Grosses boîtes:		
Raineur	1.30	
Receveur	1.15	0.94
Machine à rainer: Petites boîtes:		
Raineur	1.20	0.99
Receveur	1.15	0.94
Machine à découper les boîtes et marqueuse-mitrailleuse (première opération):		
Découpeur	1.27	
Receveur	1.15	
Machine à découper les feuilles, marqueuse-mitrailleuse (divers):		
Mécanicien	1.27	
Receveur	1.15	0.94
Machine combinée à découper et à rainer les divisions:		
Mécanicien	1.25	
Receveur	1.15	0.94
Machine simple à rainer les divisions:		
Raineur	1.20	0.99
Receveur	1.15	0.94
Machine à assembler les divisions:		
Mécanicien	1.25	
Fournisseuse		0.94
Receveuse		0.94
Assemblage et divisions:		
Assembleuse		0.94
Machine à découper les pans:		
Découpeur	1.24	0.99
Receveur	1.15	0.94
Machine à plier et à appliquer la toile gommée:		
Mécanicien	1.33	
Receveur et inspecteur		0.99
Machine automatique à appliquer la toile gommée:		
Mécanicien	1.25	
Aide	1.15	
Receveur et inspecteur	1.15	0.99
Machine semi-automatique à appliquer la toile gommée:		
Mécanicien		0.99
Receveur et inspecteur		0.94
Pliage de boîtes:		
Plieuse		0.94
Machine à appliquer la toile gommée à la main:		
Mécanicien		0.94
Machine automatique à plier et à piquer:		
Piqueur	1.30	
Fournisseur	1.15	
Machine semi-automatique à piquer:		
Piqueur	1.20	0.99
Machine à piquer à la main:		
Piqueur	1.20	0.99
Presse à découper:		
Découpeur	1.30	
Aide et éplucheur	1.15	0.94

"IIa) *Employees:*	*Minimum rates* Sexes *Male*	*Female*
Assistant-foreman	$1.32	$1.09
Corrugating machine:		
Operator	1.45	
Temporary operator	1.35	
Slitter and Knife	1.35	
Double Backer	1.30	
Tailer & Roll Shafter	1.15	
Printer-slotter machine:		
Operator	1.35	
Assistant-operator	1.25	
Tailer & Feeder	1.20	
Printing Press Machine (long-way):		
Operator	1.30	
Tailer	1.20	0.94
Large Box slotting machine:		
Operator	1.30	
Tailer	1.15	0.94
Small Box slotting machine:		
Operator	1.20	0.99
Tailer	1.15	0.94
Box Slitting and Scoring machine (first way):		
Operator	1.27	
Tailer	1.15	
Sheet Slitting and Scoring machine (Miscellaneous):		
Operator	1.27	
Tailer	1.15	0.94
Combination partition Slitter-Slotter:		
Operator	1.25	
Tailer	1.15	0.94
Plain Partition Slotter:		
Operator	1.20	0.99
Tailer	1.15	0.94
Partition assembly machine:		
Operator	1.25	
Feeder		0.94
Tailer		0.94
Partition assembly:		
Assembler		0.94
Flap Cutting machine:		
Operator	1.24	0.99
Tailer	1.15	0.94
Folder-taper:		
Operator	1.33	
Tailer & Inspector		0.99
Automatic Taping machine:		
Operator	1.25	
Helper	1.15	
Tailer & Inspector	1.15	0.99
Semi-Automatic Taper:		
Operator		0.99
Tailer & Inspector		0.94
Box Folding:		
Folder		0.94
Hand Taper:		
Operator		0.94
Automatic Folder-Stitcher:		
Operator	1.30	
Feeder	1.15	
Semi-automatic stitching machine:		
Operator	1.20	0.99
Manual Stitching machine:		
Operator	1.20	0.99
Die Press machine:		
Operator	1.30	
Helper & Stripper	1.15	0.94

Scie à ruban:		
Préposé à la scie à ruban	1.15	0.99
Machine à remonter et à couper (S.F.):		
Mécanicien	1.20	0.99
Receveur	1.15	0.94
Enveloppement et ficelage:		
Préposé au ficelage	1.15	0.94
Matières adhésives:		
Préposé à la colle	1.25	
Presses à rebuts:		
Presseur	1.20	
Aide	1.15	
Manutentation de rouleaux:		
Premier préposé à la manutention	1.30	
Préposé à la manutention motorisée	1.30	
Manutenteur	1.15	
Manutention générale:		
Préposé au camion-empileur motorisé	1.30	
Machines non classifiées:		
Mécanicien	1.20	0.99
Fournisseuse		0.94
Expédition:		
Expéditeur	1.40	
Assistant-expéditeur	1.30	
Vérificateur	1.20	
Chauffeur de camion	1.30	
Aide	1.15	
Entretien:		
Homme de métier	1.40	
Mécanicien	1.40	
Aide aux hommes de métier	1.25	
Huileur	1.25	
Concierge	1.15	
Chambres de bouilloires:		
Mécanicien de machines fixe:		
2ème classe	1.55	
3ème classe	1.45	
4ème classe	1.35	
Travail général:		
L'échelle de base de salaire pour le travail général est la suivante:		
Aide général	1.05	0.90

Band Saw:		
Operaror	1.15	0.99
S.F. Rewinder and cutter:		
Operator	1.20	0.99
Tailer	1.15	0.94
Bunding and tying:		
Tier	1.15	0.94
Adhesive unit:		
Operator	1.25	
Waste Baling press:		
Operator	1.20	
Helper	1.15	
Roll handling:		
Chief roll handler	1.30	
Power Roll Handling:		
Operator	1.30	
Roll handler	1.15	
Handling general:		
Powered Lift truck operator	1.30	
Non-classified machines:		
Operator	1.20	0.99
Feeder		0.94
Shipping Department:		
Shipper	1.40	
Assistant shipper	1.30	
Checker	1.20	
Truck driver	1.30	
Helper	1.15	
Maintenance:		
Tradesman	1.40	
Mechanic	1.40	
Tradesman's helper	1.25	
Oiler	1.25	
Janitor	1.15	
Boiler Room:		
Stationary engineman:		
2nd class	1.55	
3rd class	1.45	
4th class	1.35	
General Labour:		
The basic wage scale for General Labour shall be as follows:		
General Labour	1.05	0.90

b) *Salariés* (*sexe masculin*): Nonobstant la cédule de salaires apparaissant au présent article, le salaire minimum moyen des salariés du sexe masculin ne doit pas être inférieur à $1.20 de l'heure.

c) *Salariés* (*sexe féminin*): Nonobstant la cédule du salaire apparaissant au présent article, le salaire minimum moyen des salariés du sexe féminin ne doit pas être inférieur à $0.95 de l'heure.

d) *Zone II:* Les taux de salaires minima et les moyennes de salaires minima pour les salariés de la zone II sont cinq cents ($0.05) de moins que ceux mentionnés dans les paragraphes "*a*", "*b*" et "*c*" du présent article."

4° L'article IV est biffé en entier, et remplacé par le suivant:

"IV. *Semaine de travail et surtemps: a*) La durée du travail pour tous les salariés, à l'exception des mécaniciens de machines fixes et des chauffeurs de bouilloires, est de quarante-deux heures et demie (42½) par semaine.

Tout travail exécuté les jours de congé et les dimanches ou, en plus de quarante-deux heures et demie (42½) par semaine par ces mêmes salariés, doit être rémunéré à raison de salaire et demi; mais tout travail exécuté et payé au taux de salaire et demi, lesdits dimanches et jours de congé, n'est pas inclus dans les heures de travail hebdomadaire au moment de calculer le temps supplémentaires de la semaine.

b) *Male employees:* Notwithstanding the preceding schedule of wages, the minimum average wage for male employees shall not be less than $1.20 per hour.

c) *Female employees:* Notwithstanding the preceding schedule of wages, the average minimum wage for female employees shall not be less than $0.95 per hour.

d) *Zone II:* The minimum rates and minimum averages for employees of zone II shall be five ($0.05) cents less than those mentioned in the foregoing subsections "*a*", "*b*" and "*c*".

4. Section IV is completely deteled and replaced by the following:

"IV. *Work week and overtime: a*) The regular work week for all employees, with the exception of stationary enginemen and firemen (stokers), shall be forty-two and one-half (42½) hours per week.

Any hours worked on Holidays and Sundays, or any hours worked in excess of forty-two and one-half (42½) hours in any one week by such employees, shall be paid at the rate of time and one-half, but hours worked and paid at the rate of time and one-half on said Holidays and Sundays, will not be included in the total weekly hours worked when computing the weekly overtime.

b) Nonobstant les limites d'heures spécifiées au paragraphe "*a*" du présent article, la durée hebdomadaire du travail des mécaniciens de machines fixes et des chauffeurs de bouilloires (stokers) est de quarante-cinq (45) heures.

Nonobstant les dispositions du paragraphe précédent, ces derniers ont droit à une (1) journée de repos pour chaque six (6) jours de travail. Tout travail exécuté le septième (7ème) jour consécutif de travail, les jours de congé et les dimanches ou en plus de quarante-cinq (45) heures par semaine par ces mêmes salariés, doit être rémunéré à raison de salaire et demi; mais tout travail exécuté et payé au taux de salaire et demi lesdits dimanches et jours de congé, n'est pas inclus dans les heures de travail hebdomadaire au moment de calculer le temps supplémentaire de la semaine."

5° L'article V, est biffé en entier, et remplacé par le suivant:

"V. *Vacances payées: a*) Tout salarié qui a été à l'emploi du même employeur, sans interruption, pendant une période d'un (1) an ou plus avant le 1er mai de chaque année, a droit chaque année, à une (1) semaine de vacances payées, calculées sur la base de deux pour cent (2%) de son salaire annuel.

b) Tout salarié qui a été à l'emploi du même employeur, sans interruption, pendant une période de cinq (5) ans ou plus avant le 1er mai de chaque année, a droit chaque année, à deux (2) semaines de vacances payées, calculées sur la base de quatre pour cent (4%) de son salaire annuel.

c) Tout salarié qui a été à l'emploi du même employeur, sans interruption, pendant une période de quinze (15) ans ou plus avant le 1er mai de chaque année, a droit chaque année, à trois (3) semaines de vacances payées, calculées sur la base de six pour cent (6%) de son salaire annuel.

d) Tout salarié ayant plus de trois mois (3) de service continu avec le même employeur avant le 1er mai de chaque année, a droit à une demi-journée (½) de vacances payées par mois de service avec ledit employeur, et ce, jusqu'à concurrence d'une (1) semaine complète, calculée sur la base de deux pour cent (2%) du salaire gagné durant la période lui donnant droit à de telles vacances.

e) En calculant l'allocution de vacances d'un salarié sur une base de pourcentage, l'allocution de l'année précédente ne doit pas être incluse au salaire annuel.

f) Pour avoir droit aux vacances payées stiuplées ci-haut, l'assiduité du salarié au travail doit avoir été satisfaisante. Le terme "assiduité satisfaisante" signifie qu'un salarié ne s'est pas absenté sans permission pour plus d'une (1) journée à chaque mois de calendrier employé pour déterminer la période de vacances allouées, à moins que son absence ne soit due à une des causes suivantes:

1° Maladie personnelle;

2° Mortalité dans la famille immédiate du salarié;

3° Obligation de paraître devant la Cour pour agir comme juré ou pour rendre témoignage, mais non si le salarié est requis de répondre à une accusation criminelle.

4° Absence conforme à une permission accordée par écrit de la part de l'employeur afin de permettre au salarié de voir à des affaires personnelles ou commerciales, du moment que cette absence n'excède pas 10 jours à la fois."

6° L'article VI, est biffé en entier, et remplacé par le suivant:

b) Notwithstanding the hourly limits specified in subsection "*a*" of the present section, the work week of stationary enginemen and firemen (stokers) shall be forty-five (45) hours.

Notwithstanding the provisions of the preceding subsection, the aforesaid employees shall be entitled to one (1) day of rest for each six (6) days of work. Any work performed on the seventh (7th) consecutive day, on Holidays or Sundays, and any hours worked in excess of forty-five (45) hours in any one week by such employees shall be paid at the rate of time and one-half, but any hours worked and paid at the rate of time and one-half on such Holidays and Sundays, will not be included in the total weekly hours worked when computing the weekly overtime."

5. Section V is completely deleted and replaced by the following:

"V. *Vacation with pay: a*) Any employee who has been continuously employed by the same employer for one (1) year or more prior to the first day of May in each year, is entitled, each year, to one week of vacation with pay, calculated on the basis of two per cent (2%) of his annual earnings.

b) Any employee who has been continuously employed by the same employer for five (5) years or more prior to the first day of May in each year is entitled, each year, to two (2) weeks of vacation with pay, calculated on the basis of four per cent (4%) of his annual earnings.

c) Any employee who has been continuously employed by the same employer for fifteen (15) years or more prior to the first day of May in each year is entitled, each year, to three (3) weeks of vacation with pay, calculated on the basis of six per cent (6%) of his annual earnings.

d) Any employee with more than three (3) months of continuous service with the same employer prior to the first day of May in each year, is entitled to a continuous paid vacation equal in duration to one-half (½) day for each month of service with the said employer up to, but not exceeding one (1) complete working week, calculated on the basis of two per cent (2%) of his earning received during the period entitling him to such vacation.

e) When calculating an employee's vacation, the vacation allowance received the previous year must not be included in his earnings.

f) To qualify for the above mentioned vacation with pay, an employee's attendance at work must have been satisfactory. Satisfactory attendance means that an employee has not been absent without permission for more than one (1) day for each calendar month used to determine the vacation pay, unless his absence has been due to one of the following causes:

1. Personal illness;

2. Death in the immediate family of the employee;

3. Compulsory Court attendance for jury duty or as a witness, but not if required on a criminal charge;

4. Absence pursuant to leave granted in writing by the employer to enable the employee to attend to personal or business matters, provided such leave does not exceed 10 days at any one time."

6. Section VI is completely deleted and replaced by the following:

"VI. *Jours de congé:* a) Les jours suivants sont considérés comme jours de congé: Le Premier jour de l'An, le Vendredi-Saint, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération (1er juillet), la Fête du Travail, l'Immaculée-Conception et Noël.

b) Les jours de congé mentionnés plus haut doivent être payés en plus d'être chômés, pourvu que ces jours de congé tombent ou sont observés un jour régulier de travail.

c) Pour avoir droit à la rémunération précitée, le salarié doit travailler ou être prêt à travailler la journée de travail qui précède et celle qui suit le jour où le congé est observé, sauf dans le cas de maladie justifiée ou encore à la suite d'une autorisation écrite de l'employeur.

d) Tout employeur accordant sept (7) jours de congé payés ou plus par année à ses salariés en vertu d'une convention collective de travail privée, n'est pas sujet aux dispositions des paragraphes "*a*", "*b*" et "*c*" du présent article."

7° La section "E" de l'arrêté en conseil numéro 694 du 4 juillet 1956, ayant ajouté une nouvelle partie contractante audit décret, est corrigée en remplaçant dans le "Premier Attendu" les mots "de première part" par "de deuxième part."

8° "Sherbrooke Paper Products Limited" est accepté comme partie co-contractante de première part et le nom de cet établissement est ajouté comme tel dans le décret.

(Document "D" annexé à l'arrêté)

L. DÉSILETS,
44590-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 270

Québec, le 21 mars, 1957.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "E"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans le comté de Roberval.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses du comté de Roberval, a présenté au Ministre du Travail, une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil, certaines modifications au décret numéro 1283 du 15 novembre 1951, amendé par les arrêtés en conseils numéros 286-G du 12 mars 1953 et 1043-J du 28 septembre 1955, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans le comté de Roberval;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 19 janvier 1957;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1283, soit modifié comme suit:

1° Au paragraphe "*a*" de l'article IV, l'alinéa 1 est remplacé par le suivant:

1. *Pour les barbiers:*
Le lundi: de 1.00 p.m. à 6.00 p.m.
Les mardi et jeudi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.
Le mercredi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.
Le vendredi: de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.

"VI. *Holidays:* a) The following days are to be considered as holidays: New Year's Day, Good Friday, St. John the Baptist Day, Confederation Day, (July 1), Labour Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day.

b) The above mentioned holidays shall be paid in addition to being observed, provided they fall or are observed on a regular working day.

c) To qualify for such holiday pay as aforesaid, an employee must work, or stand ready to work, the regular working day preceding and following the day on which the holiday is observed, except in the case of bona fide illness or written authorization from the employer.

d) An employer who grants seven (7) or more observed holidays with pay per year to his employees in virtue of a Private Collective Labour Agreement, shall not be subject to the provisions of subsections "*a*", "*b*" and "*c*" of this section."

7. Part "E" of Order in Council No. 694 of July 4, 1956, which added a new contracting party to the decree, is corrected by replacing, in the first paragraph beginning with the word "Whereas", the words "of the first part" by "of the second part".

8. "Sherbrooke Paper Products Limited" is accepted as contracting party of the first part and the name of this establishment is added as such in the decree.

(Document "D" annexed to the order)

L. DÉSILETS,
44950-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 270

Quebec, March 21, 1957.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "E"

CONCERNING amendments of the decree relating to the barbering and hairdressing trades in the county of Roberval.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), The Barbers and Hairdressers Parity Committee of Roberval County has petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the decree No. 1283 of November 15th, 1951, amended by the Order in Council No. 286-G of March 12th, 1953, and 1043-J of September 28, 1955, relating to the barbering and hairdressing trades in the county of Roberval;

WHEREAS the said petition was published in the *Quebec Official Gazette*, issue of January 19, 1957;

WHEREAS no objection was raised against the approval of the proposed amendments:

IT IS ORDAINED, therefore on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, No. 1283, be amended as follows:

1. In subsection "*a*" of section IV, paragraph 1 is replaced by the following:

1. *Barbers:*
Monday: 1.00 p.m. to 6.00 p.m.
Tuesday and Thursday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.
Wednesday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.
Friday: 8.00 a.m. to 8.00 p.m.

Le samedi et veilles de fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

2° L'item "Ondulation permanente à froid $8.00, apparaissant à l'article VII, est remplacé par le suivant:

"Ondulation permanente à froid, y compris coupe de cheveux, shampooing et mise en plis: $5.00"

(Document "E" annexé à l'arrêté).

L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

44590-o

Saturday and holiday eves: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

2. The item reading "Cold wave..... $8.00", contained in section VII, is replaced by the following:

"Cold wave, including haircut, shampoo and water wave..... $5.00"

(Document "E" annexed to the order).

L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

44590-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 270

Québec, le 21 mars 1957.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

Section "F"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les comtés de Joliette, Montcalm, l'Assomption et Berthier.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les comtés de Joliette, Berthier, l'Assomption et Montcalm, rendue obligatoire par le décret numéro 3751 du 17 décembre 1943, amendé par les arrêtés en conseil numéros 3164, 4839 et 5063 des 16 août, 7 et 21 décembre 1944, 5086 du 7 décembre 1945, 130, 1656 et 4467 des 10 janvier, 10 mai et 31 octobre 1946, 545-A du 27 mars 1947, 69-C et 1720-B des 22 janvier et 16 décembre 1948, 225-D et 470-E des 22 février et 26 avril 1950, 51-F et 829-A des 11 janvier et 1er août 1951, 68-E du 31 janvier 1952, 512-B et 1202-B des 30 avril et 28 octobre 1953, 101-C du 26 janvier 1955 et 625-C du 6 juin 1956, ont présenté au Ministre du Travail, une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en Conseil, certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 26 janvier 1957;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 3751, soit modifié comme suit:

1° Les paragraphes "*a*" et "*c*" de l'article V sont remplacés par les suivants:

"*a*) Les employés-barbiers ou coiffeurs pour hommes doivent recevoir $50.00 par semaine plus 50% des recettes de leur travail excédant $60.00 au cours de la semaine."

"*c*) *Employés surnuméraires:* $0.60 de l'heure."

2° A l'article VI, les prix minima pour la coupe des cheveux des adultes et la coupe des cheveux en brosse sont remplacés par les suivants:

"Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes: tous les jours..... $0.65

Coupe de cheveux en brosse, tous les jours..... 0.90"

3° A l'article VI-A, les prix minima pour la coupe des cheveux des adultes et la coupe de cheveux en brosse dans les villes de Joliette, l'Assomption et Berthierville sont remplacés par les suivants:

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 270

Quebec, March 21, 1957.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "F"

CONCERNING amendments of the decree relating to the barbering and hairdressing trades in the counties of Joliette, Montcalm, L'Assomption and Berthier.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barbering and hairdressing trades in the counties of Joliette, Montcalm, L'Assomption and Berthier, rendered obligatory by the decree number 3751 of December 17, 1943, and amendmend by Orders-in-Council 3164, 4839 and 5063 of August 16, December 7 and 21 1944, 5086 of December 7, 1945, 130, 1656 and 4467 of January 10, May 10 and October 31, 1946, 545-A of March 27, 1947, 69-C and 1720-B of January 22 and December 16, 1948, 225-D and 470-E of February 22, and April 26, 1950, 51-F and 829-A of January 11 and August 1, 1951, 68-E of January 31, 1952, 512-B and 1202-B of April 30 and October 28, 1953, 101-C of January 26, 1955 and 625-C of June 6, 1956, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree:

WHEREAS the petition was published in the *Quebec Official Gazette*, issue of January 26, 1957;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, No. 3751, be amended as follows:

1. Subsections "*a*" and "*c*" of section V are replaced by the following:

"*a*) Men's barber and hairdresser employees shall receive $50.00 per week plus 50% of the receipts of their work exceeding $60.00 during the week."

"*c*) *Extra employees:* $0.60 per hour."

2. In section VI, the minimum prices for adults' haircuts and brushcuts are increased as follows:

"Haircut for adults, male and female, every day..... $0.65

Brushcut, every day..... 0.90"

3. In section VI-A, the minimum prices for adults' haircuts and brushcuts in the cities of Joliette, l'Assomption and Berthierville are increased as follows:

"Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes:
Tous les jours $0.70
Coupe de cheveux en brosse, tous les jours ..... 1.00"

4° Le paragraphe "*e*" de l'article VII est remplacé par le suivant:

"*e*) *Salaires minima:* Le salaire hebdomadaire des apprentis est le suivant:

Après le 1er semestre $10.00
Après le 2ème semestre 12.00
Après le 3ème semestre ..... 15.00"

(Document "F" annexé à l'arrêté)

L. DÉSILETS,
44590-o Greffier du Conseil Exécutif.

"Haircut for adults, male and female:
Every day $0.70
Brushcut, every day ..... 1.00"

4. Subsection "*e*" of section VII are replaced by the following:

"*e*) *Minimum wages:* The weekly wages for an apprentice shall be as follows:

After six months $10.00
After twelve months 12.00
After eighteen months ..... 15.00"

(Document "F" annexed to the order)

L. DÉSILETS,
44590-o Clerk of the Executive Council

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 279

Québec, le 21 mars 1957.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT la constitution et règlement de la Commission d'Apprentissage des Métiers de la Construction de Montréal.

ATTENDU QUE la Commission d'Aprentissage des Métiers de la Construction de Montréal demande que de nombreuses modifications soient apportés à ses règlements;

ATTENDU QU'alors, il est devenu nécessaire de redistribuer les dispositions de ces règlements dans le but d'en assurer une classification mieux ordonnée et plus logique;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE d'accord avec l'article 18 de la Loi de l'Aide à l'Apprentissage (9 Georges VI, chapitre 41) les règlements de la Commission d'Apprentissage des Métiers de la Construction de Montréal approuvés par l'arrêté ministériel (numéro 2457) du 28 juin 1945 et modifiés par les arrêtés ministériels (numéro 725) du 7 juiller 1949, (numéro 1196) du 27 octobre 1949, (numéro 135) du 27 février 1952 et la section "C" de l'alinéa 2, de l'arrêté ministériel (numéro 1316) du 30 novembre 1950, soient annulés et remplacés par les nouveaux règlements dont copie est annexée à la proposition susdite.

L. DÉSILETS,
44590 Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 279

Quebec, March 21, 1957.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the constitution and by-laws of the Apprenticeship Commission of the Building Construction Trades of Montreal.

WHEREAS the Apprenticeship Commission of the Building Construction Trades of Montreal requests that many amendments be made to its by-laws;

WHEREAS, therefor, it has become necessary to rearrange the provisions of such by-laws for a better and clearer classification therof;

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT, pursuant to section 18 of the Apprenticeship Assistance Act (9 Geo. VI, chapter 41), the by-laws of the Apprenticeship Commission of the Building Construction Trades of Montreal, approved by Order in Council No. 2457 of June 28, 1945, and amended by Orders in Council No. 725 of July 7, 1949, 1196 of October 27, 1949, 135 of February 27, 1952 and part "C" of paragraph 2 of Order in Council No. 1316 of November 30, 1950, be annulled and replaced by the new by-laws, copy of which is annexed to the above mentioned recommendation.

L. DÉSILETS,
44590-o Clerk of the Executive Council.

Département du Travail

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'Industrie de la Boîte de Carton, juridiction de Québec, établi en exécution du décret numéro 758 du 19 juillet 1951, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 269 du 21 mars 1957, section "A", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans, des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés.

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er avril 1957 au 1er avril 1958; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

Department of Labour

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Paper Box Industry, Quebec Jurisdiction, formed under decree No. 758 of July 19, 1951, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 269 of March 21, 1957, part "A", in confortmiy with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from April 1, 1957, to April 1, 1958; such levy is laid is follows;

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 758 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 758 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit $36.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 758 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

a) The professional employers governed by the said decree, number 758 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll as regards the employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 758 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen; i.e., $36,00 per week.

c) The employees governed by the said decree, number 758 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour-laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate, the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all the particulars required by the said Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete and sign his report, and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The Committee has the right to demand sworn reports when deemed advisable.

The assessments laid by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee without notice from the Committee.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the nexessary information, five days notice shall be given to them to fulfil their obligations towards the Parity Committee.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de la Boîte de Carton, juridiction de Québec, pour la période comprise entre le 1er avril 1957 et le 1er avril 1958.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quartely financial report to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Paper Box Industry, Quebec Jurisdiction, for the period between April 1, 1957, and April 1, 1958.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA BOITE DE CARTON JURIDICTION DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er avril 1957 et le 1er avril 1958.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$2,925.00
Salariés	2,925.00
Artisans	150.00
	$6,000.00
Déboursés:	
Salaires:	
Secrétaire	$1,040.00
Inspecteur	1,500.00
Frais de déplacement (inspecteur)	825.00

THE PARITY COMMITTEE OF THE PAPER BOX INDUSTRY QUEBEC JURISDICTION

Estimate of the receipts and disbrusements for the period between April 1, 1957, and April 1, 1958.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$2,925.00
Employees	2,925.00
Artisans	150.00
	6,000.00
Disbursements:	
Salaries:	
Secretary	$1,040.00
Inspector	1,500.00
Travelling expenses (inspector)	825.00

Frais légaux	500.00
Papeterie, impression, timbres, téléphone et télégrammes	470.00
Vérification des livres	100.00
Assurance et frais de cautionnement	65.00
Frais de déplacement du président et des membres du Comité	1,000.00
Jetons de présence aux membres du Comité	300.00
Dépenses diverses et imprévues	200.00
	$6,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 mars 1957. 44590-o

Legal fees	500.00
Stationery, printing, postage, telephone, telegrams	470.00
Audition	100.00
Insurance and Fedelity Bond	65.00
Travelling expenses of Chairman and members	1,000.00
Attendance fees to members of Committee	300.00
Miscellaneous and unforeseen expenses	200.00
	$6,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 30, 1957. 44590-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie de la Construction pour les comtés de Drummond, Arthabaska et la ville de Nicolet, établi en exécution du décret numéro 658, du 13 mai 1948, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 269 du 21 mars 1957, section "B", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après décrits:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 31 mars 1957 au 31 mars 1958; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Tous les employeurs professionnels de l'Industrie de la Construction assujettis au décret numéro 658 et ses amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Tous les salariés de l'Industrie de la Construction régis par ledit décret numéro 658 et ses amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

c) Tous les artisans régis par ledit décret numéro 658 et ses amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi par le décret pour le compagnon le moins rémunéré, selon leur métier.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception des cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professsionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Trades Joint Committee for the counties of Drummond, Arthabaska and the town of Nicolet, established under decree number 658 of May 13, 1948, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 269 of March 21, 1957, part "B", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereafter described:

1. *Assessments*

The period of levy, extends from March 31, 1957 to March 31, 1958; such levy shall apply as follows:

a) Every professional employer of the construction industry governed by the decree number 658 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of his payroll for the employees governed by the said decrees:

b) Every employee of the construction industry governed by the said decree, number 658 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of his remuneration.

c) All artisans governed by the said decree, number 658 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen of their trade.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all particulars required by the said Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete and sign his report, and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments imposed on the employees by means of a deduction from their wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together

de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité paritaire a le pouvoir d'exiger l'assermentation dutit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The assessments imposed by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Five days' notice shall be given to any professional employer or artisan refusing to pay or to give the necessary information to the Parity Committee.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables du Comité paritaire de l'Industrie de la Construction pour les comtés de Drummond, Arthabaska et la ville de Nicolet, pour la période comprise entre le 31 mars 1957 et le 31 mars 1958.

3. *Financial report*

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Building Trades Joint Committee for the counties of Drummond, Arthabaska and the town of Nicolet for the period between March 31, 1957 and March 31, 1958.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION POUR LES COMTÉS DE DRUMMOND, ARTHABASKA ET LA VILLE DE NICOLET

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 31 mars 1957 et le 31 mars 1958.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$ 8,150.00
Salariés	8,150.00
Artisans	740.00
Honoraires d'examens	400.00
	$17,440.00
Déboursés:	
Salaires:	
Secrétaire, employés de bureau, inspecteurs	$10,660.00
Frais de déplacement:	
Inspecteurs	1,500.00
Administration	1,500.00
Loyer de bureau	800.00
Frais légaux	200.00
Papeterie, impressions, poste, téléphone	500.00
Vérification des livres	100.00
Assurance et frais de cautionnement	500.00
Jetons de présence aux membres	720.00
Taxes d'affaires et autres	160.00
Bureau des examinateurs	800.00
	$17,440.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 mars 1957. 44590-o

THE BUILDING TRADES JOINT COMMITTEE FOR THE COUNTIES OF DRUMMOND, ARTHABASKA AND THE TOWN OF NICOLET

Estimate of receipts and disbursemens for the period between March 31, 1957, and March 31, 1958.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$ 8,150.00
Employees	8,150.00
Artisans	740.00
Examination fees	400.00
	$17,440.00
Disbursements:	
Salaries:	
Secretary, office employees, inspectors	$10,660.00
Tavelling expenses:	
Inspectors	1,500.00
Administration	1,500.00
Office rent	800.00
Legal fees	200.00
Stationery, printing, postage, telephone	500.00
Audition	100.00
Insurance and fidelity bond	500.00
Members' meeting expenses	720.00
Water and other taxes	160.00
Board of examiners	800.00
	$17,440.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 30, 1957. 44590-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie de la construction des comtés de Roberval, Lac Saint-Jean, Chicoutimi, établi en exécution du décret numéro 1743,

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Construction Industry of the counties of Roberval, Lake St. John, Chicoutimi, formed under decree No. 1743 of July 11th,

du 11 juillet 1941, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 269 du 21 mars 1957, section "D", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er avril 1957 au 31 mars 1958; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 1743 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leurs listes de paye.

b) Les salariés régis par le décret numéro 1743 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception des cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la période et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à chaque période de paye, à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations pour le mois précédent doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le 10 de chaque mois.

3. *Rapport financier*

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire de l'Industrie de la Construction des comtés de Roberval, Lac St-Jean, Chicoutimi, pour la période comprise entre le 1er avril 1957 et le 31 mars 1958.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION POUR LES COMTÉS DE ROBERVAL, LAC ST-JEAN, CHICOUTIMI

—

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er avril 1957 et le 31 mars 1958.

—

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	$ 65,000.00
Salariés.....	65,000.00
Honoraires d'examen.....	500.00

1941, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 269 of March 21, 1957, part "D", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned.

1. *Assessments*

The period of levy extends from April 1st, 1957, to March 31st, 1958; it is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree No. 1743, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their pay-roll.

b) The employees governed by the decree No. 1743, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of the assessments, the Committee shall furnish the professional employers with report forms indicating the hours of labour, the money collected during the week, and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall have the forms filled in and sent to the Parity Committee, every month.

The professional employer shall retain, after each pay period, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments for the preceeding month, shall be sent to the Parity Committee on or before the 10th day of each month.

3. *Financial report*

According to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Construction Industry of the counties of Roberval, Lake St. John, Chicoutimi, for the period between April 1st, 1957 and March 31st, 1958.

THE PARITY COMMITTEE OF THE CONSTRUCTION INDUSTRY OF THE COUNTIES OF ROBERVAL, LAKE ST. JOHN, CHICOUTIMI

—

Estimate of the receipts and disbursements for the period between April 1st, 1957 and March 31st, 1958.

—

Receipts:

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers.....	$ 65,000.00
Employees.....	65,000.00
Examination fees.....	500.00

(x) Loyers	76,905.00	(x) Rental	76,905.00
Divers	1,500.00	Miscellaneous	1,500.00
	$208,905.00		$208,905.00
Déboursés:		*Disbursements:*	
Centre d'Apprentissage:		Apprenticeship Centre:	
Loyer	$ 70,000.00	Rent	$ 70,000.00
Subvention	25,000.00	Subvention	25,000.00
Matériaux	20,000.00	Materials	20,000.00
Intérêts sur obligations	7,687.00	Interest re: bonds	7,687.00
Fiduciaire	250.00	Fiduciary	250.00
Banque	250.00	Bank	250.00
	$123,187.00		$123,187.00
Comité paritaire:		Parity Committee:	
Administration (personnel du bureau)	$ 19,280.00	Administration (Office staff)	$ 19,280.00
Inspecteurs (6)	24,960.00	Inspectors (6)	24,960.00
Frais de voyage (inspections)	15,225.00	Travelling expenses (inspection)	15,225.00
Taxes, chauffage, entretien	2,200.00	Taxes, heating, maintenance	2,200.00
Jetons de présence et dépenses de voyage (14 membres)	3,540.00	Meeting and travelling expenses (14 members)	3,540.00
Vérification	400.00	Audition	400.00
Frais légaux	2,400.00	Legal fees	2,400.00
Téléphone, télégramme, timbres-postes	1,200.00	Telephone, telegrams postage	1,200.00
Impression, papeterie	1,000.00	Printing, stationery	1,000.00
Bureau des examinateurs	400.00	Board of Examiners	400.00
Fonds de pension des employés	2,216.00	Pension fund of employees	2,216.00
Divers et imprévus	1,000.00	Miscellaneous and unforeseen expenses	1,000.00
	$ 73,821.00		$ 73,821.00
Excédent des revenus sur les déboursés	11,897.00	Estimated surplus	11,897.00
	$208,905.00		$208,905.00

(x) Dans cet item figure $70,000.00 qui est la valeur du loyer du Centre d'Apprentissage et qui est remis à la Commission d'Apprentissage sous forme de subvention du Comité paritaire.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 mars 1957. 44590-o

(x) This item includes $70,000.00 which is the value of the rent of the Apprenticeship Centre and which is remitted to the Apprenticeship Commission in the form of a subvention of the Parity Committee.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 30, 1957. 44590-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire des Barbiers et Coiffeurs du comté de Stanstead, établi en exécution du décret numéro 254 du 5 mars 1953, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 269 du 21 mars 1957, section "C", à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des salariés et des artisans suivant la méthode et le taux ci-après indiqués:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 31 mars 1957 au 31 mars 1958; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 254 et amendement doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 254 et amendement doivent verser au Comité

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the Barbers and Hairdressers Parity Committee for the county of Stanstead, formed under decree number 254 of March 5th, 1953, has been authorized, by by-law approved by Order in Council number 269 of March 21, 1957, part "C", to levy assessments upon the professional employers, the employees and the artisans according to the mode and rate hereafter established:

1. *Assessments*

The period of levy extends from March 31st, 1957 to March 31st, 1958, it shall be laid as follows:

a) Professional employers governed by the decree number 254, and amendment, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll as regards the employees governed by the said decree.

b) Artisans governed by the said decree, number 254 and amendment, shall pay to the Parity

paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret, soit $25.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 254 et amendement doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter au rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Barbiers et Coiffeurs du Comté de Stanstead, pour la période comprise entre le 31 mars 1957 et le 31 mars 1958.

LE COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS ET COIFFEURS DU COMTÉ DE STANSTEAD
Siège social: Magog, Qué.

—

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 31 mars 1957 et le 31 mars 1958.

—

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$ 48.00
Artisans	114.00
Salariés	48.00
Honoraires d'examens	10.00
Recettes diverses	20.00
	$240.00
Déboursés:	
Frais de déplacement:	
Administration	$110.00
Frais légaux	25.00
Papeterie, impression, timbres, télépho-	

Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the wage rate established in the decree, namely $25.00 per week.

c) Employees governed by the said decree, number 254 and amendment, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall furnish the professional employers with report forms on which all particulars requested by the Parity Committee shall be given. Professional employers shall complete and sign their report and forward it to the Parity Committee every month.

Professional employers shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of their employees by means of a deduction from the latter's pay.

Professional employers shall submit their monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of his employees. The Committee has the right to demand sworn reports when deemed advisable.

The levy laid by this by-law is payable every month by professional employers, artisans and employees, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuses to pay or to give the necessary information, he will be given five days' notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour, a quarterly report of its financial activities on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Barbers and Hairdressers Parity Committee for the county of Stanstead for the period between March 31st, 1957 and March 31st, 1958.

BARBERS AND HAIRDRESSERS PARITY COMMITTEE FOR THE COUNTY OF STANSTEAD
Head office: Magog, Que.

—

Estimate of the receipts and disbursements for the period between March 31st, 1957 and March 31st, 1958.

—

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$ 48.00
Artisans	114.00
Employees	48.00
Examination fees	10.00
Various receipts	20.00
	$240.00
Disbursements:	
Travelling expenses:	
Administration	$110.00
Legal fees	25.00
Stationery, printing, postage, telephone,	

ne et télégrammes	25.00	telegrams	25.00
Vérification des livres	40.00	Audition	40.00
Assurance et frais de cautionnement	5.00	Insurance and fidelity bond	5.00
Bureau des examinateurs	35.00	Board of examiners	35.00
	$240.00		$240.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 mars 1957. 44590-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 30, 1957. 44590-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire du commerce de détail de la fourrure de Montréal et du district, établi en exécution du décret numéro 643 du 29 mai 1953, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 270 du 21 mars 1957, section "B", le tout, d'accord avec les disposition de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisation des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er avril 1957 au 31 mars 1958; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 643 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 643 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit $64.80 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 643 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiquées les heures de travail, les salariés payés au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, au nom du Comité paritaire, le prélèvement imposé à ses salariés au moyen d'une retenue sur les salaires de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 de chaque mois pour le mois expiré, ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Retail Fur Trade Joint Committee of Montreal and District, formed under decree number 643 of May 29th, 1953, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 270 of March 21, 1957, part "B", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned.

1. *Assessments*

The period of levy extends from April 1st, 1957 to March 31st, 1958; to levy shall be laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 643 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll as regards employees governed by the said decree.

b) Artisans governed by the said decree, number 643 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen, i.e. $64.80 per week.

c) Employees governed by the said decree, number 643 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which the following particulars shall be given: the hours of work, the wages paid for the current week and the sums sent to the Parity Committee.

Professional employers shall complete and sign their report and forward it to the Parity Committee every month.

Professional employers shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments owed by their employees by means of a deduction from their pay.

Professional employers shall submit their monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of each month for the month elapsed; the report shall be sent together with the assessments of professional employers and those of their employees. The Committee may have such reports sworn to every time it deems it advisable..

Assessments payable under this by-law are payable every month by professional employers,

professionnel, l'artisan et le salarié sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'une employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire du Commerce de Détail de la Fourrure de Montréal et du district, pour la période comprise entre le 1er avril 1957 et le 31 mars 1958.

LE COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE DÉTAIL DE LA FOURRURE DE MONTRÉAL ET DU DISTRICT

Siège social: 477 rue St-François-Xavier, Ch. 405, Montréal

—

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er avril 1957 et le 31 mars 1958.

—

Récettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$5,500.00
Salariés	5,500.00
Artisans	1,000.00
	$12,000.00

Déboursés:

Inspection, salaires et frais de déplacement	$6,000.00
Secrétaire	600.00
Bureau, éclairage et téléphone	900.00
Dépenses d'assemblées, timbres, papaterie, etc.	4,000.00
Vérification	200.00
Frais légaux	300.00
	$12,000.00

Le Sous-Ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 mars 1957. 44590-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de la construction des comtés de Terrebonne et Labelle, établi en exécution du décret numéro 657, du 13 mai 1948, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 270 du 21 mars 1957, section "A", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er avril 1957 au 31 mars 1958; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

artisans and employees without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give necessary information, he will be given five (5) days' notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quartely report of his financial operations ot the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Retail Fur Trade Joint Committee of Montreal and District for the period between April 1, 1957 and March 31, 1958.

RETAIL FUR TRADE JOINT COMMITTEE OF MONTREAL AND DISTRICT

Head Office: 477 St. François Xavier st. Room 405, Montreal

—

Estimate of receipts and disbursements for the period between April 1, 1957 and March 31, 1958.

—

Receipts:

Assessments (½ of 1%);	
Professional employers	$5,500.00
Employees	5,500.00
Artisans	1,000.00
	$12,000.00

Disbursements:

Inspection, salary and travelling expenses	$6,000.00
Secretary	600.00
Office, lighting and telephone,	900.00
Meeting expenses, postage, stationery, etc.	4,000.00
Audition	200.00
Legal fees	300.00
	$12,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 30, 1957. 44590-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Industry Joint Committee of Terrebonne and Labelle counties, formed under decree number 657 of May 13th, 1948, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 270 of March 21, 1957, part "A", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from April 1st, 1957, to March 31st, 1958, it is laid in the following manner:

a) Les employeurs professionnels assujettis au décret numéro 657 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires et des pourcentages payés à leurs salariés.

b) Les artisans assujettis au décret numéro 657 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré dans leur métier.

c) Les salariés régis par le décret numéro 657 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur salaire et pourcentage.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports, accompagné des cotisations, soient remplis et retournés mensuellement au Comité paritaire avant le 10 du mois suivant l'expiration de la période pour laquelle ils sont exigibles.

Tous les employeurs professionnels régis par le décret doivent percevoir à la fin de chaque semaine, les cotisations imposées aux salariés régis par le décret, à même le salaire qu'ils sont tenus de leur payer et les faire parvenir au Comité paritaire en même temps que leurs propres cotisations.

Le rapport de chaque employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixe suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de la Construction des comtés de Terrebonne et Labelle pour la période comprise entre le 1er avril 1957 et le 31 mars 1958.

COMITÉ PARITAIRE DE LA CONSTRUCTION DES COMTÉS DE TERREBONNE ET LABELLE
Siège social: St-Jérôme

—

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er avril 1957 et le 31 mars 1958.

—

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	$14,855.00
Salariés.....	14,855.00
Artisans	2,290.00
Honoraires d'examens	910.00
Placements, pénalités, divers	570.00
	$33,480.00
Déboursés:	
Administration en général:	
Salaire des employés, inspection, frais de déplacement, loyer, taxes, éclairage, timbres-poste, téléphone	

a) The professional employers governed by the decree No. 657, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the wages and percentages paid to their employees.

b) The artisans governed by the decree No. 657, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the lowest wage rate fixed in the decree for journeymen in their trade.

c) The employees governed by the decree No. 657, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their wages and percentage.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms giving the hours of labour, the money collected during any one week, and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall see to it that the reports, together with the assessments, be sent to the Parity Committee before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which they are requirable.

All professional employers governed by the decree shall collect, at the end of each week, the assessments of the employees governed by the decree, and forward same, together with their own assessments, to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

3. *Financial report*

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quartely report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Building Industry Joint Committee of Terrebonne and Labelle counties for the period between April 1st, 1957, and March 31st, 1958.

THE BUILDING INDUSTRY JOINT COMMITTEE OF TERREBONNE AND LABELLE COUNTIES
Corporate seat: St. Jérôme

—

Probable receipts and disbursements for the period between April 1st, 1957 and March 31st, 1958.

—

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers.....	$14,855.00
Employees.....	14,855.00
Artisans	2,290.00
Examination fees.....	910.00
Investment, penalties, etc.....	570.00
	$33,480.00
Disbursements:	
General administration:	
Employees' salaries, inspection, travelling expenses, rent, taxes, lighting, postage, telephone, office up-	

entretien du bureau, administration de banque, etc.	$20,022.00
Jetons de présence	1,330.00
Frais de déplacement des membres	3,686.00
Bureaux des examinateurs (3)	3,976.00
Frais judiciaires, professionnels, vérification	1,100.00
Impressions, papeterie	800.00
Assurance-chômage	89.00
Commission d'apprentissage	500.00
Assurance groupe (part du comité)	1,057.00
Divers et imprévus	920.00
	$33,480.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 mars 1957. 44590-o

keep, bank administration, etc.	$20,022.00
Meeting expenses	1,330.00
Travelling expenses of members	3,686.00
Board of examiners (3)	3,976.00
Judicial and professional fees, audition	1,100.00
Printing, Stationery, Audition, Miscellaneous	800.00
Unemployment insurance	89.00
Apprenticeship Commission	500.00
Group insurance (committee's part)	1,057.00
Miscellaneous and unforeseen expenses	920.00
	$33,480.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 30, 1957. 44590-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des coiffeurs du Saguenay, établi en exécution du décret numéro 1296 du 15 décembre 1952, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 270 du 21 mars 1957, section "C", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er avril 1957 au 31 mars 1958; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1296 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de la liste des salaires fixes, commissions, bonis, allocations qu'ils versent à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés assujettis audit décret numéro 1296 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leurs salaires fixes, commissions, bonis et allocations.

c) Tous les artisans assujettis audit décret numéro 1296 et amendements doivent verser au Comité paritaire une cotisation de ½ de 1% basée sur une rémunération hebdomadaire de $60.00. Tout employeur professionnel qui pratique lui-même l'un ou l'autre des métiers visés par le présent décret numéro 1296 et amendements, est de plus considéré aux fins du présent règlement, comme artisan.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient signés, remplis, complétés et retournés à l'adresse du Comité paritaire, C.P. 181, Chicoutimi, P.Q., à chaque mois. L'artisan doit également transmettre sa cotisation à ladite adresse.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that Le Comité paritaire des coiffeurs du Saguenay, formed under decree No. 1296 of December 15, 1952, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 270 of March 21, 1957, part "C", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from April 1, 1957 to March 31, 1958; it is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree No. 1296, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their pay-roll, as regards employees governed by the said decree, including regular wages, bonuses and commission.

b) The employees governed by the said decree, number 1296 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their wages, commissions, allowances or bonuses.

c) All artisans subject to the said decree, No. 1296 and amendments, shall pay to the Parity Committee an assessment of ½ of 1% based on a weekly wage of $60.00. All professional employers plying themselves any one of the trades regulated by the decree No. 1296 and amendments, are also considered, for the purposes of this by-law, as artisans.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee furnishes the professional employers with report forms on which all particulars required by the said Parity Committee shall be given. The employer shall complete and sign his report and forward it to the Parity Committee every month (P.B. 181 Chicoutimi). The artisan shall also mail his assessments at the abovementioned address.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité paritaire, le prélèvement imposé à ses salariés au moyen d'une retenue sur les salaires de ses salariés.

L'employeur professionnel doit transmettre un rapport mensuel au Comité paritaire, le ou avant le six (6) du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être signé, daté et accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés.

Le Comité paritaire a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport de l'employeur professionnel doit comprendre autant de semaine qu'il y a de samedi dans le mois. La période de rapport de l'employeur professionnel se termine avec le dernier samedi du mois pour lequel il est fait.

Le prélèvement imposé aux artisans est payable régulièrement à tous les mois soit le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle la cotisation est exigible. Les remises de l'artisan doivent comprendre autant de semaines qu'il y a de samedi dans le mois. Toutes les remises doivent être faites en monnaie ayant cours légal, sans mise en demeure au préalable.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Coiffeurs du Saguenay, pour la période comprise entre le 1er avril 1957 et le 31 mars 1958.

COMITÉ PARITAIRE DES COIFFEURS
DU SAGUENAY
Siège social: Case Postale 181, Chicoutimi

—

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er avril 1957 et le 31 mars 1958.

—

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$ 800.00
Salariés	800.00
Artisans	4,300.00
Honoraires d'examens	150.00
Pénalités, divers	127.00
	$6,177.00
Déboursés:	
Salaires	$3,324.00
Dépenses d'inspection	800.00
Loyer et entretien de bureau	396.00
Frais professionnels	200.00
Impression, papeteries et accessoires	225.00
Assurances	50.00
Frais de déplacement des membres	200.00
Jetons de présence	240.00
Poste, télégrammes et téléphone	225.00
Ameublement	400.00
Divers	117.00
	$6,177.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 mars 1957. 44590-o

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from their pay.

The professional employer shall forward his monthly report to the office of the Parity Committee, on or before the 6th of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable. The said report shall be dated and signed. It shall be sent together with the assessments of the professional employer and his employees.

The Parity Committee is empowered to exact sworn reports when deemed advisable.

The professional employer's report shall cover as many weeks as there are Saturdays in the month. The report period ends with the last Saturday of the month for which the report is made.

Artisans' assessments are payable regularly every month, on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which the assessment is requirable. Artisans' remittances shall cover as many weeks as there are Saturdays in the month. All remittances shall be made with current money, without notice from the Committee.

3. *Financial report*

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour, a quarterly report of its financial activities on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of Le Comité paritaire des coiffeurs du Saguenay for the period between April 1, 1957 and March 31, 1958.

COMITÉ PARITAIRE DES COIFFEURS
DU SAGUENAY
Head Office: P.B. 181, Chicoutimi

—

Estimate of the receipts and disbursements for the period between April 1, 1957 and March 31, 1958.

—

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$ 800.00
Employees	800.00
Artisans	4,300.00
Examination fees	150.00
Penalties, miscellaneous	127.00
	$6,177.00
Disbursements:	
Salaries	$3,324.00
Inspection expenses	800.00
Office rent and maintenance	396.00
Professional fees	200.00
Printing, stationery and equipment	225.00
Insurance	50.00
Members' travelling expenses	200.00
Atendance fees	240.00
Postage, telegrams and telephone	225.00
Office furniture	400.00
Miscelleneous	117.00
	$6,177.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 30, 1957. 44590-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS SPÉCIAUX

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que par l'arrêté en conseil numéro 269 du 21 mars 1957, section "E"), certains règlements spéciaux du Comité paritaire de l'industrie du cercueil de la province de Québec ont été approuvés et ajoutés à la constitution et aux règlements généraux dudit Comité paritaire déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 212 du 7 mars 1957, section "A").

En vertu de la Loi, les dispositions suivantes desdits règlements spéciaux ont été déclarées obligatoires.

19° *Tenue du registre:* Conformément au paragraphe "*g*" de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire rend obligatoire pour tout employeur professionnel régi par le décret numéro 101 du 31 janvier 1957 et ses amendements, la tenue d'un registre où sont indiqués les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, l'heure précise à laquelle le travail a été commencé, a été interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque de paiement, ainsi que tous autres renseignements jugés utiles à l'application du décret.

20° *Rapport mensuel:* Conformément au paragraphe "*h*" de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire oblige tout employeur professionnel régi par le décret numéro 101 du 31 janvier 1957 et ses amendements, à lui transmettre un rapport mensuel par écrit, signé par lui-même ou par une personne responsable à son emploi, sur lequel doivent être indiqués les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification, le nombre d'heures de travail régulières ou supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé. Ledit rapport doit être transmis au Comité paritaire sur une formule fournie par le Comité paritaire ou toute autre formule dûment approuvée par ledit Comité, le ou avant le 15 de chaque mois et doit couvrir le mois précédent.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 mars 1957. 44590-o

NOTICE OF APPROVAL OF SPECIAL BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that, by Order in Council number 269 of March 21, 1957, (part "E"), special by-laws of the Joint Committee of the casket industry of the Province of Quebec have been approved and added to the constitution and general by-laws of the said Parity Committee already approved by Order in Council number 212 of March 7, 1957, (part "A").

In pursuance of the Act, the following provisions of the said special by-laws have been rendered obligatory:

19. *Keeping of a register:* Pursuant to subsection "*g*" of section 20 of the Act, the Parity Committee renders obligatory for every professional employer governed by the decree number 101 of January 31, 1957 and amendments, the keeping of a register with the name in full and address of all employees in his employ, their competency or classification, the exact time at which the work was begun, interrupted, resumed and achieved each day, the nature of such work and the wages paid, with mention of the mode and period of payment, as well as all other particulars necessary for the proper enforcement of the decree.

20. *Monthly report:* Pursuant to subsection "*h*" of section 20 of the Act, the Parity Committee requires every professional employer governed by the decree number 101 of January 31, 1957 and amendments, to submit a monthly report in writing, signed by himself or by an authorized person in his employ, on which shall be given the name in full and address of all employees in his employ, their competency or classification, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of such work and the wages paid, The said report shall be forwarded to the Parity Committee on forms supplied or approved by the said committee, on or before the 15th of each month and shall cover the preceding month.

GÉRARD TREMBLAY.
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 30, 1957. 44590-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), qu'une requête lui a été présentée à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil la modification suivante à la section "A" du décret numéro 1040 du 4 août 1948 et amendements, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Trois-Rivières:

L'alinéa intitulé "Zone I" apparaissant au paragraphe "*b*" de l'article II sera remplacé par le suivant:

"*Zone I:* Les cités des Trois-Rivières, Cap-de-la-Madeleine, Shawinigan-Falls et Grand'Mère, les villes de La Tuque et Nicolet, la municipalité de Parent et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de leurs limites."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoire

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapitre 163 and amendments), that a petition was filed with his office begging him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to the decree number 1040 of August 4, 1948 and amendments, relating to the barbering and hairdressing trades in the region of Trois-Rivières:

The paragraph entitled "Zone I", contained in subsection "*b*" of section II will be replaced by the following:

"*Zone I:* The Cities of Trois-Rivières, Cap-de-la-Madeleine, Shawinigan-Falls and Grand'Mère, the towns of La Tuque and Nicolet, the municipality of Parent and the territory comprised in a radius of five (5) miles from their limits."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amend-

ses dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 mars 1957. 44590-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART;
La Chambre de Construction de Montréal (Section de l'industrie du fer structural);

Et, D'AUTRE PART:
The International Association of Bridge, Structural and Ornamental Iron Workers, Local 711;

pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés suivant les conditions ci-après décrites:

I. *Juridiction territoriale:* Toute la Province de Québec. Toutefois, en dehors de l'Ile de Montréal et des cités de Québec et de Sherbrooke, la juridiction s'applique seulement aux opérations de construction de métal couvertes par la juridiction professionnelle ci-après déterminée et entrainant l'usage de *25* tonnes ou plus d'acier.

II. *Juridiction Industrielle & Professionnelle:* La présent convention s'applique à tous les travaux de construction mécanique et de bâtiment comportant le montage ou la fabrication sur place de fer structural, y compris la démolition, la réparation ou le démontage d'icelui, et sans préjudice des droits et priviléges de l'industrie de l'électricité, de l'industrie des ascenseurs, de l'industrie du fer et du bronze d'ornementation, de l'industrie du métal en feuilles, de l'industrie de la construction des chaudières à vapeur et de l'industrie de la génération de la vapeur, d'effectuer le montage du fer structural que comportent leurs travaux respectifs, selon l'usage établi.

Les opérations reconnues comme travail du monteur en fer structural seront conformes à l'usage établi dans cette juridiction territoriale. Ceci doit être interprété comme comprenant, mais non nécessairement limité aux, les suivantes:

i) Le montage et la construction en fer et en acier compris dans le montage et la construction des immeubles, y compris les cloisons en acier, les toitures préfabriquées en acier, les sections murales ou bâtisses complètement préfabriquées, des ponts, des viaducs, des métros et tunnels, des tours, des antennes des postes émetteurs de radio et de télévision, des monte-charges, des déchargeurs de wagons, des grues, des convoyeurs, des déchargeurs de minérai, de réservoirs et de trémies à charbon, de couloirs et de trémies à cendre, de réservoirs et trémies à pierre, coke, sable et minerai.

ments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 30, 1957. 44590-o

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties hereafter mentionde have submitted to him a petition to render obligatory the Collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:
The Builders' Exchange Inc., (Structural Iron Industry Section);

And, ON THE OTHER PART:
The International Association of Bridge, Structural and Ornamental Iron Workers, Local No. 711;

for the employers and the employees of the industry and the trades concerned according to the following conditions:

I. *Territorial jurisdiction:* The entire Province of Quebec. However, outside the Island of Montreal and the cities of Quebec and Sherbrooke, the jurisdiction will apply only to metal construction operations covered by the professional jurisdiction determined below and involving the use of *25* tons of steel or more.

II. *Industrial & professional juridiction:* This agreement shall apply to all engineering construction and building operations involving the erection, or fabrication on the site, of structural steel, including the demolition, repair or dismantling thereof, but without prejudice to the rights and privileges of the Electrical Industry, the elevator industry, the ornamental iron & Bronze industry, the sheet metal industry and the boiler construction and steam generator industries to erect structural steel incidental to their respective operations in accordance with long-estbalished practice in this jurisdiction.

The operations recognized as structural erectors' work shall be in accordance with long-established practice in this territorial jurisdiction. This shall be interpreted to include, but not necessarily be limited to, the following:

i) The erection and construction of all iron and steel entering into the erection and construction of the following: buildings, including steel studding, prefabricated roof decks, wall sections or completely, prefabricated buildings, bridges, viaducts, subways and tunnels, towers, radio and television antennas, hoists, card umpers, cranes, conveyors, ore unloaders, lock gates, head gates, hydraulic regulating equipment, coal, bins, and hoppers, ash chutes & hoppers, rock, coke, sand and ore bins and hoppers.

ii) Le montage et la construction de tuyaux de cheminées posées par sections ou autrement, de même que tout prolongement et toute réparation de tels tuyaux.

iii) Le déchargement, le levage et la mise en place de bouilloires complètes portatives, de réservoirs à vapeur et de sections assemblées de chaudières à tubes d'eau et de machines dans leur position approximative.

iv) Le brûlage, la soudure, le rivetage, le gréage, l'échafaudage, le montage de la structure, le montage et le démontage de structure temporaire ou d'étaiement se rapportant à l'une ou l'autre des opérations ci-haut décrites.

III. Les gardiens, les chauffeurs, les hommes en charge de l'outillage, et autres employés qui sont nécessaires à la protection de l'outillage de la Compagnie sur tout projet de montage, et tous les employés de la Compagnie non couverts par cette convention auront accès sur tout projet de montage lorsque requis par la Compagnie.

IV. *Heures de travail, conditions de travail et taux de salaire:* Les annexes suivantes font partie de cette Convention:

L'Annexe "A": Elle désigne les heures régulières de travail, les fêtes légales, les conditions du temps supplémentaire et certaines conditions de travail, et les règles les régissant.

L'Annexe "B": Elle désigne les différentes classifications de métiers et les taux de salaire applicables à chacune.

V. *Vacances payées:* Les dispositions de l'article XX de l'arrêté ministériel N° 1021 du 10 septembre 1953, régissant touts les travaux de construction, de bâtiment et de génie pour le district de Montréal sont ici adoptées comme formant partie de cette Convention. Le montant du prélèvement pour vacances payées est égal à 2% du salaire reçu. Il est, cependant, entendu et convenu que les parties à ladite Convention se rencontreront pas plus tard que le 1er novembre, 1957, pour discuter la question d'augmenter le taux de Vacances Payées ainsi que celles du taux double le samedi avant midi.

VI. *Clause conditionnelle:* L'invalidité d'une ou de clauses de cette Convention, comme étant en contravention avec les stipulations d'une ordonnance publique, soit du Fédéral ou du Provincial, ne cancellera pas cette Convention, malgré le fait que la ou les clauses concernées soit de l'essence de la présente Convention.

VII. La présente Convention deviendra en vigueur à la date de publication de l'arrêté ministériel la rendant obligatoire pour tous les intéressés et demeurera en vigueur jusqu'au 31 mars, 1959, et se renouvellera ensuite chaque année à moins qu'un avis écrit de la terminer ou de modification ne soit donné par l'une des parties pas plus de soixante jours et pas moins de 30 jours avant l'expiration de l'une des années de la durée de cette Convention. Dans le cas où un tel avis écrit est fait, les négociations commenceront dans les trente jours après réception dudit avis.

ANNEXE "A"

HEURES DE TRAVAIL, CONDITIONS GÉNÉRALES DE TRAVAIL, TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRE, ETC.

A, 1° *Heures de travail:* Aucune garantie. Le Patron ne s'engage pas à fournir du travail à aucun salarié à des heures régulières fixes ou en tout autre temps.

Heures régulière — Équipes de jour:

Heure du commencement — du lundi au vendredi inclusivement, 8.00 a.m.

ii) The erection and construction of all sectional and other steel or iron stacks and the extension and repair of such stacks.

iii) The unloading, hoisting or lowering and placing of complete portable boilers, steam drums and assembled sections of water tube boilers and machinery to their approximate positions.

iv) The burning, welding, rivetting, riggins, staging, scaffolding, framing, erecting and dismantling of falsework in connection with any of the above.

III. Watchmen, firemen, men in charge of maintenance equipment, and other employees who are necessary for protection of the Company's equipment on any erection project, and all employees of the company not covered by this Agreement shall have access to any erection project whenever erquired by the company.

IV. *Hours of work, working conditions and wage rates:* Attached hereto and forming part of this Agreement are the following schedules:

Schedule "A": Outlines the regularly assigned hours of work, statutory holidays, overtime regualtions and certain other working conditions, and rules governing same.

Schedule "B": Outlines the various job classifications and the range of wages applicable to each.

V. *Vacation with pay:* The provisions of Article XX of Order in Council No. 1021 of 10th September, 1953, governing the Building and Engineering Construction Trades for the District of Montreal are hereby adopted as forming part of this Agreement. The amount of such Vacation pay shall be 2% of earnings. It is, however, understood and agreed that the parties hereto shall meet not later than 1st November, 1957, to discuss the question of increasing the rate of Vacation Pay and that of double time on Saturday mornings.

VI. *Proviso:* The nullity of any clause or clauses of this Agreement, on account of being contrary to public order provisions, either in Federal or Provincial Acts, shall not render this Agreement null, notwithstanding the fact that the clause or clauses so null or void may be of the essence of the present Agreement.

VII. *Duration of agreement:* This Agreement shall become effective on the date of publication of the Order in Council rendering it mandatory upon all concerned and shall remain in full force and effect until 31st March, 1959, and from year to year thereafter unless written notice to teminate same or modify its terms is filed by either party not more than sixty and not less than thirty days prior to the expiration of any such one-year period. In the event that such written notice is given, negotiations will commence within thirty days after receipt of such notice.

SCHEDULE "A"

HOURS OF WORK, GENERAL WORKING CONDITIONS, OVERTIME, REGULATIONS, ETC.

A, 1. *Hours of work:* No guarantee. The Employer does not guarantee to provide work to any employee for regularly assigned hours or for any other hours.

Regularly Assigned hours — Day shift:

Starting time — Monday to Friday inclusively, 8.00 a.m.

Heures de cessation — du lundi au vendredi inclusivement, 5.00 p.m.

Total des heures régulières de la semaine: 40 heures.

On doit accorder au salarié une (1) heure pour le repas du midi, généralement entre midi et 1.00 p.m., sans rémunération.

Des changements dans les heures régulières de travail et la période du repas du midi sur aucun chantier peuvent être faits avec le consentement de l'Employeur et de l'Union.

A, 2° *Frais de déplacement:* Lorsqu'un salarié doit se rendre à un chantier et que ce déplacement lui donne droit à des frais de déplacement, l'employeur doit payer ses frais en autant que le salarié travaille jusqu'à la fin des travaux ou pendant une période de quarante-cinq (45) jours de calendrier si les travaux ne sont pas terminés avant ce temps. L'employeur doit aussi payer le voyage de retour à tous les salariés qui travaillent jusqu'à la fin des travaux ou pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours de calendrier si les travaux ne sont pas terminés avant ce temps.

A, 3° *Période de déplacement:* L'employeur doit payer le temps consacré au déplacement au taux régulier dans le cas d'un salarié qui doit voyager pendant les heures régulières du travail de jour; en dehors de ces heures, aucun temps de déplacement ne sera rémunéré si ce n'est dans des cas spéciaux qu'il appartient à l'employeur de juger.

A, 4° *Allocation pour frais de déplacement:* Lorsqu'un salarié doit se déplacer pour se rendre au chantier et qu'il a droit à des frais de déplacement en vertu du paragraphe 2, l'employeur lui versera un maximum de vingt-deux dollars et cinquante cents ($22.50) par semaine de travail de cinq jours sans rémunération additionnelle pour les samedis et les dimanches. L'allocation pour chambre et pension pour une partie de semaine, c'est-à-dire pour un, deux, trois ou quatre jours au taux journalier de quatre dollars et cinquante cents ($4.50) payable chaque semaine. Cette alocation n'est pas versé cependant lorsque les salariés peuvent être logés dans un camp aménagé par l'employeur, lequel aménagement est à la charge de ce dernier.

Un salarié n'a pas droit aux allocations ou frais de déplacement s'il est employé sur les lieux mêmes du chantier.

L'allocation pour déplacement ne peut être déduite du salaire d'un salarié à cause de mauvaises conditions atmosphériques ou de fêtes légales. Toutefois, si un salarié ne se présent pas au travail le jour ouvrable précédent immédiatement ou suivant les journées de fêtes ou de mauvaise température, il perd le droit à l'allocation pour déplacement en ce qui touche la ou les journées d'absence, de mauvaise température ou les jours de fêtes. Il perd aussi le droit de l'allocation pour déplacement s'il s'absente un jour ouvrable. Cette allocation peut lui être quand même versée si dans l'opinion de l'employeur le salarié s'est absenté pour des raisons valables.

A, 5° *Frais de déplacement quotidien:* Lorsque l'employeur ne s'occupe pas du transport de ses salariés, les frais de déplacement quotidien payés en plus du passage régulier d'autobus. entre les limites du circuit d'autobus et le chantier, de même que le voyage de retour auxdites limites doivent être payés par l'employeur.

A, 6° *Travail supplémentaire:* L'employeur peut exiger que les salariés travaillent en dehors des heures régulières. Tout travail exécuté en plus des huit (8) heures régulières du lundi au vendredi inclusivement, doit être rémunéré au taux de salaire et demi.

Quitting time — Monday to Friday inclusively, 5.00 p.m.

Total of regularly assigned hours per week: 40 hours

Employes will be allowed one (1) hour for lunch, generally between 12.00 noon and 1.00 p.m., without pay.

Variations in regularly assgned hours and lunch period at any job location may be arranged by consent of the Employer and the Union.

A, 2. *Travelling expense:* When an employee is required to travel to a job site, where he will qualify for expense allowance, the Employer shall pay transportation expenses to the site of operations, provided the employee shall continue working until the completion of the job, or for a period of 45 calendar days, whichever be the lesser. The Employer shall also pay return fare to all employees remaining on the job until completion thereof or for a period of 90 calendar days, whichever be the lesser.

A, 3. *Travelling time:* The Employer will pay prevailing straight time rates of pay to an employee required to travel during regularly assigned day shift hours only; no travelling time outside of these hours will be paid for, except in special cases at the discretion of the Employer.

A, 4. *Expense allowance:* When an employee has been required to travel to a job site and has qualified for travelling expenses under Section A-2, the Employer will pay him a maximum of twenty-tow dollars and fifty cents ($22.50) per five day working week with no additional payment for Saturdays and Sundays. Board allowance for a part week, that is for one, tow, three or four days shall pe calculated at a daily rate of four and one half dollars to be paid weekly, except that his allowance will not apply where employees can be accommodated at a camp arranged for by the Employer, in whcih case the Employer will pay the cost of the accommodation provided.

An employee shall not be entitled to expense allowance or travelling expenses if he is hired at the job site.

Expense allowance will not be deducted from an employee's pay, due to inclement weather or a statutory holiday. However, if an employee fails to report for work when work is available on the working day immediately preceding or following such bad weather days or statutory holiday, he shall forfeit expense allowance for such absenteeism and for the bad weather days or holiday. An employee shall also forfeit expense allowance for absenteeism on any working day. Forfeiture of expense allowance may be waived in either case if the reason for such absenteeism is acceptable to the Employer.

A, 5. *Daily commuting expense:* When transportation is not provided by the Employer, daily commuting expense in excess of the regular autobus fare from the autobus line limits to a job site and return shall be paid by the Employer.

A, 6. *Overtime regulations:* The Employer may require employees to work in excess of their regularly assigned hours. All time worked in excess of the regularly assigned eight hours on Monday to Friday inclusive shall be paid at the rate of time-and-one-half.

Tout le travail exécuté le samedi doit être rémunéré à raison de salaire et demi pour l'avant-midi et à raison de salaire double pour l'après-midi.

Tout travail exécuté les dimanches, les jours de fêtes suivants doit être rémunéré à raison de salaire double: Le Premier jour de l'An, le Vendredi-Saint, la fête de la Reine, la Saint-Jean-Baptiste, le 1er juillet (Confédération), le Fête du Travail, le Jour d'Actions-de-Grâces, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée Conception et le jour de Noël.

A, 7° *Paiement du salaire:* Les salariés seront payés chaque semaine durant leurs heures régulières de travail, comptant ou par chèque.

L'employeur s'occupera de l'identification de ses salariés auprès d'une banque locale dans les districts environnants afin de prévenir tout délai ou embarras aux salariés.

All time worked on Saturdays shall be paid for at the rate of time-and-one-half in the forenoon and double time in the afternoon.

All time worked on Sundays and/or on the following Statutory Holidays shall be paid for at the rate of double time: New Year's Day, Good Friday, Victorial Day, St. John the Baptist Day, Dominion Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Ascension Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day.

A, 7. *Wage payment:* Employees shall be paid weekly during their regularly assigned hours, by cash or cheque.

The Employer shall see to the proper identification of his employees at a local bank in outlying districts, in order to prevent any delay or embarrassment to the employees.

ANNEXE "B"

B, 1° *Compagnon travailleur en fer structural:* Ils doivent être rémunérés à raison de deux dollars et quinze cents ($2.15) l'heure pour la période de douze mois commençant le 1er avril 1957, et se terminant le 31 mars, 1958. De plus ils doivent être rémunérés à raison de deux dollars et trente cents ($2.30) l'heure du 1er avril, 1958 au 1er avril, 1959.

Un compagnon travailleur en fer structural doit avoir connaissance complète et pratique de tous les outils et de tout l'appareillage de son métier utilisés pour le montage. Il doit être capable d'exécuter les travaux suivants d'une façon adroite et sûre:

a) Monter et gréer des grues, des grues mobiles, des derricks munis de haubans ou non, des poteaux et des appareils semblabes, déplacer en hauteur des derricks à haubans et de placer des grues mobiles, le tout sous la dircetion d'un contremaître.

b) Accrocher la charge, grimper, faire les raccords appropriés, et signaler le mécanicien préposé au fonctionnement de l'appareil.

c) Monter des échafaudages, assembler et boulonner des joints pour fins de rivetage et riverter.

d) Exécuter les diverses besognes qui se rencontrent sur les chantiers de construction comme par exemple, faire des noeuds, brûler, percer des trous, aléser, etc.

B, 2° *Compagnon-soudeur:* Ils doivent rémunérés au taux de deux dollars et quinze cents ($2.15) l'heure.

Un compagnon-soudeur doit avoir une compétence qui lui permette de se qualifier selon les codes acceptés par la province. Il doit être capable d'ajuster sa machine et être familier avec tous les outils et appareils de son métier. Il doit, de plus, pouvoir exécuter les travaux suivants de façon adroite et sûre:

a) Grimper.
b) Poser des échafaudages pour le travail de soudure.
c) Préparer le travail de soudure.
d) Brûler.
e) Ébarder.

B, 3° *Carte de compétence:* Pour obtenir un emploi et/ou pour être maintenu sur la liste de compagnons de l'employeur, un homme doit posséder une carte attestant du succès de ses examens devant le Bureau d'Examinateurs du Comité Conjoint des métiers de la construction ou de l'Union. Il est entendu, toutefois, qu'un homme peut être employé sans cette carte, en attendant

SCHEDULE "B"

B, 1. *Journeymen structural ironworkers:* shall be paid at the rate of two dollars and fifteen cents ($2.15) per hour for the twelve month period commencing 1st April, 1957, and ending 31 March, 1958. Further they shall be paid a rate of two dollars and thirty cents ($2.30) an hour for the period from 1st April, 1958, to 1st April, 1959.

A journeyman structural ironworker must have a thorough working knowledge of all erection tools and equipment of his trade. He must be able to perform the following operations in a safe and workmanlike manner:

a) Assemble and reeve erecting cranes, travellers, guy and stiff-leg derricks, poles and similar equipment, jump guy derricks and move travellers, all under the general direction of a foreman.

b) Hook on, climb, connect and signal the hoisting engineer.

c) Erect scaffolds, fit and bolt joints in proper fashion preparatory to rivetting, and perform rivetting operations.

d) Carry out all the miscellaneous tasks which arise on erection jobs, such as tying knots, burning, drilling, reaming, etc.

B, 2. *Journeymen welders:* shall be paid at the of two dollars and fifteen cents ($2.15) per hour.

A journeyman welder must be able to qualify under Class "O" of the Canadian Standars Association W-47-1947 Code. He must be able to adjust his welding machine and have a thorough working knowledge of all the tools and equipment of his trade. He must also be able to perform the following operations in a safe and workmanlike manner:

a) Climb.
b) Erect scaffolds for welding.
c) Fit up work for welding.
d) Burn.
e) Chip.

B, 3. *Certificate of competency:* To secure employement and/or to be kept on the Employer's list of journeyman, a man must be in possession of a card attesting that he has met the requirements of the Examining Board of the Building Trades Joint Committee or of the Union. It is understood, howevre, that a man may be employed without such card, pending the next

la prochaine séance du Bureau des Examinateurs.

B, 4° *Apprentis:* Les apprentis doivent avoir au moins 18 ans et pas plus de 30 ans. Ils doivent avoir un livret d'apprentissage où sont compilées les périodes de travail.

Les apprentis de 1ère année doivent recevoir 70% des taux des compagnons.

Les apprentis de 2ème année doivent recevoir 85% des taux des compagnons.

Il ne peut y avoir plus d'un (1) apprenti par sept (7) compagnons à l'emploi de l'employeur ou plus d'un (1) apprenti par chantier.

Application: Lorsque cette Convention sera rendue obligatoire par arrêté ministériel, elle sera mise en vigueur par le Comité Conjoint des métiers de la construction pour le district de Montréal.

Durée: Cette Convention prendra fin, à moins d'avis contraire de la part des deux parties au contrat, vingt-quatre mois de la date dudit arrêté ministériel le rendant obligatoire pour tous les intéressés.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 mars 1957. 44590-o

sitting of an Examining Board.

B, 4. *Apprentices:* An apprentice must not be less than 18 years of age or more than 30. He shall possess an apprenticeship book showing his record of service.

First year apprentices shall receive 70% of the journeymen's rate.

Second year apprentices shall receive 85% of the journeymen's rate.

The ratio of apprentices to journeymen may not exceed one to seven of the entire working force on the employer's payroll, or one apprentice per job.

Enforcement: This Agreement, when rendered mandatory by Order-in-Council, shall be administered by the Building Trades Joint Committee for the District of Montreal.

Duration: This Agreement shall terminate, unless other-wise determined by both parties hereto, twenty-four months from the date of the aforesaid Order-in-Council renderint it mandatory upon all concerned.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 30, 1957. 44590-o

Action en séparation de biens

Canada, Province de Québec, district d'Arthabaska, Cour supérieure, N° 12225. Dame Marie-Thérèse Robidoux, demanderesse, vs Roland Audet, défendeur.

AVIS

Dame Marie-Thérèse Robidoux-Audet, épouse commune en biens de Roland Audet, domiciliée en la cité de Drummondville, district d'Arthabaska, a formulé contre son mari une demande en séparation de biens et elle procèdera sur sa demande.

Drummondville, le 16 mars 1957.

Le Procureur de la demanderesse,
44580-o ROGER PARENTEAU, Avo.

Action for separation as to property

Canada, Province of Quebec, district of Arthabaska, superior Court No. 12225. Dame Marie-Therese Robidoux, plaintiff, vs Roland Audet, defendant.

NOTICE

Mrs. Marie-Therese Robidoux-Audet, wife common as to property of Roland Audet, domiciled at Drummondville, district of Arthabaska, has served and filed an action for separation as to property against Roland Audet and she will proceed thereon.

Drummondville, March 16th, 1957.

ROGER PARENTEAU,
44580-o Attorney for plaintiff, Avo.

Assemblées

QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY

Avis est, par les présentes, donné que l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la compagnie "Quebec Central Railway Company" sera tenue aux bureaux de la compagnie "Canadien Pacific Railway Company", Montréal, Canada, mercredi, le 17e jour d'avril 1957, à onze heures du matin, pour l'élection de deux directeurs représentant les obligataires, et, en général, pour la transaction de toute autre affaire.

Les actionnaires enregistrés le 14e jour de mars 1957 peuvent assister et voter à l'assemblée.

Daté à Montréal, Canada, le 1er jour de mars 1957.

Le Secrétaire,
44512-11-3 J. C. BONAR.

Meetings

QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY

Notice is hereby given that the Annual General Meeting of the shareholders of Quebec Central Railway Company will be held at the offices of the Canadian Pacific Railway Company, Montreal, Canada, on Wednesday, the 17th day of April, 1957, at the hour of eleven o'clock in the forenoon, for the election of two Directors representing the Security Holders and, for the transaction of business generally.

Stockholders of record on the 14th day of March, 1957, may attend and vote.

Dated at Montreal, Canada, this 1st day of March 1957.

J. C. BONAR,
44512-11-3-o Secretary.

RICHELIEU BRIDGE COMPANY LIMITED

Avis d'assemblée

L'assemblée générale annuelle des actionnaires du Richelieu Bridge Co. Ltd. aura lieu le 20 avril 1957 à 2.00 p.m., à Noyan, P.Q.

Le Secrétaire-trésorier,
44581-o YVES DELAND.

RICHELIEU BRIDGE COMPANY LIMITED

Notice of Meeting

The general annual meeting of the shareholders of the Richelieu Bridge Company Limited, will be held on Saturday, April 20th, 1957, at 2.00 p.m., in Noyan, P.Q.

YVES DELAND,
44581-o Secretary-treasurer.

Avis divers

Province de Québec

VILLE DES LAURENTIDES

Avis public est par les présentes donné qu'à l'expiration des délais légaux suivant la publication du présent avis, cette Corporation s'adressera au Lieutenant-gouverneur en Conseil pour demander l'abandon de sa charte et obtenir des lettres patentes que cette Corporation soit exclusivement soumise aux dispositions de la Loi des Cités et Villes de la province.

Donné à Ville des Laurentides ce 19ième jour de mars 1957.

(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,
44555-12-4-o R. HOGUE.

(P.G. 1776-44)

LES PRODUITS MARQUETTE LIMITÉE
MARQUETTE PRODUCTS LIMITED

Règlement N° 27
concernant la modification du nombre des directeurs.

"Le nombre des Directeurs de la compagnie, Les Produits Marquette Limitée est changé de cinq qu'il était auparavant à celui de quatre et le règlement N° 3a de la compagnie est modifié en conséquence'.'

'Copie certifiée du règlement N° 27, tel qu'adopté par les directeurs le 12 juillet 1956, et approuvé par les actionnaires le 19 janvier 1957.

Le Secrétaire,
44579-o JEAN-MARIE GARNEAU.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la Loi II George VI, chapitre 52, article 5, l'honorable Secrétaire de la province a décrété, le dix-neuf mars 1957, la fin de l'existence corporative de la fédération de syndicats professionnels "Fédération Nationale des Employés du Bas Façonné et Circulaire", dont la formation avait été autorisée le 2 décembre 1943, avec siège social à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt et un mars 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
44582-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif Indus-

Miscellaneous Notices

Province of Quebec

TOWN OF LAURENTIDES

Public notice is hereby given that at the expiration of the time-limit required by law after publication of this notice, this Corporation shall apply to the Lieutenant-Governor in Council for leave to surrender its charter and obtain letters patent in order that said Corporation be exclusively submitted to the provisions of the Cities and towns Act of the Province.

Given at the town of Laurentides, this 19th, day of March 1957.

(Seal) R. HOGUE,
44555-12-4 Secretary-Treasurer.

(A.G. 1776-44)

LES PRODUITS MARQUETTE LIMITÉE
MARQUETTE PRODUCTS LIMITED

By-law No. 27
concerning the modification of the number of Directors.

"The number of the Directors of the company, Les Produits Marquette Limitée is changed from five that it was heretofore to four and by-law No. 3a of the company is therefore modified."

Certified copy of by-law No. 27 ,as adopted by the Directors on July 12, 1956, and approved by the shareholders on January 19, 1957.

JEAN-MARIE GARNEAU,
44579 Secretary.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary, on March nineteenth, 1957, has enacted the termination of the corporate existence of Federation of the Professional Syndicates "Fédération Nationale des Employés du Bas Façonné et Circulaire", the formation of which had been authorized on December 2, 1943, with head office at Sherbrooke, judicial district of Saint-Francis, pursuant to the provisions of section 20a of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941. chapter 162, as added by the Act II, George VI, chapter 52, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, on March twenty-first 1957.

JEAN BRUCHÉSI,
44582 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the decalration of foundation of the cooperative syndicate "Syn-

triel de La Guadeloupe", en date du 26 janvier 1957, dont le siège social est situé à La Guadeloupe, comté de Frontenac, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le dix-neuf mars 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
44585-o JEAN BRUCHÉSI,

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q., 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la Loi II George VI, chapitre 52, article 5, l'honorable Secrétaire de la province a décrété, le dix-neuf mars 1957, la fin de l'existence corporative du syndicat professionnel "L'Union Nationale des Employés du Département du Feu, Québec", dont la formation avait été autorisée le 7 août 1925, avec siège social à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt et un mars 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
44583-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 12547-52)

QUEBECAIR INC.

Extrait des minutes d'une assemblée des directeurs de Quebecair Inc., tenue aux bureaux de la compagnie à l'aéroport de Rimouski, le 22 janvier 1957.

"Proposé par monsieur Aubert Brillant, secondé par monsieur Léo Doyon et adopté à l'unanimité d'amender la section 3. *a*) des règlements généraux de la compagnie pour augmenter le nombre des directeurs de 7 à 12."

Certifiée vraie copie du règlement adopté par les directeurs le 22 janvier 1957 et approuvé par les actionnaires le 2 février 1957.

Rimouski, ce 4 mars 1957.

Le Vice-président et secrétaire,
44584-o MAURICE TESSIER.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat des Pêcheurs de Gaspé", en date du 1er mars 1957, dont le siège social est situé à Gaspé, comté de Gaspé-Sud, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 5 mars 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
44586-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats coopératifs de Québec)

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale extraordinaire des membres de "La Caisse Populaire du Personnel de "La Patrie" ", tenue à Montréal, le mardi, 5 mars 1957, il a été résolu que la nom de ladite société soit changé en celui de "La Caisse d'Économie du Personnel de "La

dicat Coopératif Industriel de La Guadeloupe", under date January 26, 1957, whereof the head office is at La Guadeloupe, county of Frontenac, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of March, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,
44585 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that pursuant to the provisions of section 20a of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941, chapter 162, as added thereto by Act II George VI, chapter 52, section 5, the Honourable the Provincial Secretary enacted on March nineteenth 1957, the termination of the corporate existence of the Professional Syndicate "L'Union Nationale des Employés du Département du Feu, Québec", the formation of which had been authorized on August 7, 1925, with head office in Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, the twenty-first day of March, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,
44583 Under Secretary of the Province.

(A.G. 12547-52)

QUEBECAIR INC.

Excerpt from the muintes of a meeting of directors of Quebecair Inc., held in the offices of the company at the airport of Rimouski, on January 22, 1957.

"Proposed by Mr. Aubert Brillant, seconded by Mr. Léo Doyon and unanimously adopted to amend section 3 *a*) of the Company's general by-laws in order to increase the number of directors from 7 to 12".

Certified true copy of the by-law adopted by the directors on January 22, 1957, and confirmed by the shareholders on February 2, 1957.

Rimouski, this March 4, 1957.

MAURICE TESSIER,
44584 Vice President and Secretary.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat des Pêcheurs de Gaspé", under date March 1st., 1957, whereof the head office is at Gaspé, county of Gaspé-South, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this March 5, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,
44586 Under Secretary of the Province.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Quebec Cooperative Syndicates' Act)

Notice is given that, at a special general meeting of the members of "La Caisse Populaire du Personnel de "La Patrie" ", held in Montreal, Tuesday, March 5, 1957, it has been resolved that the name of the said Association be changed to that of "La Caisse d'Économie du Personnel de

Patrie" ", et que ledit changement de nom entre en vigueur à la date du premier mai 1957.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt et un mars 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
44607-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association Patronale Métropolitaine des Coiffeurs et Coiffeuses Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le vingt-deux mars 1957.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
44608-o JEAN BRUCHÉSI,

Avis est par les présentes donné par les soussignés que le lieutenant-gouverneur en ocnseil a adopté, en date du 21 mars 1957, un arrêté en conseil à l'effet de changer le nom de la municipalité de la paroisse de Saint-Charles-Borromée-Sud en celui de "Municipalité de Joliette-Sud", comté de Joliette.

Conformément aux dispositions de l'article 48 du Code municipal, ce changement de nom entre en vigueur à compter de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Joliette, le 25 mars 1957.

Le Maire,
ÉLOI DUCHARME.
Le Secrétaire-trésorier,
44611-o Me J. ARTHUR LÉPINE, avocat.

(P.G. 13914-56)

ASSOCIATION DES DÉTAILLANTS DE GAZOLINE DU QUÉBEC INC.

Extrait des règlements de la corporation ci-haut mentionnée, tel qu'adoptés à l'assemblée générale tenue le 29 janvier 1957, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de cinq à vingt:

"Article XI. *Conseil d'administration:* Les affaires de l'Association sont gérées par le Conseil d'Administration composé de vingt (20) membres élus par l'assemblée générale."

Certifié vraie copie.

Le Sous-secrétaire,
44619-o M. L. MERCIER.

CORRECTION

Avis est par les présentes donné par les soussignés que le lieutenant-gouverneur en conseil a adopté, en date du 27 février 1957, un arrêté en conseil à l'effet de changer le nom de la municipalité de la paroisse de Saint-Paschal-de-Kamouraska en celui de "Municipalité de Saint-Pascal", comté de Kamouraska.

Conformément aux dispositions de l'article 48 du Code municipal, ce changement de nom entre en vigueur à compter de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

St-Pascal, 5 mars 1957.

Le Maire,
THOMAS VOISINE.
Le Secrétaire-trésorier,
44503-x-o ADALBERT ANCTIL.

"La Patrie"", and that the said change of name shall come into force on the first day of May, 1957.

Given at the office of the Provincial Secretary, the twenty-first day of March, 1957.

JEAN BRUCHÉSI.
44607 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association Patronale Métropolitaine des Coiffeurs et Coiffeuses Inc." for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary, on March twenty-second, 1957.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
44608 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given by the undersigned that the Lieutenant-Governor in Council has adopted, on March 21, 1957, an Order in Council in order to change the name of the municipality of the parish of Saint-Charles-Borromée-Sud to that of "Municipality of Joliette-South", county of Joliette.

Pursuant to the provisions of article 48 of the Municipal Code, this change of name shall come into force as from the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Joliette, March 25, 1957.

ÉLOI DUCHARME,
Mayor.
Me J. ARTHUR LÉPINE, advocate,
44611 Secretary-Treasurer.

(A.G. 13914-56)

ASSOCIATION DES DÉTAILLANTS DE GAZOLINE DU QUÉBEC INC.

Excerpt from by-laws of the corporation hreinabove mentioned, as adopted at a general meeting held January, 29 1957, concerning the increasing of the number of directors from five to twenty:

Article XI. *Board of directors:* The affairs of the Association are managed by a board of directors composed of twenty (20) members elected at the general meeting.

Certified true copy.

M. L. MERCIER,
44619 Assistant Secretary.

CORRECTION

Notice is hereby given by the undersigned that the Lieutenant-Governor in Council has adopted under date of February 27, 1957, an Order in Council to the effect of changing the name of the municipality of the parish of Saint-Paschal-de-Kamouraska into that of "Municipality of Saint-Pascal", county of Kamouraska.

Pursuant to the provisions of section 48 of the Municipal Code, this change of name shall enter into force from and after the publication of this present notice in the *Quebec Official Gazette*.

St. Pascal, March 5, 1957.

THOMAS VOISINE,
Mayor.
ADALBERT ANCTIL,
44503-x Secretary-Treasurer.

(P.G. 13655-56)

LAPRAIRIE SHOPPING CENTRE LTD.
CENTRE D'ACHAT LAPRAIRIE LTÉE

Règlement N° 26

changement dans le nombre des directeurs

"Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de Laprairie Shopping Centre Ltd.— Centre d'Achat Laprairie Ltée, ce qui suit:

1° Que le nombre des membres du bureau de direction de la compagnie soit, et il est, par les présentes, augmenté de trois (3) à neuf (9) dont cinq (5) d'entre eux constitueront quorum."

2° Que les règlements de la compagnie soient, et ils sont, par les présentes, amendés pour se conformer au précédent.

Décrété ce 3 décembre 1956.

Le Secrétaire,
44620 YVONNE BÉLANGER.

(A.G. 13655-56)

LAPRAIRIE SHOPPING CENTRE LTD.
CENTRE D'ACHAT LAPRAIRIE LTÉE

By-law No. 26

change in number of directors.

"Be it enacted, and it is hereby enacted, as a by-law of Laprairie Shopping Centre Ltd.— Centre d'Achat Laprairie Ltée, as follows:

1. The number of the board of directors of the Company be, and it is hereby increased from three (3) to nine (9) whereof five (5) of whom shall be a quorum."

2. The by-laws of the company be, and they are hereby amended to accord with the foregoing.

Enacted this 3rd december, 1956.

YVONNE BÉLANGER,
44620-o Secretary.

Chartes — Abandon de

JOHN G. RENNIE & COMPANY LIMITED

Avis est par les présentes donne que John G. Rennie & Company Limited, corporation incorporée en vertu de la Loi des compagnies, de Québec, ayant son bureau chef dans la ville de Huntingdon demandera au Procureur Général de la Province de Québec la permission d'abandonner sa charte en conformité avec la Loi des compagnies de Québec.

Huntingdon, le 21 mars 1957.

Le Secrétaire-tréosirer,
44577-o (Sgé.) DONALD F. RENNIE, C.A.

BERNINA SEWING MACHINES SALES CORPORATION

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Bernina Sewing Machines Sales Corporation, une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 18e jlur de mars 1957.

Le Président.
44587 MAXIMILIAN TEPPER.

Prenez avis que la compagnie Les Centenaires de Sillery Inc., demandera au procureur général la permission d'abandonner sa charte.

Québec, le 22 mars 1957.

Le Procureur de la compagnie,
44589-o UBALD DÉSILETS.

THE JALRAY CORPORATION LIMITED

Avis est donné conformément à la Loi des Compagnies de Québec que la compagnie The Jalray Corporation Limited demandera la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 25 mars 1957.

Les avocats de la requérante,
44594-o DESPAROIS & MAILLET.

Charters — Surrender of

JOHN G. RENNIE & COMPANY LIMITED

Notice is hereby given that John G. Rennie & Company Limited, a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the town of Huntingdon, will apply to the Attorney General, of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Huntingdon, March 21, 1957.

(Sgd.) DONALD F. RENNIE, C.A,
44577-o Secretary-Tresaurer.

BERNINA SEWING MACHINES SALES CORPORATION

Notice is hereby given that Bernina Sewing Machines Sales Corporation, a corporation constituted under the Quebec Companies' Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 18th day of March, 1957.

MAXIMILIAN TEPPER,
44587-o President.

Take notice that The company Les Centenaires de Sillery Inc., will make application to the Attorney General for permission to surrender its charter.

Quebec, March 22, 1957.

UBALD DÉSILETS,
44589 Attorneys for the Company.

THE JALRAY CORPORATION LIMITED

Notice is hereby given that the Jalray Corporation Limited, in conformity with the Quebec Companies Act will apply for leave to surrender its charter.

Montreal, March 25th, 1957.

DESPAROIS & MAILLET,
44594-o Attorneys for the petitioner.

CRESMAC LIMITED

Avis est donné par les présentes que Cresmac Limited, compagnie incorporée en vertu de la Loi des Compagnies, fera application au Procureur général de la province de Québec, afin d'obtenir la permission pour abandonner sa charte sous les provisions de la dite statut de la loi des compagnies.

Daté à Montréal, le 21ième jour de mars, 1957.

Le Secrétaire-tréosirier,
44588-o DAVID A. SCHWARTZ.

CRESMAC LIMITED

Notice is hereby given that Cresmac Limited, a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its Head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney General, of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 21st day of March, 1957.

DAVID A. SCHWARTZ,
44588-o Secretary-Tresaurer.

Avis est par les présentes donné que la compagnie dite "Bo-Ville Builders Inc.", constitué en corporation par lettres patentes de la province de Québec en date du 14 juin 1955, demandera la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 21 mars 1957.

Les Procureurs de la compagnie dite
Bo-Ville Builders Inc.
44614-o GENSER & PHILLIPS.

Notice is hereby given that "Bo-Ville Builders Inc.", incorporated by letters patent of the Province of Quebec, dated June 14th, 1955, will make application for leave to surrender its charter.

Montreal, March 21st, 1957.

GENSER & PHILLIPS,
Attorneys for
44614-o Bo-Ville Builders Inc.

MINERS INCORPORATED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Miners Incorporated", une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité d'Amos, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Québec, ce 28e jour de mars 1957.

Les Procureurs de la requérante,
ST-LAURENT, LÉTOURNEAU,
44621 JOHNSTON, CANTIN & LEAHY.

MINERS INCORPORATED

Notice is hereby given that "Miners Incorporated", a corporetion constituted under the Quebec Companies' Act, and having its head office in the city of Amos, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Quebec, this 28th day of March, 1957.

ST-LAURENT, LÉTOURNEAU,
JOHNSTON, CANTIN & LEAHY,
44621-o Atrorneys for the petitioner.

Compagnie autorisée à faire des affaires

(Sec. P. 2172-48)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "The C. D. Morris Nursery Ltd." (auparavant The Mountain Gardens Nursery Ltd.) a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q., 1941, chapitre 279.

Le bureau principal de la dite compagnie dans la province est à Rougemont, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Son agent principal aux fins de recevoir les assignation dans les procédures exercées contre elle, est Me Geo.-H. Dureault, C.R., de la cité de Granby.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de mars 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
44575 JEAN BRUCHÉSI.

Company Licensed to do Business

(P. Sec. 2172-48)

Notice is hereby given that "The C. D. Morris Nursery Ltd." (formerly The Mountain Gardens Nursery Ltd.) has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies' Act, R.S.Q., 1941, chapter 279.

The principal office of the said company in the Province is at Rougemont, in the judicial district of St. Hyacinthe.

Its chief agent for the purpose of receiving services in proceedings againtst it is Me Geo.-H. Dureault, Q.C., of the city of Granby.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-first day of March, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,
44575-o Assistant Provincial Secretary.

Compagnies dissoutes

(P.G. 11852-54)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur géné-

Companies Dissolved

(A.G. 11852-54)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the

ral d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Barbara Mae Corporation", constituée en corporation par lettres patentes en date du 12 février 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze mars 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575-o P. FRENETTE.

(P.G. 10266-57)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Belmore Construction Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 24 mai 1948.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze mars 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575-o P. FRENETTE.

(P.G. 13884-56)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Compagnie d'Immeubles du Plateau Camirand", constituée en corporation par lettres patentes en date du 10 septembre 1912.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze mars 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575-o P. FRENETTE.

(P.G. 13758-56)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sjet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Corbeil-Hooke Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 3 mars 1939.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze mars 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575-o P. FRENETTE.

(P.G. 13569-56)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Dominion Remnant Stores Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 26 octobre 1928.

surrender of the charter of the company "Barbara Mae Corporation", incorporated by letters patent dated February 12, 1945.

Notice is also given that from and after March fifteenth 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44575 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10266-57)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Belmore Construction Limited", incorporated by letters patent dated May 24, 1948.

Notice is also fiven that from and after March fifteenth, 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44575 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13884-56)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Compagnie d'Immeubles du Plateau Camirand", incorporated by letters patent dated September 10, 1912.

Notice is also given that from and after March fifteenth, 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44575 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13758-56)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Corbeil-Hooke Inc.", incorporated by letters patent dated March 3, 1939.

Notice is also given that from and after March fifteenth, 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44575 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13569-56)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Dominion Remnant Stores Ltd.", incorporated by letters patent dated October 26, 1928.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze mars 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575-o P. FRENETTE.

(P.G. 12813-56)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Fairmount Realties Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 3 septembre 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze mars 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575-o P. FRENETTE.

(P.G. 13547-56)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Federal Shoe Manufacturing Company, Incorporated", constituée en corporation par lettres patentes en date du 10 avril 1933.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze mars 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575-o P. FRENETTE.

(P.G. 11756-56)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Helen Preston Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 6 juin 1956.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze mars 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575 P. FRENETTE.

(P.G. 10262-57)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "La Compagnie d'Expansion Industrielle de Warwick Limitée", constituée en corporation par letters patentes en date du 18 avril 1953.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze mars 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
44575-o P. FRENETTE.

Notice is also given that from and after March fifteenth 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44575 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12813-56)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Fairmount Realties Ltd.", incorporated by letters patent dated September 3, 1946.

Notice is also given that from and after March fifteenth 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44575 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13547-56)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Federal Shoe Manufacturing Company, Incorporated", incorporated by letters patent dated April 10, 1933.

Notice is also given that from and after March fifteenth, 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44575 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11756-56)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Helen Preston Inc.", incorporated by letters patent dated June 6, 1956.

Notice is also given that from and after March fifteen 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of March, 1957.

P. FRENETTE.
44575 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10262-57)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "La Compagnie d'Expansion Industrielle de Warwick Limitée", incorporated by letters patent dated April 18, 1953.

Notice is also given that from and after March fifteen 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of March, 1957.

P. FRENETTE,
44575 Acting Deputy Attonrey General.

(P.G. 13693-56)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Laurentian Sportswear Ltd.", constituée en corporatien par lettres patentes en date du 11 août, 1952.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze mars 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44575-o P. FRENETTE.

(A.G. 13693-56)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Laurentian Sportswear Ltd.", incorporated by letters patent dated August 11, 1952.

Notice is also given that from and after March fifteenth 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of March, 1957.

P. FRENETTE,

44575 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13546-56)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "The King Kid Shoe Company, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 1er juin 1922.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze mars 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44575-o P. FRENETTE.

(A.G. 13546-56)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "The King Kid Shoe Company, Limited", incorporated by letters patent dated June 1st., 1922.

Notice is also given that from and after March fifteenth 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of March, 1957.

P. FRENETTE,

44575 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13290-56)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Treeford Investments Incorporated", constituée en corporation par lettres patentes en date du 7 juillet 1944.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze mars 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44575-o P. FRENETTE.

(A.G. 13290-56)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Treeford Investments Incorporated", incorporated by letters patent dated July 7, 1944.

Notice is also given that from and after March fifteenth 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of March, 1957.

P. FRENETTE,

44575 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13301-56)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Upton Incorporated", constituée en corporation par lettres patentes en date du 27 novembre 1936.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze mars 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize mars 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,

44575-o P. FRENETTE.

(A.G. 13301-56)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Upton Incorporated", incorporated by letters patent dated November 27, 1936.

Notice is also given that from and after March fifteenth 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of March, 1957.

P. FRENETTE,

44575 Acting Deputy Attorney General.

Département des Affaires municipale

Province de Québec — District de Québec
Comté de Québec

—

VILLE DE VILLENEUVE

—

Règlement N° 100

Fixant à trois ans la durée des fonctions du maire et des échevins.

—

Attendu que la ville désire se prévaloir des dispositions de l'article 173-A de la Loi des cités et villes;

Attendu qu'il est dans l'intérêt de la municipalité qu'un règlement soit adopté à cette fin;

Attendu qu'avis de motion du présent règlement a été dûment donné à une session de ce conseil le 10 janvier 1957;

Il est proposé et résolu unanimement qu'un règlement de ce conseil soit adopté sous le numéro 100 pour les fins suivantes:

1° La durée des fonctions du maire et des échevins de la ville de Villeneuve sera dorénavant fixée à trois ans.

2° Le présent règlement entrera en vigueur selon la loi, après approbation par le Lieutenant-gouverneur en conseil et publication dans la *Gazette officielle de Québec*, ainsi que dans le volume des Statuts adoptés à la prochaine session de la Législature.

Extrait du livre des délibérations de la séance du 15 janvier 1957 certifié exact par:

(Signé) GEO. LATOUCHE,
Secrétaire-trésorier.

Ce règlement a été adopté en première et deuxième lecture le 15 janvier 1957 et est entré en force immédiatement après.

Ville de Villeneuve,
par: (Signé) GEO. LATOUCHE,
Secrétaire-trésorier.

Copie certifiée de la copie du règlement transmise au département des Affaires municipales le 13 février 1957.

JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.,
Sous-ministre.

Ce règlement a été approuvé par les électeurs propriétaires de la ville de Villeneuve, le 1er février 1957 et par le lieutenant-gouverneur en conseil le 21 mars 1957 et il est publié conformément aux dispositions de l'article 173*a* de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1941, chapitre 233).

Le Ministre des Affaires municipales,
44591-o PAUL DOZOIS.

Department of Municipal Affairs

Province of Quebec — District of Quebec
County of Quebec

—

TOWN OF VILLENEUVE

—

By-law No. 100

Duties of Mayor and Aldermen to be fixed for a period of three years.

—

Whereas the town desires to avail itself of the provisions of section 173-A of the Cities and Towns Act;

Whereas it is in the interest of the municipality that a by-law be adopted for this purposes;

Whereas notice of motion of this present by-law has been duly given at a meeting of this Council on January 10, 1957;

It is unanimously proposed and resolved that a by-law of this Council be adopted under number 100 for the following purposes:

1. The duties of the mayor and aldermen of the town of Villeneuve shall hereinafter be fixed at three years.

2. The present by-law shall enter into force according to law, after approval by the Lieutenant-Governor in Council and publication in the *Quebec Official Gazette*, as well as in the volume of the Statutes adopted at the next session of the Legislature.

Excerpt from the book of deliverations of the meeting of January 15, 1957 certified exact by:

(Signed) GEO. LATOUCHE,
Secretary-Treasurer.

This by-law was adopted in first and second reading on January 15, 1957 and has entered into force immediately thereafter.

Town of Villeneuve
By: (Signed) GEO. LATOUCHE,
Secretary-Treasurer.

Certified copy of the by-law transferred to the Department of Municipal Affairs on February 13, 1957.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
Deputy-Minister.

This by-law has been approved by the property-owners electors of the town of Villeneuve on February 1st, 1957 and by the Lieutenant-Governor in Council on March 21, 1957 and it is published pursuant to the provisions of section 173*a* of the Cities and Towns Act (R.S.Q., 1941, chapter 233).

PAUL DOZOIS,
44591 Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Instruction Publique

N° 365-56.

Québec, le 21 mars 1957.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Shipton, dans le comté de Richmond, le territoire ci-dessous décrit pour l'annexer, pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire d'Asbestos, dans le même comté.

1° Dans le canton Shipton, les lots 1 à 8 inclusivement et 9a, 9b, 9c, 9f et 10c du rang I; 1 à 5 inclusivement du rang II; 1 à 5 inclusivement et 8a, 8b, 9a, 9b, 9c, 10a, 10c, 11a, 11b, 12a et 13 du rang III; 2 à 13 inclusivement du rang IV et 2 à 7 inclusivement et 8c du rang V.

2° Dans le canton Tingwick, comté d'Arthabaska, tout le territoire de la municipalité civile

Department of Education

No. 365-56.

Quebec, March 21, 1957.

Application is made to detach from the school municipality of Shipton, in the county of Richmond, territory hereinunder described, to annex it, for the Catholic ratepayers only, to the school municipality of Asbestos, in the same county.

1. In the township of Shipton, lots 1 to 8 inclusively and 9a, 9b, 9c, 9f and 10c of range I; 1 to 5 inclusively of range II; 1 to 5 inclusively and 8a, 8b, 9a, 9b, 9c, 10a, 10c, 11a, 11b, 12a and 13 of range III; 2 to 13 inclusively of range IV and 2 to 7 inclusively and 8c of range V.

2. In the township of Tingwick, county of Arthabaska, all the territory of the civil municipa-

de La Rochelle, érigé par le chapitre 125 de la loi XIV Geo. VI, 1950.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
44596-13-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 304-53.

Québec, le 22 mars 1957.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la Grande Côte, dans le comté de Laval, le territoire ci-dessous décrit pour l'annexer à la municipalité scolaire de Côte St-François, dans le même comté.

Ce territoire comprend la partie du lot 336-B au nord du trait-carré: le 337, la partie du lot 338 au nord du trait-carré: les lots 338-1 et 338-2, la partie du lot 339 au nord du trait-carré: les lots 340 et 340-A, la partie nord du lot 340-B, la partie nord du lot 340-C et les lots 342 et 343.

Ce territoire est borné au nord par les limites sud de la municipalité de la paroisse St-François-de-Sales, à l'est par le lot 344, au sud par les lots parties 336-B, 338, parties 339, 340-C, 340-B et 341; à l'ouest par le lot 336-A.

La partie du lot 336-B au nord du trait-carré est bornée au nord par les limites sud de la municipalité de la paroisse St-François-de-Sales, à l'est par les lots 337, 338-338-1 et 338-2, au sud par le rédisu du lot 336-B et à l'ouest par le lot 336-A.

Le lot 337 est borné au nord par les limites sud de la municipalité de la paroisse St-François-de-Sales, à l'est par le lot 339, au sud par le lot 338-2 et à l'ouest par le lot 336-B.

Le lot 338-2 est borné au nord par le lot 337, à l'est par le lot 339, au sud par le lot 338-1 et à l'ouest par le lot 336-B.

Le lot 338-1 est borné au nord par le lot 338-1, à l'est par le lot 339, au sud par le lot 338 et à l'ouest par le lot 336-B.

Le lot 338 est borné au nord par le lot 338-1, à l'est par le lot 339, au sud par le résidu du lot 338, à l'ouest par le lot 336-B.

Le lot 339 est borné au nord par les limites sud de la municipalité de la paroisse St-François-de-Sales, à l'est par les ots 340, 340-A et 340-C, au sud par le résidu du lot 339.

Le lot 340 est borné au nord par les limites sud de la municipalité de la paroisse St-François-de-Sales, à l'est par le lot 342, au sud par un chemin public et à l'ouest par le lot 339.

Le lot 340-A est borné au nord par un chemin public, à l'est par le lot 342, au sud par les lots 340-B et 340-C, et à l'ouest par le lot 339.

Le lot 340-C est borné au nord par le lot 340-A à l'est par le lot 340-B, au sud par le résidu du lot 340-C et à l'ouest par le lot 339.

Le lot 340-B est borné au nord par le lot 340-A, à l'est par le lot 342, au sud par le résidu du lot 340-B et à l'ouest par le lot 340-C.

Le lot 342 est borné au nord par les limites sud de la municipalité de la paroisse St-François-de-Sales, à l'est par le lot 343, au sud par le lot 341 et à l'ouest par les lots 340-B, 340-A, par un chemin public le traversant dans sa lagreur et le lot 340.

Le lot 343 est borné au nord par les limites sud de la paroisse St-François-de-Sales, à l'est par le lot 344, au sud par le lot 341 et à l'ouest par le lot 342.

Tous ces lots ci-haut décrits font partie de la municipalité de la paroisse St-Vincent-de-Paul, comté de Laval.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
44597-13-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

lity of La Rochelle, erected by chapter 125 of the Act XIV Geo. VI, 1950.

O. J. DÉSAULNIERS,
44596-13-2 Superintendent of Education.

No. 304-53.

Quebec, March 22, 1957.

Application is made to detach from the school municipality of la Grande Côte, in the county of Laval, the territory herebelow described to annex it to the school municipality of Côte St. François, in the same county.

This territory is comprised of part of lot 336-B north of the trait-carré: lot 337, part of lot 338 north of the trait-carré lots 338-1 and 338-2, part of lot 339, north of the trait-carré: lots 340 and 340-A, the northern part of lot 340-B, the northern part of lot 340-C and lots 342 and 343.

This territory is bounded on the north by the southern limits of the municipality of the parish of St. François-de-Sales, on the east, by lot 344, on the south, by parts of lots 336-B, 338, parts 339, 340-C, 340-B and 341; on the west, by lot 336-A.

Part of lot 336-B north of the "trait-carré" is bounded on the north by the limits south of the municipality of the parish of St-François-de-Sales, on the East, by lots 337, 338-338-1 and 338-2, on the south, by the residue of lot 336-B and on the west, by lot 336-A.

Lot 337 is bounded on the north by the southern limits of the municipality of the parish of St-François-de-Sales, on the East, by lot 339, on the south, by lot 338-2 and on the west, by lot 336-B.

Lot 338-2 is bounded on the north by lot 337, on the east, by lot 339, on the sourth, by lot 338-1 and on the west, by lot 336-B.

Lot 338-1 is bounded on the north by lot 338-1, on the east, by lot 339, on the south, by lot 338 and on the west, by lot 336-B.

Lot 338 is bounded on the north by lot 338-1, on the east by lot 339, on the south, by the residue of lot 338, on the west, by lot 436-B.

Lot 339 is bounded on the north by the southern limits of the municipality of the parish of St. François-de-Sales, on the east, by lost 340, 340-A and 340-C, on the south, by the residue of lot 339.

Lot 340 is bounded on the north by the southern limits of the municipality of the parish of St. François-de-Sales, on the east, by lot 342, on the south, by a public road and on the west, by lot 339.

Lot 340-A is bounded on the north by a public road, on the east by lot 342, on the sourth, by lots 340-B and 340-C and on the west, by lot 339.

Lot 340-C is bounded on the north by lot 340-A, on the east by lot 340-B, on the south by the resideu of lot 340-C and on the west, by lot 339.

Lot 340-B is bounded on the north by lot 340-A, on the east, by lot 342, on the south, by the residue of lot 340-B and on the west, by lot 340-C.

Lot 342 is bounded on the north by the southern limits of the municipality of the parish of St-François-de-Sales, on the east, by lot 343, on the south, by lot 341 and on the west by lots 340-B, 340-A, by a public road crossing it through its width and lot 340.

Lot 343 is bounded on the north by the southern limits of the parish of St-François-de-Sales, on the east, by lot 344, on the south, by lot 341 and on the west by lot 342.

All these lots above described form part of the municipality of the parish of St-Vincent-de-Paul, county of Laval.

O. J. DÉSAULNIERS,
44597-13-2-o Superintendent of Education.

N° 1166-56.

Québec, le 23 mars 1957.

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de St-Alphonse, dans le comté de Shefford, à celui de la municipalité scolaire du village de St-Alphonse-de-Granby, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique.

44598-13-2-o O. J. DÉSAULNIERS,

No. 1166-56.

Quebec, March 23, 1957.

Application is made to annex the present territory of the school municipality of St-Alphonse, in the county of Shefford, to that of the school municipality of the village of St. Alphonse-de-Granby, in the same county.

O. J. DÉSAULNIERS,

44598-13-2 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de L'Ancienne-Lorette division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 116-1-1 et une partie du lot 116-1 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 14 mars 1957.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre.

44576-o AVILA BÉDARD.

Cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine-de-Longueuil maintenant cité de Longueuil, division d'enregistrement de Chamby.

Avis est par la présente donné que les lots 154-31-1, 154-31-2, 154-32-1 à 154-32-3, 154-51-1 à 154-51-3, 154-52-1, 154-52-2 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 21 février 1957.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,

44576-o AVILA BÉDARD.

Cadastre officiel de la paroisse de St-Gabriel-de-Brandon (village) division d'enregistrement de Berthier.

Avis est par la présente donné que le lot 232-L-2 (1882) est annulé et remplacé par le lot 232-168 en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 15 mars 1957.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,

44576-o AVILA BÉDARD.

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Jeanne-de-Neuville municipalité du village de Pont-Rouge division d'enregistrement de Portneuf.

Avis est par la présente donné que le lot 59-13 est annulé et les lots 59-11, 59-12 et 59-14 sont corrigés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 15 mars 1957.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,

44576-o AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official cadastre of the parish of Ancienne-Lorette registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lot 116-1-1 and part of lot 116-1 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, March 14, 1957.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,

44576-o Deputy Minister.

Official cadastre of the parish of St. Antoine-de-Longueuil now city of Longueuil registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 154-31-1, 154-31-2, 154-32-1 to 154-32-3, 154-51-1 to 154-51-3, 154-52-1, 154-52-2 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, February the 21st, 1957.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,

44576-o Deputy Minister.

Official cadastre of the parish of St-Gabriel-de-Brandon (village) registration division of Berthier.

Notice is hereby given that lot 232-L-2 (1882) is cancelled and replaced by lot 232-168 in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, March the 15th, 1957.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,

44576-o Deputy Minister.

Official cadastre of the parish of Ste-Jeanne-de-Neuville municipality of village of Pont-Rouge registration division of Portneuf.

Notice is hereby given that lot 59-13 is cancelled and lots 59-11, 59-12 and 59-14 are corrected in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, March the 15th, 1957.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,

44576-o Deputy Minister.

Ministère des Finances
Assurances

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné, par les présentes, que "Combine Insurance Company of America", enregistrée sous le numéro 589, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 411 qui l'autorise, à compter du 3 janiver 1957, à effectuer dans la province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants: Accident; Maladie.

Le siège social de la compagnie est situé à 5316 Sheridan Road, Chicago, Illinois, Etats-Unis d'Amérique.

La compagnie a nommé monsieur J. L. Bishop, C.R., 360 ouest, rue St-Jacques, Montréal, son procureur dans la province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 23 mars 1957.

Pour le Ministre des finances de la province,

GEORGES LAFRANCE,

44595-13-2-o Surintendant des Assurances.

Department of Finance
Insurance

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Notice is hereby given that "Combined Insurance Company of America", registered under number 589, has obtained the license and certificate of registry number 411, authorizing it, as from the 3rd of January, 1957, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Accident, Sickness.

The head office of the company is situate at 5316 Sheridan Road, Chicago, Illinois, United States of America.

The company has appointed Mr. J.L. Bishop, Q.C., 360 St. James Street West, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 23rd of March, 1957.

For the Minister of Finance of the Province.

GEORGES LAFRANCE,

44595-13-2-o Superintendent of Insurance.

Office des Marchés Agricoles du Québec

AVIS

Un projet de plan conjoint présenté par la Société Coopérative Agricole de la Vallée d'Yamaska et la Société Coopérative Agricole de Tabac du district de Joliette, comprennent les produits agricoles suivants:

"Tabacs à Cigare, Tabacs à Pipe" dans le territoire délimité ainsi qu'il suit:

District Nord: comprenant les comtés de Montcalm, L'Assomption, Joliette, Berthier, Terrebonne, Maskinongé, Trois-Rivières, Champlain, Laviolette, St-Maurice.

District Sud: comprenant les comtés de Rouville, Iberville, St-Hyacinthe, Missisquoi, Bagot.

a été reçu et approuvé pour enquête et adjudication finale au mérite.

Montréal, 25 mars 1957.

Le Président,

(Juge) GEORGES-H. HÉON.

Le Secrétaire,

44592-o LÉONARD ROY.

Quebec Agricultural Marketing Board

NOTICE

A petition for a joint marketing plan presented by la Société Coopérative Agricole de la Vallée d'Yamaska et la Société Coopérative Agricole de Tabac du district de Joliette, for the following agricultural products:

"Pipe and Cigar Tobaccos" within the following territory:

Northern district: the counties of Montcalm, L'Assomption, Joliette, Berthier, Terrebonne, Maskinongé, Trois-Rivières, Champlain, Laviolette, St-Maurice.

Southern district: the counties of Rouville, Iberville, St-Hyacinthe, Missisquoi, Bagot,

has been duly received and approved for investigation and final adjudication on its merits.

Montreal, March 25th, 1957.

(Judge) GEORGES-H. HÉON,

Chairman.

LÉONARD ROY,

44592-o Secretary.

Proclamations

Canada,
Province de Québec. GASPARD FAUTEUX
[L.S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général, C. E. CANTIN.

ATTENDU que, sous l'autorité des dispositions de l'article 2 de la loi relative aux titres

Proclamations

Canada,
Province of Quebec. GASPARD FAUTEUX
[L.S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada, and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, defender of the Faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern.

GREETING:

PROCLAMATION

C. E. CANTIN, *Deputy Attorney General.*

WHEREAS under the authority of the provisions of section 2 of the Act respecting title-deeds in the

de propriété dans la Gaspésie et le district électoral de Saguenay (12 Geo. VI, chapitre 37 et 14-15 Geo. VI, chapitre 39), l'honorable ministre des terres et forêts a fait dresser des plan et livre de renvoi revisés d'une partie de la municipalité de Grande-Rivière, comprenant le village de Grande-Rivière, dans le district électoral de Gaspé-Sud;

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions des articles 2 et 3 de ladite loi, il a fait déposer:

a) les originaux des plan et livre de renvoi revisés, aux archives du département des terres et forêts, le 23 janvier 1957;

b) une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi revisés, au bureau de la division d'enregistrement de Gaspé, à Percé, le 25 janvier 1957;

c) une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi revisés, au bureau du secrétaire-trésorier de la corporation municipale du village de Grande-Rivière, à Grande-Rivière, le 26 janvier 1957.

ATTENDU qu'il y a lieu d'émettre la proclamation prévue à l'article 4 de ladite loi.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, exprimés dans l'arrêté en conseil numéro 154, en date du 27 février 1957, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons l'application à cette partie de la municipalité de Grande-Rivière, comprenant le village de Grande-Rivière, des dispositions de la loi relative aux titres de propriété dans la Gaspésie et le district électoral de Saguenay, (12 Geo. VI, chapitre 37 et 14-15 Geo. VI, chapitre 39) et la publication de la présente proclamation.

a) fixant au premier avril 1957, la date de l'entrée en vigueur des plan et livre de renvoi revisés pour la partie de la municipalité de Grande-Rivière, comprenant le village de Grande-Rivière;

b) indiquant qu'une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi revisés a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de Gaspé, à Percé, et au bureau du secrétaire-trésorier de la corporation municipale du village de Grande-Rivière;

c) informant le public que, pendant les huit mois qui suivront la deuxième et dernière publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, tout intéressé pourra consulter gratuitement lesdits plan et livre de renvoi revisés;

d) portant notification que, à l'expiration de ce délai et à moins d'opposition écrite d'un intéressé, l'honorable ministre des terres et forêts délivrera un certificat de propriété à tout occupant d'un immeuble inscrit aux plan et livre de renvoi revisés de cette partie de la municipalité de Grande-Rivière, comprenant le village de Grande-Rivière;

e) ordonnant que tout droit réel affectant un lot compris dans le cadastre ci-haut mentionné, pour lequel des plan et livre de renvoi revisés ont été déposés, soit renouvelé dans le même délai en la manière prescrite par les articles 2172 et 2172A du Code civil;

f) informant aussi le public que, à défaut de renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'auront aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits seront régulièrement enregistrés.

DE TOUS CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent con-

Gaspesian area and the electoral district of Saguenay (12 Geo. VI, chapter 37 and 14-15 Geo. VI, chapter 39), the Honourable the Minister of Lands and Forests has caused to be drawn up a revised plan and book of reference of a part of the Municipality of Grande Rivière, comprising the Village of Grande Rivière, in the electoral district of Gaspé-South;

WHEREAS pursuant to the provisions of sections 2 and 3 of said Act, the following have been deposited:

a) the original copies of the revised plan and book of reference in the archives of the Department of Lands and Forests, January 23, 1957;

b) a certified copy of said revised plan and book of reference in the office of the Registration Division of Gaspé, at Percé, January 25, 1957;

c) a certified copy of said revised plan and book of reference in the office of the Secretary-Treasurer of the Municipal Corporation of the Village of Grande Rivière, at Grande Rivière, January 26, 1957.

WHEREAS it is deemed advisable to issue a proclamation provided therefor in section 4 of said Act.

THEREFORE, with the advice and consent of the Executive Council, expressed in Order in Council No. 154, dated February 27, 1957, We have decreed and ordained and hereby decree and ordain that the provisions of the Act respecting title-deeds in the Gaspesian Area and the electoral district of Saguenay (12 Geo. VI, chapter 37 and 14-15 Geo. VI, chapter 39) be applied to that part of the Municipality of Grande Rivière, comprising the Village of Grande Rivière, and the publication of this Proclamation.

a) fixing April first 1957, as the date of the coming into force of the revised plan and book of reference for that part of the Municipality of Grande Rivière comprising the Village of Grande Rivière;

b) indicating that a certified copy of said revised plan and book of reference has been deposited in the office of the Registry Division of Gaspé, at Percé, and in the office of the Secretary-Treasurer of the Municipal Corporation of the Village of Grande Rivière;

c) informing the public that during the eight months following the second and last publication of this Proclamation in the *Quebec Official Gazette*, any interested party may consult, free of charge, said revised plan and book of reference;

d) giving notice that at the expiration of such delay and unless an opposition in writing by an interested party is fyled, the Honourable the Minister of Lands and Forests shall deliver a certificate of ownership to any occupant of an immoveable indicated on the revised plan and book of reference of said part of the Municipality of Grande Rivière, comprising the Village of Grande Rivière;

e) ordering that any real right affecting a lot included in the territory mentioned hereinabove, for which a revised plan and book of reference have been deposited, be renewed within the same delay in the manner prescribed by articles 2172 and 2172*a* of the Civil Code;

f) also informing the public that, failing such renewal, the real rights preserved by the first registration shall have no effect as regards other creditors or subsequent purchasers whose rights shall have been property registered.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are

cerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce quinzième jour de mars en l'année mil neuf cent cinquante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la sixième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,

44536-A-12-2-o JEAN BRUCHÉSI.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
C. E. CANTIN.

ATTENDU que l'honorable ministre des terres et forêts de Notre province de Québec a fait préparer, sous sa direction, conformément au sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 de l'article 3 de la loi 21 George V, chapitre 104, un plan et un livre de renvoi de la revision cadastrale d'une partie des lots 2 à 7 inclusivement, rang A, canton de Waltham;

ATTENDU QUE ces plan et livre de renvoi revisés font maintenant partie des archives du département des terres et forêts, et qu'une copie exacte a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de Pontiac.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans l'arrêté en conseil N° 156, en date du 27 février 1957, et conformément aux dispositions des articles 2174 et 2174A du Code civil, et du sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 de l'article 3 de la loi 21 George V, chapitre 104,

Nous donnons avis du dépôt de ces plan et livre de renvoi revisés de cette partie des lots 2 à 7 inclusivement, rang A, canton de Waltham, division d'enregistrement de Pontiac, et

Nous fixons à la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le jour auquel les dispositions du sous-paragraphe *c* du paragraphe 1 de l'article 3 de la loi modifiant les articles 2174A et 2175 du Code civil (21 George V, chapitre 104), deviendront en vigueur relativement à la revision cadastrale d'une partie des lots 2 à 7 inclusivement, rang A, canton de Waltham, et

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par la loi, à renouveler dans l'année qui suit la date fixée ci-dessus, toutes les hypothèques affectant particulièrement aucun des lots aux plan et livre de renvoi et non compris les hypothèques affectant tout le terrain subdivisé.

hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this fifteenth day of March in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fifty-seven and in the sixth year of Our Reign.

By Command,

JEAN BRUCHÉSI,

44536-A-12-2 Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern.

GREETING:

PROCLAMATION

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

WHEREAS the Honourable the Minister of Lands and Forests of Our Province of Quebec has caused to be prepared, under his superintendence, in accordance with subparagraph *a* of paragraph 1 of section 3 of Act 21 George V, chapter 104, a revised plan and book of reference of the cadastral revision of a part of lots 2 to 7 inclusively, range A, township of Waltham;

WHEREAS said revised plan and book of reference now forms part of the archives of the Department of Lands and Forests, and that a true copy has been deposited in the office of the Registry Division of Pontiac;

THEREFORE with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in Order in Council No. 156, dated February 27, 1957, and in accordance with the provisions of articles 2174 and 2174A of the Civil Code, and of subparagraph *a*, paragraph 1 of section 3, Act 21 George V, chapter 104.

We give notice of the deposit of said revised plan and book of reference of that part of lots 2 to 7 inclusively, range A, township of Waltham, registry division of Pontiac, and

We fix the date of publication of this proclamation in the *Quebec Official Gazette* as the day on which the provision of subparagraph *c*, paragraph 1 of section 3, Act 21 George V, chapter 104, shall come into force respecting the cadastral revision of that part of lots 2 to 7 inclusively, range A, township of Waltham, and,

We invite all interested parties under pain of losing their rank or priority of hypothec granted by said Act, to renew within a delay of one year from the date fixed herein above all the hypothecs particularly affecting any of the lots mentioned in the said plan and book of reference, and not including the hypothecs affecting the whole property so subdivided:

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingtième jour de mars en l'année mil neuf cent cinquante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la sixième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,

44575-o JEAN BRUCHÉSI.

ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Give at Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twentieth day of March, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fifty-seven and the sixth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,

44575 Under Secretary of the Province.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ÉLIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner.

SALUT.

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kindgom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen Head of Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern.

GREETING:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
C. E. CANTIN.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi du cadastre, (Statuts refondus 1941, chapitre 320), l'honorable Ministre des terres et forêts de Notre province de Québec a fait préparer, sous sa direction, un plan et un livre de renvoi officiels d'une partie du canton de McKenzie, comprenant le Bloc G, division d'enregistrement de Lac St-Jean Ouest;

ATTENDU que ces plan et livre de renvoi officiels font maintenant partie des archives du département des terres et forêts, et qu'une copie exacte en a été déposée au bureau de la division d'enregistrment concernée;

ATTENDU qu'en vertu des dispositions de l'article 2169 du Code civil, il y a maintenant lieu d'annoncer, par une proclamation du Lieutenant-gouverneur en conseil, le dépôt de ces plan et livre de renvoi officiels et de fixer en même temps la date où les dispositions de l'artcile 2168 du Code civil viendront en vigueur pour cette partie du canton de McKenzie, comprenant le Bloc G.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 27 février 1957, portant le numéro 155,

Nous donnons avis du dépôt de ces plan et livre de renvoi officiels de cette partie du canton de McKenzie, comprenant le Bloc G, et Nous fixons à la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 du Code civil deviendront en vigueur relativement à cette partie du canton de McKenzie, comprenant le Bloc G, et

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil, à renouveler, dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous droits réels sur un lot de terre compris dans cette

PROCLAMATION

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

WHEREAS, in conformity with the provisions of the Cadaster Act (Revised Statutes 1941, chapter 320), the Honourable Minister of Lands and Forests of our Province has caused to be prepared under his direction, an official plan and book of reference for a part of the township of McKenzie, comprising Block G, registration division of Lake St. John, West;

WHEREAS all the said plans and books of reference now remain of record in the Department of Lands and Forests, and that an exact copy has been filed at the office of the Registration Division concerned;

WHEREAS under the provisions of article 2169 of the Civil Code, it is now expedient to give notice by a proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, of the filing of the said official plans and books of reference and to fix at the same time the date upon which the provisions of article 2168 of the Civil Code will come into force for this part of the township of McKenzie, comprising Block G.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree dated February 27, 1957, bearing number 155,

We give notice of the filing of the said official plan and book of reference for this part of the township of McKenzie, comprising Block G, and We fix the date fo the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the day upon which the provisions of Article 2168 of the Civil Code will come into force respecting this part of the township of McKenzie, comprising Block G, and

We invite all interested parties, on pain of forfeiture of the priority conferred by the Civil Code, to renew within the two years following the date hereinabove fixed, the registration all real rights upon a lot of land comprised within

partie du canton de McKenzie, comprenant le Bloc G, dans la division d'enregistrement de Lac St-Jean-Ouest.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt et unième jour de mars en l'année mil neuf cent cinquante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la sixième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,

44575-o JEAN BRUCHÉSI.

this part of the township of McKenzie, comprising Block G, in the registration division of Lake St. John, West.

OF ALL WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF: We have caused these Out Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-first day of March in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fifty-seven and the sixth year of Our Reign.

By Command,

JEAN BRUCHÉSI,

44575 Under Secretary of the Province.

Soumissions

Province de Québec

—

CITÉ DE JONQUIÈRE
(Comté de Chicoutimi)

—

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Lionel Harvey, greffier, Hôtel de Ville, Jonquière, comté de Chicoutimi, jusqu'à 8.00 heures p.m., lundi, le 15 avril 1957, pour l'achat de $545,000.00 d'obligations de la cité de Jonquière, comté de Chicoutimi, datées du 1er avril 1957 et remboursables par séries du 1er avril 1958 au 1er avril 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 364 — Construction de sous-stations électriques, travaux de voirie, d'aqueduc, réparation de l'écluse pour le pouvoir hydro-électrique, achat de terrains, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mai 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $545,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er avril 1958	$16,000.00
1er avril 1959	17,500.00
1er avril 1960	18,000.00
1er avril 1961	19,000.00
1er avril 1962	20,000.00
1er avril 1963	21,000.00
1er avril 1964	22,500.00
1er avril 1965	23,000.00
1er avril 1966	24,000.00
1er avril 1967	25,500.00
1er avril 1968	27,000.00
1er avril 1969	28,000.00
1er avril 1970	29,500.00
1er avril 1971	31,000.00
1er avril 1972	33,000.00
1er avril 1973	34,000.00
1er avril 1974	36,000.00
1er avril 1975	38,000.00
1er avril 1976	40,000.00
1er avril 1977	42,000.00

Tenders

Province of Quebec

—

CITY OF JONQUIÈRE
(County of Chicoutimi)

—

Public notice is hereby given that sealed tenders, endossed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Lionel Harvey, town clerk, Town Hall, Jonquière, county of Chicoutimi, until 8.00 o'clock p.m., Monday, April 15, 1957, for the purchase of an issue of $545,000.00 of bonds of the city of Jonquière, county of Chicoutimi, dated April 1st, 1957 and redeemable serially from April 1st, 1958 to April 1st, 1977, inclusively, with interest at a rate not tess than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 364 — Construction of electrical sub-stations, work in Road Department. aqueduct, repairs on dam for hydro-electric power, purchase of land-lots, etc.

For purposes of adjudication, interest shall be calculated as from May 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $545,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
April 1st, 1958	$16,000.00
April 1st, 1959	17,500.00
April 1st, 1960	18,000.00
April 1st, 1961	19,000.00
April 1st, 1962	20,000.00
April 1st, 1963	21,000.00
April 1st, 1964	22,500.00
April 1st, 1965	23,000.00
April 1st, 1966	24,000.00
April 1st, 1967	25,500.00
April 1st, 1968	27,000.00
April 1st, 1969	28,000.00
April 1st, 1970	29,500.00
April 1st, 1971	31,000.00
April 1st, 1972	33,000.00
April 1st, 1973	34,000.00
April 1st, 1974	36,000.00
April 1st, 1975	38,000.00
April 1st, 1976	40,000.00
April 1st, 1977	42,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Jonquière, comté de Chicoutimi.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er avril 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er avril 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans et avant le 1er avril 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de 20 ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 15 avril 1957, à 8.00 heures p.m., en la salle du conseil, Hôtel de Ville, Jonquière, comté de Chicoutimi.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Jonquière, (Comté de Chicoutimi), ce 22 mars 1957.

Le Greffier,
LIONEL HARVEY.

Hôtel de Ville, Jonquière,
(Comté de Chicoutimi), P.Q. 44593-o

Province de Québec

CITÉ DE GRANBY

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Donat Brosseau, greffier, Hôtel de Ville, C.P. 37, 87 rue Principale, Granby, jusqu'à 8.00 heures p.m., lundi, le 15 avril 1957, pour l'achat de $134,000.00 d'obligations de la cité de Granby, datées du 1er mars 1957 et remboursables par séries du 1er mars 1958 au 1er mars 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux de 5% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année.

Règlement d'emprunt N° 303 — Travaux d'aqueduc et d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mai 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $134,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mars 1958	$4,000.00
1er mars 1959	4,000.00
1er mars 1960	4,500.00
1er mars 1961	4,500.00
1er mars 1962	5,000.00
1er mars 1963	5,000.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term bonds and fifteen-year short term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and acrrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Jonquière, county of Chicoutimi.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan by-law as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds shall not be callable by anticipation before April 1st, 1964 inclusively, if issued at ten-year short-term, before April 1st, 1965 inclusively, if issued at fifteen-year short-term, and before April 1st 1967 inclusively if issued at twenty-year short-term; after these dates, the said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serail number.

Each tender must be accompanied by a cerrified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, April 15, 1957, at 8.00 o'clock p.m., at the Council Hall, Town Hall, Jonquière, county of Chicoutimi.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Jonquière, (County of Chicoutimi), March 22, 1957.

LIONEL HARVEY,
Town Clerk.

Town Hall, Jonquière,
(County of Chicoutimi), P.Q. 44593

Province of Quebec

CITY OF GRANBY

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Donat Brosseau, town clerk, City Hall, P.O.B. 37, 87 Principal Street, Granby, unti 8.00 o'clock p.m., Monday, April 15, 1957, for the purchase of an issue of $134,000.-00 of bonds of the city of Granby, dated March 1st, 1957 and redeemable serially from March 1st, 1958 to March 1st, 1977 inclusively, with interest at a rate of 5% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year.

Loan By-law No. 303 — Work on aqueduct and sewers.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from May 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $134,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
March 1st, 1958	$4,000.00
March 1st, 1959	4,000.00
March 1st, 1960	4,500.00
March 1st, 1961	4,500.00
March 1st, 1962	5,000.00
March 1st, 1963	5,000.00

1er mars 1964	5,500.00
1er mars 1965	5,500.00
1er mars 1966	6,000.00
1er mars 1967	6,000.00
1er mars 1968	6,500.00
1er mars 1969	7,000.00
1er mars 1970	7,500.00
1er mars 1971	7,500.00
1er mars 1972	8,000.00
1er mars 1973	8,500.00
1er mars 1974	9,000.00
1er mars 1975	9,500.00
1er mars 1976	10,000.00
1er mars 1977	10,500.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Granby.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Granby.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er mars 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er mars 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er mars 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 15 avril 1957, à 8.00 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, 87 rue Principale, Granby.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Granby, ce 27 mars 1957.

Le Greffier,
DONAT BROSSEAU.

Adresse postale: Hôtel de Ville, C.P. 37, 87 rue Principale, Granby, P.Q. 44622-o

March 1st, 1964	5,500.00
March 1st, 1965	5,500.00
March 1st, 1966	6,000.00
March 1st, 1967	6,000.00
March 1st, 1968	6,500.00
March 1st, 1969	7,000.00
March 1st, 1970	7,500.00
March 1st, 1971	7,500.00
March 1st, 1972	8,000.00
March 1st, 1973	8,500.00
March 1st, 1974	9,000.00
March 1st, 1975	9,500.00
March 1st, 1976	10,000.00
March 1st, 1977	10,500.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as a ten-year short-term and fifteen-year short-term. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Granby.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Granby.

The said bonds shall not be callable by anticipation before March 1st, 1964 inclusively if issued at ten-year short-term, before March 1st, 1965 inclusively, if issued at fifteen-year short-term, and before March 1st, 1967 inclusively if issued for the twenty-year term: after these dates, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday April 15, 1957, at 8.00 o'clock p.m., at the City Hall, 87 Principale Street, Granby.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Granby, March 27, 1957.

DONAT BROSSEAU,
Town Clerk.

Postal Address: City Hall, P.O.B. 37, 87 Principale Street, Granby, P.Q. 44622

Province de Québec

VILLE DE L'ABORD-À-PLOUFFE
(Comté de Laval)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Yvon Lavoie, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures p.m., à 3810 Boul. Lévesque, l'Abord-à-Plouffe, comté de Laval, ou jusqu'à 8.00 heures p.m., à 3733, 2ème rue, l'Abord-à-Plouffe, comté de Laval, mardi, le 16 avril 1957, pour l'achat de $890,000.00 d'obligations de la ville de l'Abord-à-Pouffe, comté de Laval, datées du 1er mai 1957 et remboursables par séries du 1er mai 1958 au 1er mai 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année payable semi-annuelle-

Province of Quebec

TOWN OF L'ABORD-À-PLOUFFE
(County of Laval)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Yvon Lavoie, Secretary-Treasurer, until 7.30 p.m., at 3810 Boul. Lévesque, l'Abord-à-Plouffe, county of Laval or until 8.00 p.m., at 3733, 2nd, street, l'Abord-à-Plouffe, county of Laval, Tuesday, April 16, 1957, for the purchase of an issue of $890,000.00 of bonds of the town of l'Abord-à-Plouffe, county of Laval, dated May 1st, 1957 and redeemable serially from May 1st, 1958 to May 1st, 1977 inclusively, with interest at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually on May 1st,

ment les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 67 — Agrandissement et améliorations de l'usine de filtration et accessoires.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mai 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $890,000.00 — 20 ans.

Année	*Capital*
1er mai 1958	$ 7,000.00
1er mai 1959	8,000.00
1er mai 1960	8,000.00
1er mai 1961	8,000.00
1er mai 1962	9,000.00
1er mai 1963	9,000.00
1er mai 1964	10,000.00
1er mai 1965	10,000.00
1er mai 1966	11,000.00
1er mai 1967	11,000.00
1er mai 1968	12,000.00
1er mai 1969	13,000.00
1er mai 1970	13,000.00
1er mai 1971	14,000.00
1er mai 1972	15,000.00
1er mai 1973	15,000.00
1er mai 1974	16,000.00
1er mai 1975	17,000.00
1er mai 1976	18,000.00
1er mai 1977	666,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérée pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à l'Abord-à-Plouffe, comté de Laval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er mai 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er mai 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er mai 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 16 avril 1957, à 8.00 heures p.m., à 3733, 2ème rue, l'Abord-à-Plouffe, comté de Laval.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

L'Abord-à-Plouffe, (Comté de Laval), ce 26 mars 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
YVON LAVOIE.

Adresse postale: 3810 Boul. Lévesque,
L'Abord-à-Plouffe,
(Comté de Laval), P.Q. 44609-o

and November 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-law No. 67 — To enlarge and improve filtration plant and accessories.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from May 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $890,000.00 — 20 years.

Year	*Capital*
May 1st, 1958	$ 7,000.00
May 1st, 1959	8,000.00
May 1st, 1960	8,000.00
May 1st, 1961	8,000.00
May 1st, 1962	9,000.00
May 1st, 1963	9,000.00
May 1st, 1964	10,000.00
May 1st, 1965	10,000.00
May 1st, 1966	11,000.00
May 1st, 1967	11,000.00
May 1st, 1968	12,000.00
May 1st, 1969	13,000.00
May 1st, 1970	13,000.00
May 1st, 1971	14,000.00
May 1st, 1972	15,000.00
May 1st, 1973	15,000.00
May 1st, 1974	16,000.00
May 1st, 1975	17,000.00
May 1st, 1976	18,000.00
May 1st, 1977	666,000.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term or fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at l'Abord-à-Plouffe, county of Laval.

Capital and interest are payable at all branches, in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to May 1st, 1964 inclusive if issued as ten-year short-term bonds, prior to May 1st, 1965 inclusive if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to May 1st, 1967 inclusive if issued for a twenty-year term; after which dates, the said bonds may under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, April 16, 1957, at 8.00 o'clock p.m., at 3733, 2nd, street, l'Abord-à-Plouffe, county of Laval.

The council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

L'Abord-à-Plouffe, (county of Laval), this March 26, 1957.

YVON LAVOIE,
Secretary-Treasurer.

Post Office address: 3810 Boul. Lévesque,
L'Abord-à-Plouffe,
(County of Laval), P.Q. 44609

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE POINTE-AUX-TREMBLES
(Comté de Laval)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Lucien Lamarche, secrétaire-trésorier, jusqu'à 10.30 heures a.m., à 12,450 rue Notre-Dame Est, Pointe-aux-Trembles, comté de Laval, ou jusqu'à 11.00 heures a.m., à l'Hôtel de Ville, Cabinet du maire, Pointe-aux-Trembles, comté de Laval, lundi, le 15 avril 1957, pour l'achat de $267,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Pointe-aux-Trembles, comté de Laval, datées du 1er mars 1957 et remboursables par séries du 1er mars 1958 au 1er mars 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 4 février 1957, telle que modifiée — Construction d'une école de treize classes dans la paroisse de Ste-Germaine-Cousin.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mai 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $267,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mars 1958	x$33,000.00
1er mars 1959	x 35,000.00
1er mars 1960	x 37,000.00
1er mars 1961	x 39,000.00
1er mars 1962	5,000.00
1er mars 1963	5,500.00
1er mars 1964	5,500.00
1er mars 1965	6,000.00
1er mars 1966	6,000.00
1er mars 1967	6,500.00
1er mars 1968	7,000.00
1er mars 1969	7,500.00
1er mars 1970	7,500.00
1er mars 1971	8,000.00
1er mars 1972	8,500.00
1er mars 1973	9,000.00
1er mars 1974	9,500.00
1er mars 1975	10,000.00
1er mars 1976	10,500.00
1er mars 1977	11,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $143,962.50, accordé par le Secrétaire de la province et payable en quatre versements dont le premier de $35,990.64 et les trois autres de $35,990.62 chacun, de 1958 à 1961 inclusivement, seront reçues et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Pointe-aux-Trembles, comté de Laval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er mars 1964 inclusive-

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF POINTE-AUX-TREMBLES
(County of Laval)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Lucien Lamarche, Secretary-Treasurer, until 10.30 a.m., at 12,450 Notre Dame Street, East, Pointe-aux-Trembles, county of Laval, or until 11.00 a.m., at the city hall, in the Mayor's Office, Pointe-aux-Trembles, county of Laval, Monday, April 15, 1957, for the purchase of an issue of $267,000.00 of bonds of the School Commissioners for the municipality of Pointe-aux-Trembles, county of Laval, dated March 1st, 1957 and redeemable serially from March 1st, 1958 to March 1st, 1977 inclusively, with interest at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated February 4, 1957, as modified — Erection of a school of thirteen school-rooms in the parish of Ste. Germaine-Cousin.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from May 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $267,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
March 1st, 1958	x$33,000.00
March 1st, 1959	x 35,000.00
March 1st, 1960	x 37,000.00
March 1st, 1961	x 39,000.00
March 1st, 1962	5,000.00
March 1st, 1963	5,500.00
March 1st, 1964	5,500.00
March 1st, 1965	6,000.00
March 1st, 1966	6,000.00
March 1st, 1967	6,500.00
March 1st, 1968	7,000.00
March 1st, 1969	7,500.00
March 1st, 1970	7,500.00
March 1st, 1971	8,000.00
March 1st, 1972	8,500.00
March 1st, 1973	9,000.00
March 1st, 1974	9,500.00
March 1st, 1975	10,000.00
March 1st, 1976	10,500.00
March 1st, 1977	11,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $143,962.50 granted by the Provincial Secretary and payable in four instalments of the first of which in the amount of $35,990.64 and the other three of $35,990.62 each, from 1958 to 1961 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term bonds or fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Pointe-aux-Trembles, county of Laval.

Capital and interest are payable at all branches, in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior of May 1st, 1964 inclusive, if

ment si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er mars 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er mars 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 15 avril 1957, à 11.00 heures a.m. en l'Hôtel de Ville, Cabinet du maire, Pointe-aux-Trembles, comté de Laval.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Pointe-aux-Trembles, (Comté de Laval), ce 27 mars 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
LUCIEN LAMARCHE.

adresse postale: 12,450 Notre-Dame Est,
Pointe-aux-Trembles,
(Comté de Laval), P.Q. 44624-o

Province de Québec

—

VILLAGE DE PORTAGE-DU-FORT
(Comté de Pontiac)

—

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par la soussignée, madame Cecilia C. Burns, secrétaire-trésorière, Portage-du-Fort, comté de Pontiac, jusqu'à 8.00 heures p.m., mardi, le 16 avril 1957, pour l'achat de $70,000.00 d'obligations du village de Portage-du-Fort, comté de Pontiac, datées du 1er mai 1957 et remboursables par séries du 1er mai 1958 au 1er mai 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 197 — Travaux d'aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mai 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $70,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mai 1958	$ 1,000.00
1er mai 1959	1,000.00
1er mai 1960	1,000.00
1er mai 1961	1,000.00
1er mai 1962	1,000.00
1er mai 1963	1,500.00
1er mai 1964	1,500.00
1er mai 1965	1,500.00
1er mai 1966	1,500.00
1er mai 1967	1,500.00
1er mai 1968	1,500.00
1er mai 1969	2,000.00
1er mai 1970	2,000.00
1er mai 1971	2,000.00
1er mai 1972	2,000.00

they are issued as ten-year short-term bonds, and not prior to May 1st, 1965 inclusive if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to May, 1st, 1967 inclusive if issued for a twenty-year, term, after which dates the said bonds may under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday, April 15, 1957. at 11.00 o'clock a.m., at the city hall, Mayor's Office, Pointe-aux-Trembles, county of Laval.

The School Commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

Pointe-aux-Trembles, (County of Laval), this March 27, 1957.

LUCIEN LAMARCHE,
Secretary-Treasurer.

Post Office Address: 12,450 Notre Dame East,
Pointe-aux-Trembles,
(County of Laval), P.Q. 44624

Province of Quebec

—

VILLAGE DE PORTAGE-DU-FORT
(County of Pontiac)

—

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Mrs. Cecilia C. Burns, secretary-treasurer, Portage-du-Fort, county of Pontiac, until 8.00 o'clock p.m., Tuesday, April 16, 1957, for the purchase of an issue of $70,000.00 of bonds of the village of Portage-du-Fort, county of Pontiac, dated May 1st, 1957 and redeemable serially from May 1st, 1958 to May 1st, 1977 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 197 — Work on Aqueduct.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from May 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $70,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
May 1st, 1958	$ 1,000.00
May 1st, 1959	1,000.00
May 1st, 1960	1,000.00
May 1st, 1961	1,000.00
May 1st, 1962	1,000.00
May 1st, 1963	1,500.00
May 1st, 1964	1,500.00
May 1st, 1965	1,500.00
May 1st, 1966	1,500.00
May 1st, 1967	1,500.00
May 1st, 1968	1,500.00
May 1st, 1969	2,000.00
May 1st, 1970	2,000.00
May 1st, 1971	2,000.00
May 1st, 1972	2,000.00

1er mai 1973	2,000.00
1er mai 1974	2,500.00
1er mai 1975	2,500.00
1er mai 1976	2,500.00
1er mai 1977	38,500.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Shawville, comté de Pontiac.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Ottawa et à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er mai 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er mai 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er mai 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 16 avril 1957, à 8.00 heures p.m., en la salle municipale, Portage-du-Fort, comté de Pontiac.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Portage-du-Fort (comté de Pontiac), ce 27 mars 1957.

La Secrétaire-trésorière,
MADAME CECILIA C. BURNS.

Portage-du-Fort,
(Comté de Pontiac), P.Q. 44625-o

May 1st, 1973	2,000.00
May 1st, 1974	2,500.00
May 1st, 1975	2,500.00
May 1st, 1976	2,500.00
May 1st, 1977	38,500.00

Moreover tenders may be forwarded and shall be considered for ten-year short-term bonds and for fifteen-year short term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Shawville, county of Pontiac.

Capital and interest are payable at the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank at Ottawa and Toronto. The said bonds shall not be callable by anticipation before May 1st, 1964 inclusively, if issued at ten year short-term, before May 1st, 1965 inclusively, if issued at fifteen-year short-term and before May 1st, 1967 inclusively, if issued for the twenty-year term; after these dates the said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, April 16, 1957, at 8.00 o'clock p.m., at the Municipal Hall, Portage-du-Fort, county of Pontiac.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Portage-du-Fort (county of Pontiac), March 27, 1957.

MRS. CECILIA C. BURNS,
Secretary-Treasurer.

Portage-du-Fort,
(County of Pontiac), P.Q. 44625

Province de Québec

VILLAGE DE SHAWINIGAN-EST
(Comté de St-Maurice)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Henri Grenier, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures p.m., à B.P. 113, 350 des Hêtres, Shawinigan-Est, comté de St-Maurice, ou jusqu'à 8.00 heures p.m., au sous-sol du presbytère de la paroisse de l'Assomption, comté de St-Maurice, lundi, le 15 avril 1957, pour l'achat de $135,000.00 d'obligations du village de Shawinigan-Est, comté de St-Maurice, datées du 1er mars 1957 et remboursables par séries du 1er mars 1958 au 1er mars 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement N° 44 — Travaux d'aqueduc et d'égouts.

Province of Quebec

VILLAGE OF SHAWINIGAN-EAST
(County of St. Maurice)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Henri Grenier, Secretary-Treasurer, 7.30 p.m., at P.B. 113, 350 des Hêtres, Shawinigan-East, county of St. Maurice, or until 8.00 p.m., in the basement of the Presbytery of the parish of l'Assomption, county of St. Maurice, Monday, April 15, 1957, for the purchase of an issue of $135,000.00 of bonds of the Village of Shawinigan-East, county of St. Maurice, dated March 1st, 1957 and redeemable serially from March 1st, 1958 to March 1st, 1977 inclusively, with interest at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 44 — Waterworks and sewage.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mai 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $135,000.00 — 20 ans.

Année	*Capital*
1er mars 1958	$1,000.00
1er mars 1959	1,000.00
1er mars 1960	1,500.00
1er mars 1961	1,500.00
1er mars 1962	1,500.00
1er mars 1963	1,500.00
1er mars 1964	1,500.00
1er mars 1965	1,500.00
1er mars 1966	2,000.00
1er mars 1967	2,000.00
1er mars 1968	2,000.00
1er mars 1969	2,000.00
1er mars 1970	2,500.00
1er mars 1971	2,500.00
1er mars 1972	2,500.00
1er mars 1973	2,500.00
1er mars 1974	2,500.00
1er mars 1975	2,500.00
1er mars 1976	2,500.00
1er mars 1977	98,500.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Shawinigan Falls, comté de St-Maurice.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Shawinigan Falls, comté de St-Maurice.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er mars 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er mars 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er mars 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 15 avril 1957, à 8.00 heures p.m., au sous-sol du presbytère de la paroisse de l'Assomption, comté de St-Maurice.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Shawinigan-Est, (Comté de St-Maurice), ce 27 mars 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
HENRI GRENIER.

Adresse postale: B.P. 113, 350 des Hêtres,
Shawinigan-Est,
(Comté de St-Maurice), P.Q. 44626-o

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from May 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $135,000.00 — 20 years.

Year	*Capital*
March 1st, 1958	$1,000.00
March 1st, 1959	1,000.00
March 1st, 1960	1,500.00
March 1st, 1961	1,500.00
March 1st, 1962	1,500.00
March 1st, 1963	1,500.00
March 1st, 1964	1,500.00
March 1st, 1965	1,500.00
March 1st, 1966	2,000.00
March 1st, 1967	2,000.00
March 1st, 1968	2,000.00
March 1st, 1969	2,000.00
March 1st, 1970	2,500.00
March 1st, 1971	2,500.00
March 1st, 1972	2,500.00
March 1st, 1973	2,500.00
March 1st, 1974	2,500.00
March 1st, 1975	2,500.00
March 1st, 1976	2,500.00
March 1st, 1977	98,500.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term bonds or fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Shawinigan Falls, county of St. Maurice.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Shawinigan Falls, county of St. Maurice.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior of May 1st, 1964 inclusive, if they are issued as ten-year short-term bonds, and not prior to May 1st, 1965 inclusive if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to May 1st, 1967 inclusive if issued for a twenty-year, term, after which dates the said bonds may under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, April 15, 1957, at 8.00 o'clock p.m., in the basement of the Presbytery of the parish of l'Assomption, county of St. Maurice.

The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Shawinigan-East, (County of St. Maurice), this March 27, 1957.

HENRI GRENIER,
Secretary-Treasurer.

Post Office address: P.B. 113, 350 des Hêtres,
Shawinigan-East,
(County of St. Maurice) P.Q. 44626

Province de Québec

VILLE CÔTE ST-LUC

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, C. W. Houston, secrétaire-trésorier, 8,100 chemin Côte St-Luc, Hôtel de Ville, Côte St-Luc, P.Q., jusqu'à 8 heures p.m., mercredi 17 avril 1957 pour l'achat de $801,000.00 d'obligations de Ville Côte St-Luc datées du 1er mai 1957 et remboursables par séries du 1er mai 1958 au 1er mai 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 218 — $85,000.00 — drainage, trottoirs; 234 — $32,000.00 — égouts, trottoirs, pavages; 235 — $54,000.00 — égouts, trottoirs, pavages; 241 — $76,000.00 — tuyauterie; 248 — $55,500.00 — égouts, trottoirs, pavages; 249 — $35,500.00 — égouts, trottoirs, pavages; 250 — $17,200.00 — égouts, trottoirs, pavages — 251 — $25,500.00 — trottoirs, pavages; 252 — amendé par 283 — $23,300.00 — égouts, trottoirs, pavages; 253 — $17,200.00 — égouts, trottoirs, pavages; 254 — $37,200.00 — trottoirs, pavages; 255 — $16,600.00 — trottoirs, pavages; 262 — $19,400.00 — drainage, trottoirs; 263 — $2,200.00 — achat de terrains pour terrains de jeux; 265 — $59,500.00 — égouts, drainage, trottoirs, pavages; 266 — $114,100.00 — drainage, trottoirs, pavage; 269 — $42,200.00 — égouts, trottoirs, pavages; 270 — $76,200.00 — trottoirs, pavages; 273 — $1,900.00 — achat de terrains; 274 — $3,800.00 — achat de terrains et 290 — $7,000.00 — égouts.

Aux fins de l'adjudication de l'émission seulement, le calcul de l'intérêt sera fait à compter du 1er mai 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $801,000.00 — 20 ans.

Année	*Capital*
1er mai 1958	$23,000.00
1er mai 1959	23,500.00
1er mai 1960	24,500.00
1er mai 1961	26,500.00
1er mai 1962	30,000.00
1er mai 1963	32,000.00
1er mai 1964	33,500.00
1er mai 1965	34,500.00
1er mai 1966	38,000.00
1er mai 1967	40,000.00
1er mai 1968	41,000.00
1er mai 1969	43,500.00
1er mai 1970	45,500.00
1er mai 1971	47,500.00
1er mai 1972	49,000.00
1er mai 1973	50,000.00
1er mai 1974	51,000.00
1er mai 1975	54,500.00
1er mai 1976	56,000.00
1er mai 1977	57,500.00

De plus, les soumissions peuvent être envoyées et seront considérées pour les obligations de dix ans à courte échéance et pour les obligations de quinze ans à courte échéance. L'adjudication sera faite suivant la Loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la

Province of Quebec

TOWN OF CÔTE ST. LUC

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned C. W. Houston, Secretary-Treasurer, 8,100 Côte St. Luc road, Town Hall, Côte St. Luc, P.Q., until 8.00 o'clock p.m. Wednesday, April 17th, 1957, for the purchase of an issue of $801,000.00 of bonds of the Town of Côte St. Luc, dated May 1st, 1957 and redeemable serially form May 1st, 1958 to May 1st, 1977 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 218 — $85,000.00 — drainage, sidewalks; 234 — $32,000.00 — sewers, sidewalks, pavings; 235 — $54,000.00 — sewers, sidewalks, pavings; 241 — $76,000.00 — piping; 248 — $55,500.00 — sewers, sidewalks, pavings; 249 — $35,500.00 — sewers, sidewalks, pavings; 250 — $17,200.00 — sewers, sidewalks, pavings; 251 — $25,500.00 — sidewalks, pavings; 252 amended by 283 — $23,300.00 — sewers, sidewalks, pavings; 253 — $17,200.00 — sewers, sidewalks, pavings; 254 — $37,200.00 — sidewalks, pavings; 255 — $16,600.00 — sidewalks, pavings; 262 — $19,400.00 — drainage, sidewalks; 263 — $2,200.00 — purchase of land for playgrounds; 265 — $59,500.00 — sewers, drainage, sidewalks, pavings; 266 — $114,100.00 — drainage, sidewalks, pavings; 269 — $42,200.00 — sewers, sidewalks, pavings; 270 — $76,200.00 — sidewalks, pavings; 273 — $1,900.00 — purchase of land; 274 — $3,800.00 — puchase of land; and 290 — $7,000.00 — sewers.

Only for the purposes of awarding the issue, computation of interest will be made as from May 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $801,000.00 — 20 years.

Year	*Capital*
May 1st, 1958	$23,000.00
May 1st, 1959	23,500.00
May 1st, 1960	24,500.00
May 1st, 1961	26,500.00
May 1st, 1962	30,000.00
May 1st, 1963	32,000.00
May 1st, 1964	33,500.00
May 1st, 1965	34,500.00
May 1st, 1966	38,000.00
May 1st, 1967	40,000.00
May 1st, 1968	41,000.00
May 1st, 1969	43,500.00
May 1st, 1970	45,500.00
May 1st, 1971	47,500.00
May 1st, 1972	49,000.00
May 1st, 1973	50,000.00
May 1st, 1974	51,000.00
May 1st, 1975	54,500.00
May 1st, 1976	56,000.00
May 1st, 1977	57,500.00

In addition, tenders may be sent and shall be considered for ten-year short-term bonds and for fifteen-year short-term bonds. The award shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and acrrued interest if any, by certified cheque payable at par at Montreal.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned

banque indiquée dans la procédure d'emprunt et au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lèsdites obligations ne seront pas rachetables avant le 1er mai 1964 inclusivement, si elles sont émises à courte échéance de 10 ans, avant le 1er mai 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance de quinze ans et avant le 1er mai 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance de vingt ans; après ces dernières dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du Conseil qui sera tenue mercredi 17 avril 1957, à 8 heures p.m., à l'Hôtel de Ville, 8,100 Chemin Côte St-Luc, Côte St-Luc, P.Q.

Le Conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Côte St-Luc, ce 25 mars 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
C. W. HOUSTON.

Hôtel de Ville, 8,100 Chemin Côte St-Luc,
Côte St-Luc, P.Q. 44612

in the loan procedure and at the main office of the said bank of Toronto.

The said bonds shall not be callable before May 1st, 1964 inclusively if issued at ten-year short-term, and before May 1st, 1965 inclusively if issued at fifteen-year short-term, or before May 1st, 1967 inclusively if issued for the twenty-year term; after these latter dates, the said bonds are, under the authority of chapter 212 Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday, April 17th, 1957, at 8.00 o'clock p.m. at the Town Hall, 8,100 Côte St. Luc road, Côte St. Luc, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Côte St. Luc., this 25th of March, 1957.

C. W. HOUSTON,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 8,100 Côte St. Luc road,
Côte St. Luc, P.Q. 44612-o

Province de Québec

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Percé (Comté de Gaspé-Sud)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-E. LeBoutillier, secrétaire-trésorier, Percé, comté de Gaspé-Sud, jusqu'à 3.00 heures p.m., mercredi, le 17 avril 1957, pour l'achat de $15,500.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Percé, comté de Gaspé-Sud, datées du 1er mai 1957 et remboursables par séries du 1er mai 1958 au 1er mai 1972 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 6 octobre 1956, telle que modifiée — Consolidation de dettes.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mai 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $15,500.00 — 15 ans

Année	*Capital*
1er mai 1958	$1,000.00
1er mai 1959	1,000.00
1er mai 1960	1,000.00
1er mai 1961	1,000.00
1er mai 1962	1,000.00
1er mai 1963	1,000.00
1er mai 1964	1,000.00
1er mai 1965	1,000.00
1er mai 1966	1,000.00
1er mai 1967	1,000.00
1er mai 1968	1,000.00

Province of Quebec

The School Commissioners for the Municipality of Percé (County of Gaspé-South)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J.-E. LeBoutillier, Secretary-Treasurer, Percé, county of Gaspé-South, until 3.00 o'clock p.m., Wednesday, April 17, 1957, for the purchase of an issue of $15,500.00 of bonds of the School Commissioners for the municipality of Percé, county of Gaspé-South, dated May 1st, 1957, and redeemable serially from May 1st, 1958 to May 1st, 1972 inclusively, with interest at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated October 6, 1956, as modified — Funding of debts.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from May 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $15,500.00 — 15 years

Year	*Capital*
May 1st, 1958	$1,000.00
May 1st, 1959	1,000.00
May 1st, 1960	1,000.00
May 1st, 1961	1,000.00
May 1st, 1962	1,000.00
May 1st, 1963	1,000.00
May 1st, 1964	1,000.00
May 1st, 1965	1,000.00
May 1st, 1966	1,000.00
May 1st, 1967	1,000.00
May 1st, 1968	1,000.00

1er mai 1969	1,000.00
1er mai 1970	1,000.00
1er mai 1971	1,000.00
1er mai 1972	1,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Percé, comté de Gaspé-Sud.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er mai 1965 inclusivement; après cette date, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 17 avril 1957, à 3.00 heures p.m. en la salle municipale, Percé, comté de Gaspé-Sud.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Percé, (Comté de Gaspé-Sud), ce 25 mars 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-E. LEBOUTILLIER.

Percé,
(Comté de Gaspé-Sud), P.Q. 44613-o

May 1st, 1969	1,000.00
May 1st, 1970	1,000.00
May 1st, 1971	1,000.00
May 1st, 1972	1,500.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Percé, county of Gaspé-South.

Capital and interest are payable at all branches, in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to May 1st, 1965 inclusive; after which date, the said bonds may, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting the School Commissioners to be held on Wednesday, April 17, 1957, at 3.00 o'clock p.m., at the Municipal Hall, Perce, county of Gaspé-South.

The School Commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

Percé, (County of Gaspé-South), this March 25, 1957.

J.-E. LEBOUTILLIER,
Secretary-Treasurer.

Percé,
(County of Gaspé-South), P.Q. 44613

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE POULARIES
(Comté d'Abitibi-Ouest)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Roméo Gosselin, secrétaire-trésorier, Poularies, comté d'Abitibi-Ouest, jusqu'à 8.00 heures p.m., mercredi, le 17 avril 1957, pour l'achat de $43,500.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Poularies, comté d'Abitibi-Ouest, datées du 1er avril 1957 et remboursables par séries du 1er avril 1958 au 1er avril 1967 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 22 décembre 1956, telle que modifiée — Construction d'une école pour filles dans l'arrondissement N° 2.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mai 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $43,500.00 — 10 ans

Année	*Capital*
1er avril 1958	x$29,500.00
1er avril 1959	1,000.00
1er avril 1960	1,500.00
1er avril 1961	1,500.00
1er avril 1962	1,500.00

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF POULARIES
(County of Abitibi-West)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Roméo Gosselin, Secretary-Treasurer, Poularies, county of Abitibi-West, until 8.00 o'clock p.m. Wednesday, April 17, 1957 for the purchase of an issue of $43,500.00 of bonds of the School Commissioners for the municipality of Poularies, county of Abitibi-West, dated April 1st, 1957 and redeemable serially from April 1st, 1958 to April 1st, 1967 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated December 22, 1956, as amended — Erection of a girls' school for district N° 2.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from May 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $43,500.00 — 10 years

Year	*Capital*
April 1st, 1958	x$29,500.00
April 1st, 1959	1,000.00
April 1st, 1960	1,500.00
April 1st, 1961	1,500.00
April 1st, 1962	1,500.00

1er avril 1963.....	1,500.00
1er avril 1964.....	1,500.00
1er avril 1965.....	1,500.00
1er avril 1966.....	2,000.00
1er avril 1967.....	2,000.00

La lettre "x" indique l'année durant laquelle le versement de l'octroi total de $30,486.10, accordé par le Secrétaire de la province et payable en 1958, sera reçu et appliqué au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à LaSarre, comté d'Abitibi.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er avril 1964 inclusivement; après cette date, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 17 avril 1957, à 8.00 heures p.m., en la salle du couvent, Poularies, comté d'Abitibi-Ouest.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Poularies, (Comté d'Abitibi-Ouest), ce 26 mars 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
ROMÉO GOSSELIN.

Poularies,
(Comté d'Abitibi-Ouest), P.Q. 44610-o

Province de Québec

PAROISSE D'ORSAINVILLE
(Comté de Québec)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Marcel Villeneuve, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures p.m., à 9, rue Leclerc, Orsainville, comté de Québec, ou jusqu'à 8.00 heures p.m., en la salle de l'Hôtel de Ville, 168 rue St-Pierre, Orsainville, comté de Québec, mardi, le 16 avril 1957, pour l'achat de $38,000.00 d'obligations de la paroisse d'Orsainville, comté de Québec, datées du 1er mars 1957 et remboursables par série du 1er mars 1958 au 1er mars 1972 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt No 132 — Acquisition d'un service de prévention contre l'incendie.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mai 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

April 1st, 1963.....	1,500.00
April 1st, 1964.....	1,500.00
April 1st, 1965.....	1,500.00
April 1st, 1966.....	2,000.00
April 1st, 1967.....	2,000.00

The letters "x" indicates the year during which the instalment of the total grant of $30,486.10, granted by the Provincial Secretary and payable in 1958, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at LaSarre, county of Abitibi.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan,procedure.

The said bonds shall not be callable by anticipation before April 1st, 1964 inclusively; after this date, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Wednesday, April 17, 1957, at 8.00 o'clock p.m., at the convent hall, Poularies, county of Abitibi-West.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Poularies, (County of Abitibi-West), March 26, 1957.

ROMÉO GOSSELIN,
Secretary-Treasurer.

Poularies,
(County of Abitibi-West), P.Q. 44610

Province of Quebec

PARISH OF ORSAINVILLE
(County of Quebec)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Marcel Villeneuve, Secretary-Treasurer, until 7.30 o'clock p.m., at 9, Leclerc St., Osainville, country of Quebec, or until 8.00 o'clock p.m., in the audience room of the City Hall, 168 St. Pierre St., Orsainville, county of Quebec, Tuesday, April 16, 1957, for the purchase of an issue of $38,000.00 of bonds of the parish of Orsainville, county of Quebec, dated March 1st, 1957 and redeemable serially from March 1st, 1958 to March 1st, 1972 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 132 — Acquisition of a fire prevention service.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from May 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — $38,000.00 — 15 ans

Année	*Capital*
1er mars 1958	$1,500.00
1er mars 1959	2,000.00
1er mars 1960	2,000.00
1er mars 1961	2,000.00
1er mars 1962	2,000.00
1er mars 1963	2,500.00
1er mars 1964	2,500.00
1er mars 1965	2,500.00
1er mars 1966	2,500.00
1er mars 1967	2,500.00
1er mars 1968	3,000.00
1er mars 1969	3,000.00
1er mars 1970	3,000.00
1er mars 1971	3,500.00
1er mars 1972	3,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er mars 1965 inclusivement; après cette date, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toutes échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 16 avril 1957, à 8.00 heures p.m., en la salle de l'Hôtel de Ville, 168 rue St-Pierre, Orsainville, comté de Québec.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Orsainville, (Comté de Québec), ce 27 mars 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
MARCEL VILLENEUVE.

Adresse postale: 9, rue Leclerc, Orsainville,
(Comté de Québec), P. Q. 44623-o

Table of redemption — $38,000.00 — 15 years

Year	*Capital*
March 1st, 1958	$1,500.00
March 1st, 1959	2,000.00
March 1st, 1960	2,000.00
March 1st, 1961	2,000.00
March 1st, 1962	2,000.00
March 1st, 1963	2,500.00
March 1st, 1964	2,500.00
March 1st, 1965	2,500.00
March 1st, 1966	2,500.00
March 1st, 1967	2,500.00
March 1st, 1968	3,000.00
March 1st, 1969	3,000.00
March 1st, 1970	3,000.00
March 1st, 1971	3,500.00
March 1st, 1972	3,500.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Quebec.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be callable by anticipation before March 1st, 1965 inclusively; after this date, the said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, April 16, 1957, at 8.00 o'clock p.m., at the Town Hall, 168, St. Peter Street, Orsainville, county of Quebec.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Orsainville (County of Quebec), March 27, 1957.

MARCEL VILLENEUVE,
Secretary-Treasurer.

Postal address: 9 Leclerc Street, Orsainville,
(County of Quebec), P. Q. 44623

Siège social

Avis est, par le présent donné, que la compagnie "Style Paint Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes du quatre janvier mil neuf cent cinquante-sept, sous l'empire de la Loi des Compagnies de Québec, et ayant son siège social à Sorel, a établi son bureau au N° 101A de la rue Charlotte, à Sorel.

Donné à Sorel, ce seize février mil neuf cent cinquante-sept.

Le Secrétaire-trésorier,
P. E. GARCEAU.

44578-o

Head Office

Notice is hereby given that the company "Style Paint Company Limited", constituted as a corporation by letters patent dated January fourth one thousand nine hundred and fifty-seven, under the authority of the Quebec Companies' Act, and having its head office at Sorel, has established its office at No. 101A Charlotte Street, at Sorel.

Given at Sorel, this sixteenth day of February, one thousand nine hundred and fifty-seven.

P. E. GARCEAU,
Secretary-Treasurer.

44578

Vente d'effets non réclamés

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le deuxième jour de mai 1956 et non réclamés aux bureaux de la "Canadian Pacific Express Company," a divers endroits des provinces du Nouveau Brunswick, de la Nouvelle Écosse et de Québec, seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Frank Waddington, encanteur, à 128, rue King est, Toronto, Ont., à onze heures du matin, le deuxième jour de mai 1957, conformément à la Loi des Chemins de fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, Québec, 14 février 1957.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,
Le Surintendant,
C. E. BEGLEY.

44403-8-6-o

Sale of Unclaimed Baggage

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that all goods received previous to the second day of May 1956, and still remaining unclained in the offices of the Canadian Pacific Express Company at different points in the Provinces of New Brunswick, Nova Scotia and Quebec, will be sold by Public auction to the highest bidder by Frank Waddington, auctioneers, at 128 King street east, Toronto, Ont., at eleven o'clock in the forenoon on the second day of May 1957, under authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, Quebec, February 14th, 1957.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,
G. E. BEGLEY,
Superintendent.

44403-8-6-o

Vente par licitation

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, N° 403,816, Dame Shirley Rhoda Ellis, demanderesse, vs Dame Mildred Ellis *et vir*. défendeurs.

AVIS DE LICITATION

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, et rendu par l'honorable juge C.-A. Sylvestre, le 26 février 1957, dans une cause dans laquelle Dame Shirley Rhoda Ellis, fille majeure et usant de ses droits, teneur de livres, des cité et district de Montréal, est demanderesse, et Dame Mildred Ellis, épouse séparée de biens de Jacob M. Helfield, tous deux des cité et district de Montréal, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, sont défendeurs, ordonnant la licitation de l'immeuble désigné comme suit:

"Un certain emplacement ayant front sur la rue Hutchison, connu et désigné comme étant la moitié nord-ouest du lot numéro quinze de la resubdivision du lot numéro cinq de la sudivision du lot numéro trente-deux (32-5-n.o.½ de 15)aux plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant vingt-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, borné en front par la dite rue Hutchison, en arrière par une ruelle ci-après mentionnée, sur un côté au nord-ouest par le lot 32-5-16 aux dists plan et livre de renvoi officiels, et sur l'autre côté au sud-est par le résidu du dit lot numéro 32-5-15 avec bâtisses susérigées portant les numéros civiques 6044, 6046, et 6048 de la dite rue, dont les murs de côté sont mitoyens, avec droit de passage dans la ruelle en arrière en commun avec ceux y ayant droit".

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le DEUX MAI 1957, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi, à la salle d'audience N° 31 au Palais de Justice de Montréal ou à toute autre salle, tel que requis par les circonstances, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de la Cour supérieure, et toute

Sale by Licitation

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 403,816, Dame Shirley Rhoda Ellis, plaintiff, vs Dame Mildred Ellis *et vir*, defendants.

NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting in Montreal, in the district of Montreal, and rendered by the Honourable Justice C.-A. Sylvestre, on the 26th day of February 1957, in a case in which Dame Shirley Rhoda Ellis, fille majeure et usant de ses droits, bookkeeper, of the city and district of Montreal, is plaintiff, and Dame Mildred Ellis, wife separate as to property of Jacob M. Helfield, both of the city and district of Montreal, and the latter a party to these presents for the purpose of authorizing his said wife, are defendants, ordering the licitation of the immoveable described as follows:

"That certain emplacement fronting on Hutchison street known and designated as the northwest half of the lot number fifteen of the re-subdivision of the lot number five of the subdivision of lot number thirty-two (32-5-n.w. ½ of 15) on the official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal, containing twenty-five feet in width by one hundred feet in depth, English measure and more or less, bounded in front by said Hutchison street, in rear by a lane hereinafter mentioned, on one side to the northwest by lot 32-5-16 on said official plan and book of reference, and on the other side to the southeast by the remainder of said lot number 32-5-15, together with the buildings thereon erected bearing the civic numbers 6044, 6046 and 6048 of said street, whereof the side walls are mitoyen, with the right of passage to lane in rear in common with others having rights therein".

The above described immoveable will be sold by auction and adjuged to the highest and last bidder, on the SECOND day of MAY 1957, at HALF past TEN o'clock in the forenoon, in Court room No. 31, in the Court House of Montreal, or in any other room as circumstances may require, the said sale to be made subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges filed in the Office of the Prothono-

opposition afin d'annuler, afin de charge, ou afin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les 6 jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forcloses du droit de le faire.

Un dépôt de mille quatre cents dollars ($1,400) sera exigé avant la vente de tout offrant ou enchérisseur.

Montréal, le 21 mars 1957.

Les Procureurs de la demanderesse,
44599-13-2-o BOBROVE & BOBROVE.

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure N° 386424, Laurette Robin, demanderesse vs Émile Leclaire *et al*, défendeurs.

AVIS DE VENTE PAR LICITATION

Avis est par la présente donné, qu'il est ordonné, par un jugement de la Cour Supérieure de Montréal, daté du 7ième jour de février 1957, et rendu par l'Honorable Juge André Demers, dans la cause de: Laurette Robin, veuve en premières noces, et non remariée de Joseph Grégoire Rosario Leclaire, en son vivant bourgeois, des cité et district de Montréal, est demanderesse et Émile Leclaire, bourgeois, Émilia Leclaire, veuve d'Aimé Lamarche, en son vivant bourgeois, Léo Leclaire, vendeur de commerce, Albert Leclaire, employé, Lucien Leclaire, vendeur, Amenda Leclaire, épouse séparée de biens par contrat de mariage de Louis Dupuis, commerçant, et ce dernier partie aux présentes en autant que besoin est pour autoriser sadite épouse tous des cité et district de Montréal, sont, défendeurs.

La vente par licitation de l'immeuble désigné comme suit, savoir: -

"Un certain lopin de terre connu et désigné comme étant le lot numéro cent trois (103) du cadastre du Village de l'Annonciation, partie du lot numéro deux cent cinquante (Pte 250) dudit cadastre, et partie aussi du lot numéro quarante-neuf A (49 A) du rang Sud-ouest de la Rivière Rouge du cadastre du canton Marchand, aussi dans ledit district, et compris dans les limites suivantes, savoir: commençant à mesurer au coin nord-est du lot numéro cent deux A du cadastre du Village de l'Annonciation sur la "rue du Couvent", et suivant le côté ouest de cette rue et sa prolongation vers le nord, une distance de soixante-dix pieds de là allant vers l'ouest à angle droit avec ladite rue, une distance cent pieds jusque sur le susdit lot numéro quarante-neuf A; de là allant vers le sud, en ligne parallèle avec ladite rue, une distance de cinquante-sept pieds; de là allant vers l'est jusqu'à un point situé à soixante-dix pieds du côté ouest de ladite rue sur la ligne de démarcation nord dudit lot numéro cent deux A et de là, suivant cette dernière ligne jusqu'au point de départ; avec maison et dépendances y érigées."

Ladite propriété plus haut décrite, sera mise aux enchères et sera adjugée au plus offrant et dernier enchérisseur, à DIX heures ET DEMI de l'avant midi, à la salle d'audience numéro 31, au Palais de Justice de Montréal, ou à toute autre salle, tel que requis par les circonstances,

tary of the Superior Court. Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the Office of the Prothonotary of the said Court at least 12 days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for payment must be filed within 6 days following the adjudication; and failing the interested parties to file the said opposition within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

A deposit of one thousand four hundred dollars ($1,400.00) shall be exacted before the sale, from each and every bidder.

Montreal, March 21, 1957.

BOBROVE & BOBROVE,
44599-13-2-o Attorneys for Plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 386424, Laurette Robin, plaintiff vs Émile Leclaire *et al*, defendents.

NOTICE OF LICITATION SALE

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court for the district of Montreal, dated the 7th day of February 1957, and rendered by Mr. Justice André Demers, in a case in which: Laurette Robin, widow of Joseph Grégoire Rosario Leclaire, in his life time of the city and district of Montreal, is plaintiff and Émile Leclaire, Émilia Leclaire, widow of Aimé Lamarche, Léo Leclaire, Albert Leclaire, Lucien Leclaire, Amenda Leclaire, wife separated as to property of Louis Dupuis, all of the city and district of Montreal, are defendants.

The sale by licitation is ordered of the following immovable described as follow, to wit:

"A parcel of land known and designated as being lot number one hundred and three (103) of the cadastre of the village of L'Annonciation, part of lot number two hundred and fifty (Pt 250) of the same cadastre, and part also of lot number forty-nine A (49 A) of the south-west range of the River Rouge of the cadastre of the township of Marchand, in the same district, that parcel of land bounded as follows: beginning to measure at the north-east corner of lot number one hundred and two A (102 A) of the cadastre of the said village of l'Annonciation, on the street known as "rue du Couvent", and following the west side of the said street, and its prolongation towards the north, a distance of seventy feet, from there turning towards the west at a right angle with the said street, a lenght of one hundred feet as far and upon the said lot number forty-nine A (49 A) from there turning towards the south, in a parallel line with the said street, a length of fifty-seven feet; form there towards the east as far as a point situated at seventy feet from the west side of the said street, upon the north line of demarcation of said lot number one hundred and two A (102 A) and from there following the said north line of demarcation till its junction with the said street "Du Couvent", with a house and other buildings thereon erected."

The said property above described will be put up for auction and adjudged to the last and highest bidder at TEN FIFTY a.m. on the EITHTEEN day of MAY 1957, in Court room number 31, in the Court house of Montreal, or in any other room as circumstances may required, the

le HUITIÈME jour de MAI 1957, et sujette aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du Protonotaire de la Cour Supérieure, et toute opposition affn d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les 6 jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forcloses du droit de le faire.

Un dépôt de $1,000.00 sera exigé avant la vente de tout offrant ou enchérisseur.

Montréal, le 20 mars 1957.

Les Procureurs de la demanderesse,

44615-13-2-o GUÉRIN & GUÉRIN.

said sale to be made subject to the charges, clauses and condition mentioned in the list of charges, filed in the office of the Protonotary of the Superior Court. Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Protonotary of the said Court, at least 12 days before the day fixed as aforesaid, for the sale and adjudication, and any opposition for payment, must be filed within 6 days following the adjudication and failing the interested parties to file the said opposition within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

A deposit of one thousand dollars ($1,000.00) shall be exacted before the sale from each and every bidder.

Montreal, 20th March 1957.

GUÉRIN & GUÉRIN,

44615-13-2-o Attorneys for plaintiff.

Ventes pour taxes

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE SAINT-MAURICE

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Oscar Leclerc, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, que les immeubles ci-après décrits seront vendus à l'enchère publique, en la salle publique au village de Yamachiche, lieu où le conseil dudit comté tient ses sessions, JEUDI, le NEUVIÈME jour du mois de MAI, mil neuf cent cinquante-sept, à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes municipales, scolaires et autres redevances, dues aux municipalités ci-dessous mentionnées, à moins qu'elles ne soient payées avec les frais encourus avant la vente, savoir:

Sales for Taxes

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF ST. MAURICE

Public notice is hereby given by the undersigned, Oscar Leclerc, Secretary-Treasurer of the aforesaid municipality, that the immoveables hereinafter described will be sold by public auction, in the public hall of the village of Yamachiche, place where the Council of the said county holds its sessions on THURSDAY, the NINTH day of the month of MAY, one thousand nine hundred and fifty-seven, at TEN o'clock in the forenoon, for municipal and school taxes and other assessments due to the municipalities hereinunder mentioned, unless they be paid, with costs incurred, before the sale, to wit:

Municipalité de la paroisse Ste-Anne de Yamachiche — Municipality of the parish of Ste-Anne de Yamachiche

Noms — Names	Nos du cadsatre — Nos. of the cadaster	Rang — Range	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Bellemare, Jos. Orig.	342		$ 1.10		$ 1.10
Bouchard, Jacqueline	P. 935		3.10	6.90	$10.00

Corporation Municipale de St-Michel-des-Forges — Municipal Corporation of St-Michel-des-Forges

Bellemare, Robert	218-15 paroisse — parish of Trois-Rivières.		22.04	35.31	57.35
Boisvert, Gilles	P. 201		9.66	12.37	22.03

Un terrain situé sur et au côté nord du chemin du 2ème rang de la municipalité de St-Michel-des-Forges, connu et désigné comme faisant partie du lot 201 du cadastre de la paroisse des Trois-Rivières, de la contenance de 60 pieds de largeur par un arpent de profondeur, mesure anglaise, borné en front par le chemin public; d'un côté, au nord-ouest, par le lot 202, et de l'autre côté et en profondeur, par le résidu dudit lot N. 201.

A lot of land situated on and to the north side of the road of the second range of the municipality of St-Michel-des-Forges, known and designated as forming part of lot 201 of the cadastre of the parish of Trois-Rivières, containing 60 feet in width by an arpent in depth, English measure, bounded in front by a public road; on one side, on the northwest, by lot 202, and on the other side and in depth, by the residue of the said lot No. 201.

Municipalité de la paroisse de St-Étienne des Grès — Municipality of the parish of St-Étienne des Grès

Pellerin, Succession Charles	85	1er	11.23	21.26	32.49

Municipalité Scolaire de St-Étienne des Grès — School Municipality of St-Étienne des Grès

Lefebvre, Maurice	P-6 S-137-138-139.	1er.		24.03	24.03
Verrette, Madame-Mrs. R.	P-1, S-149-150-151.			39.82	39.82

Corporation municipale de la paroisse de St-Élie de Caxton
Municipal Corporation of the parish of St. Élie de Caxton

Lachance, Lauda	P-12	3	5.95	9.34	15.29
Lachance, Lauda	P-13	4	34.63	54.01	88.64
Lachance, Lauda	P-8	7	13.27	11.16	24.43
Lavergne, Oscar	P-14	5	8.67	7.27	15.94
Philibert, Ephrem	P-22	5	8.96	16.20	25.16
Philibert, Ephrem	19	8	6.29	11.47	17.76
Philibert, Ephrem	8	9	6.29	11.47	17.76
Rivard, Sylva	P-10	4	1.08	1.98.25	3.31

Municipalité de St-Gérard des Laurentides — Municipality of St-Gérard des Laurentides

Gélinas, Raymond	499		$4.45	$31.30	$35.75

Lot 499 du cadastre de Ste-Flore, aux limites nord-ouest de la Municipalité de St-Gérard, près du Lac La Pêche, superficie de 160 arpents, sans bâtisse.

Lot 499 of the cadaster of Ste-Flore, on the northwest limits of the municipality of St-Gérard, near Lake "La Pêche", 160 arpents in area, without buildings.

Donné à Yamachiche, ce quatrième jour du mois de mars, mil neuf cent cinquante-sept.

Le Secrétaire-trésorier,
44513-11-2-o OSCAR LECLERC.

Given at Yamachiche, this fourth day of the month of March, one thousand nine hundred and fifty-seven.

OSCAR LECLERC,
44513-11-o Secretary-Treasurer.

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ SCOLAIRE STE-THÉRÈSE DE L'ENFANT-JÉSUS DE COWANSVILLE

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la municipalité scolaire Ste-Thérèse de l'Enfant-Jésus de Cowansville, Qué., que la propriété et les lots ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère, au bureau du soussigné, à 112 rue John, Cowansville, Qué., le LUNDI VINGT-DEUXIÈME jour du mois d'AVRIL 1957, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes scolaires et municipales ainsi que des intérêts courus et des frais, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Georges Bouchard, lot 623, taxes scolaires: $95.52.

Mme Richard J. Ellis, lot 124-72 et 124-80, taxes scolaires: $49.96; taxes municipales: $23.67.

Les immeubles susdits sont tous décrits aux plan officiel et livre de renvoi du canton de Dunham.

Donné à Cowansville, P.Q. ce 18ième jour de mars 1957.

(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,
44601-13-2-o RENÉ MEUNIER.

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF STE-THÉRÈSE DE L'ENFANT-JÉSUS OF COWANSVILLE

Public notice is hereby given by the undersigned, Secretary-Treasurer of the school commission of Ste-Thérèse de l'Enfant-Jésus, Cowansville, Que., that the property and lots hereinafter described will be sold by public auction, at the office of the undersigned, at 112 John Street, Cowansville, Que., MONDAY, TWENTY-SECOND day of APRIL, 1957 at TEN o'clock in the forennon, to satisfy the payment of school and municipal taxes with accrued interest and costs incurred thereon, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

Georges Bouchard, lot 623, school taxes: $95.52.

Mrs Richard J. Ellis, lots 124-72, to 124-80, school taxes: $49.96; municipal taxes: $23.67.

The above immoveables are all described on the official plan and book of reference of the township of Dunham.

Given at Cowansville, this 18th day of March 1957.

(Seal) RENÉ MEUNIER,
44601-13-2-o Secretary-Treasurer.

Province de Québec

VILLE DE LORETTEVILLE
District de Québec

Avis public est par les présentes donné, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère, à l'Hôtel de Ville de la ville de Lorretteville, JEUDI, le VINGT-CINQUIÈME jour du mois d'AVRIL, mil neuf cent cinquante-sept (1957), à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Province of Quebec

TOWN OF LORETTEVILLE
District of Quebec

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the office of the town of Loretteville, on THURSDAY, the TWENTY-FIFTH day of APRIL, nineteen hundred and fifty-seven (1957) at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the municipal taxes plus the accrued interests and the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

Noms des propriétaires — Names of proprietors	Cadastre — Cadastral
Adélard Bilodeau.....	Lot 711-9 — Avec bâtisses dessus érigées — With buildings thereon erected.
Roméo Simard.....	P. 1014C (1) — Avec bâtisses dessus érigées — With buildings thereon erected.
Roméo Simard.....	P. 1014-B (2) — Avec bâtisses dessus érigées — With buildings thereon erected.
"	P. 1014-D (3)
"	P. 1014-F (4) — Avec bâtisses dessus érigées.— With buildings thereon erected.
"	1014-E
"	1014-G — Avec bâtisses dessus érigées.— With buildings thereon erected.
"	1014-H — Avec bâtisses dessus érigées.— With buildings thereon erected.
"	1014-I — Avec bâtisses dessus érigées — With buildings thereon erected.
"	1014-K-A — Avec bâtisses dessus érigées.— With buildings thereon erected.
"	1014-4 — Avec bâtisses dessus érigées.— With buildings thereon erected.
"	P. 1014-6 (5)
"	1009-2 — Avec bâtisses dessus érigées.— With buildings thereon erected.

(1) Cette partie du lot 1014-C bornée vers le sud-ouest par le restant du lot 1014-C; vers le nord-est par le lot 1014-B; vers le sud-est par la rue St-Antoine; vers le nord-ouest par le lot 1014-F.

(2) Cette partie du lot 1014-B est bornée vers le nord-est par le restant du lot 1014-B; vers le sud-est par la rue St-Ambroise; vers le sud-ouest par le lot 1014-C et vers le nord-ouest par le lot 1014-F.

(3) Cette partie du lot 1014-D est bornée vers le nord-est par la balance du lot 1014-D propriété de monsieur Léandre Jobin; vers le sud-est par la rue St-Antoine; vers le sud-ouest par le lot 1014-E et vers le nord-ouest par le lot 1014-F.

(4) Cette partie du lot 1014-F est bornée vers le nord-est par le lot 1009-6 et la petite lisière de neuf pieds (9′) par quarante-neuf pieds et sept pouces (49′ 7″) vendue à monsieur Albert McHugh pour augmenter la profondeur de la partie nord-est du lot 1014-B; vers le sud-est par ladite lisière par la balance du 1014-B et les lots 1014-C, 1014-D et 1014-E; vers le sud-ouest par la rue St-Jacques et vers le nord-ouest par le lot 1014-G.

(5) Cette partie du lot 1014-6 est bornée vers le nord par le lot 1014-5; vers le sud-est par les lots 1014-6-1 et 1014-K-1; vers le sud-ouest par la rue St-Jacques et le lot 1014-6-1; vers le nord-ouest par le lot 1014-A.

(1) This part of lot 1014-C is bounded towards the south-west by the remaining of said lot 1014-C; towards the north-east by lot 1014-B; towards the south-east by St. Antoine Street; towards the north-west by lot 1014-F.

(2) This part of lot 1014-B is bounded towards the north-east by the remaining of lot 1014-B; towards the south-east by St. Ambroise Street; towards the soulth-west by lot 1014-C; and towards the north-west by ot 1014-F.

(3) This part of lot 1014-D is bounded towards the north-east by the remaining of lot 1014-D belonging to Léandre Jobin; towards the south-east by St. Antoine Street; towards the south-west by lot 1014-E and towards the north-west by lot 1014-F.

(4) This part of lot 1014-F is bounded towards the north-east by lot 1009-6 and by the small piece of nine feet (9′) by forty-nine feet and seven inches (49′7″) sold to Albert McHugh; towards the south-east by the said piece and the remaining of lot 1014-B and by lots 1014-C, 1014-D and 1014-E; towards the south-west by St. Jacques Street; and towards the north-west by lot 1014-G.

(5) This part of lot 1014-6 is bounded towards the north by lot 1014-5; towards the south-east by lots 1014-6-1 and 1014-K-1; towards the south-west by St. Jacques Street and lot 1014-6-1; towards the north-west by lot 1014-A.

Les immeubles susdits sont tous du cadastre officiel revisé de la ville de Loretteville (paroisse St-Ambroise de la Jeune Lorette) et situés dans la ville de Loretteville.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives ou occultes, attachées auxdits immeubles.

Donné en la ville de Loretteville, ce (23) vingt-troisième jour du mois de mars, mil neuf cent cinquante-sept (1957).

(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,
44600-13-2-o (Signé) J. R. DURAND.

The above immoveables are all in the official revised cadastre of the town of Loretteville (parish of St. Ambroise de la Jeune Lorette) and situated in the town of Loretteville.

The said sale will be made with all active and passive servitudes apparent or occult, attached to the said properties.

Given at the town of Loretteville, this (23rd) twenty-third day of the month of March, nineteen hundred and fifty-seven (1957).

(Seal) (Signed) J. R. DURAND,
44600-13-2-o Secretary-Treasurer.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Canada — Province de Québec
District d'Abitibi

Cour Supérieure, N° 3947. { DAME VVE SINAÏ ROUSSEAU, de Thedford-Mines demandeur saissisant vs JOSEPH LANGLAIS autrefois de Landrienne, maintenant de Val Senneville, Abitibi, P.Q., défendeur saisi.

AVIS DE VENTE

Prenez avis que les droits acquis sur le lot 20 du rang I cadastre officiel pour le canton Senne-

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Canada — Province of Quebec
District of Abitibi

Superior Court, No. 3947. { DAME. WIDOW SINAÏ ROUSSEAU, of Thetford Mines, plaintiff-seizing creditor, vs JOSEPH LANGLAIS, heretofore of Landrienne, presently of Val Senneville, Abitibi, P.Q., defendant seized.

NOTICE OF SALE

Take notice that the rights acquired on lot 20 of range I, official cadaster for the township

ville lot sous billet de location depuis 1940 dans le district d'Abitibi avec bâtisses dessus construites et circonstances et dépendances ont été saisies le 28 décembre 1956.

Pour être vendu à la porte de l'église de Val-Senneville le PREMIER jour de MAI 1957 à DEUX heures de l'après-midi, 1957.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. A. GAUTHIER.
Amos, 20 mars 1957. 44602-13-2-o

of Senneville, lot under ticket of location since 1940 in the district of Abitibi with buildings thereon erected and circumstances and dependencies have been seized on December 28, 1956.

To be sold at the church door of Val Senneville on the FIRST day of MAY, 1957, at TWO o'clock in the afternoon.

J. A. GAUTHIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Amos, March 20, 1957. 44602-13-2

ARTHABASKA

Canada, Province de Québec
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, N° 11,850. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé ayant son siège social à Québec, demandeur, vs VICTOR GAGNÉ, autrefois de St-Cyrille de Wendover, comté de Drummond, et maintenant de Montréal, défendeur.

1. Le lot numéro deux cent vingt du canton de Wendover, comté de Drummond, avec toutes les bâtisses y érigées, moins cependant et à distraire d'icelui la partie vendue à Napoléon Pellerin, fils, par acte enrégistré sous le numéro 92,856 B-99 de la contenance de cent pieds par deux cents pieds de profondeur; (220 Wendover)

2. Une terre mesurant trois arpents de front sur dix arpents de profondeur connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enrégistrement du comté de Drummond, pour le canton de Wendover, comme étant la partie nord-ouest du coin sud-ouest du lot numéro deux cent quinze (Ptie 215). Laquelle terre est bornée en front au sud-est Alfred Brisson, en profondeur au nord-ouest Georges-Émile Janelle, d'un côté au nord-est Bruno Martel et de l'autre côté au sud-ouest ledit lot N° 220.

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église paroissiale de St-Cyrille de Wendover, comté de Drummond, le MERCREDI le DIXIÈME jour d'AVRIL 1957 à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, FÉLIX HOULE.
Arthabaska, le 11 février 1957. 44327-10-2-o

ARTHABASKA

Canada, Province of Quebec
District of Arthabaska

Superior Court, No. 11,850. THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate having its head office in Quebec, plaintiff vs VICTOR GAGNÉ, formerly of St. Cyrille de Wendover, county of Drummond, and now of Montreal, defendant.

1. Lot number two hundred and twenty of the township of Wendover, county of Drummond, with all buildings erected thereon, save and except however, that part sold to Napoléon Pellerin, junior, by registered deed number 92,856 B-99 containing one hundred feet by two hundred feet in depth; (220 Wendover)

2. A farm measuring three arpents of frontage by ten arpents of depth known and designated on the official plan and book of reference of the registration cadastre the county of Drummond for the township of Wendover, as being the northwesterly part of the southwesterly corner of lot number two hundred and fifteen (P. 215). Which farm is bounded in front to the southeast by Alfred Brisson, in depth to the northwest by Georges Emile Janelle, on one side northeasterly by Bruno Martel and on the other side southwesterly by said lot No. 220.

To be sold "en bloc" at the door of the Parochial Church of St. Cyrille de Wendover, County of Drummond, WENDESDAY the TENTH day of APRIL, 1957 at THREE o'clock in the afternoon.

FÉLIX HOULE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, February 11, 1957. 44327-10-2

Canada — Province de Québec
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, N° 11,893. ROMÉO FAFARD, commerçant domicilié à St-Guillaume, comté d'Yamaska, demandeur vs HENRI MEUNIER, ci-devant de St-Eugène de Grantham, maintenant de St-Barnabé, comté de St-Hyacinthe, défendeur et HERMAS PERRAS & CLAUDE PERRAS, tous deux de la cité de Montréal, syndics licenciés, agissant comme tels sous le nom de Perras & Perras, mis-en-cause.

"Un immeuble situé au village de Saint-Eugène de Grantham, comté de Drummond, mesurant cent douze pieds de largeur, mesuré le long du rang de l'église sur deux cent dix pieds de profondeur, le tout plus ou moins, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du canton de Grantham, comme étant le lot quatorze cent vingt-six et partie du lot quatorze cent vingt-quatre (No. 1426 et Partie N° 1424) dont il faut distraire la partie dudit lot vendu au Ministère de la Voirie Provinciale pour l'amélioration des routes; ledit terrain borné comme suit: En front

Canada — Province of Quebec
District of Arthabaska

Superior Court, No. 11,893. ROMÉO FAFARD, dealer, domiciled at St. Guillaume, county of Yamaska, plaintiff, vs HENRI MEUNIER, heretofore of St. Eugène de Grantham, presently of St. Barnabé, county of St. Hyacinthe, defendant, and HERMAS PERRAS & CLAUDE PERRAS, both of the city of Montreal, Licensed Trustees acting as such under the name of Perras & Perras, mis-en-cause.

"An immoveable situated in the village of St. Eugène de Grantham, county of Drummond, measuring one hundred and twelve feet in width, measured along the church range by two hundred and ten feet in depth, the whole more or less, known and designated on the official plan and in the book of reference of the township of Gratham, as being lot fourteen hundred and twenty-six and part of lot fourteen hundred and twenty-four (No. 1426 and Part No. 1424) from which must be withdrawn that part of lot sold to the Provincial Roads Department for the improve-

vers l'est par la rue du rang de l'église, en profondeur à partir du lot N° 1424 à M. Vadnais, d'un côté vers le nord par la route longeant les lots 1424 et 1427, et de l'autre côté vers le sud par partie du lot N° 1424 à Pierre Brouillard ou représentants, avec maison et bâtisses servant de magasin dessus érigées, circonstances et dépendances".

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Eugène de Grantham, comté de Drummond, JEUDI le DEUXIÈME jour de MAI 1957, à TROIS heures de l'après-midi (heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, FÉLIX HOULE.
Arthabaska, le 25 mars 1957. 44616-13-2-o

BEDFORD

Canada, Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, N° 7292. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, demandeur vs ROGER DAIGLE, cultivateur, de St-Joachim, comté de Shefford, P.Q., défendeur.

Une ferme connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Shefford comme étant:

1° Le lot numéro trois cent trois (P. 303) sauf les cinquante acres nord du dit lot appartenant à Arthur Brien ou représentants en vertu d'une vente par Joseph H. Deschamps, en date du 17 juillet 1928, devant le notaire Robert Bachand, et enrégistrée sous le N° 88333: contenant, la partie présentement hypothéquée, une superficie approximative de 90 acres;

2° Une lisière de terrain à être détachée de la partie nord-ouest du lot numéro trois cent sept (P. 307), mesurant trente-deux pieds de largeur à partir de la ligne de division entre les lots 306 et 307, et s'étendant du chemin public jusqu'à la partie sud-est du dit lot 303; la dite lisière servant de chemin de communication avec le dit lot 303;

3° Toute la partie du lot trois cent six (Pt. 306) se trouvant située à l'ouest dudit chemin public, et contenant environ 82 acres;

Avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus "en bloc" à la porte de l'église paroissiale St-Joachim, en le village de St-Joachim, district de Bedford, le DIXIEME jour d'AVRIL 1957, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-shérif,
ANTONIN BOURASSA.
Bureau du Shérif.
Palais de Justice. 44477-10-2-o
Sweetsburg, Québec. 2 mars 1957.

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District de Chicoutimi

Cour Supérieure, N° 21,217. JACQUES CÔTÉ, avocat, régulièrement inscrit au barreau de Québec et ayant acquitté toutes ses cotisations, 365 de la Couronne, Québec, demandeur; vs LÉONCE GAGNÉ, rang des Chûtes, St-Ambroise, comté de Chicoutimi, P.Q., défendeur.

Contre le défendeur:

Le lot numéro huit (N° 8), du rang neuf (rg 9), du cadastre officiel du canton Bourget, plus

ment of roads; the said land bounded as follows: In front on the east by the street of the church range, in depth starting from lot No. 1424 to Mr. Vadnais, on one side on the north by the route bordering lots 1424 and 1427, and on the other side along the south by part of lot No. 1424 by Pierre Brouillard or representatives, with house and buildings used as a store thereon erected, circumstances and dependencies".

To be sold at the parochial church door of St. Eugène de Grantham, county of Drummond, THURSDAY, the SECOND day of MAY, 1957, at THREE o'clock in the afternoon (daylight saving time).

FÉLIX HOULE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, March 25, 1957. 44616-13-2-o

BEDFORD

Canada, Province of Quebec
District of Befdord

Superior Court, No. 7292. QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, a body politic and incorporated, having its head office at Quebec, plaintiff, vs ROGER DAIGLE, farmer, of St. Joachim, county of Shefford, P.Q., defendant.

A farm known and designated on the official plan in the book of reference for the township of Shefford, as being:

1. Lot number three hundred and three (Pt. 303) save the fifty acres north of the said lot belonging to Arthur Brien or representatives by virtue of a sale by Joseph H. Deschamps, dated July 17, 1928, before notary Robert Bachand, and registered under No. 88333; containing, that part presently mortgaged, an approximative area of 90 acres;

2. A strip of land to be detached from the northwest part of lot number three hundred and seven (Pt. 307), measuring thirty-two feet in width stating from the dividing line between lots 306 and 307, and extending from the public road to the southeast part of the said lot 303; the said strip serving as a road of communication with the said lot 303;

3. All that part of lot number three hundred and six (Pt. 306) which is to be found situated west of the said public road, and containing about 82 acres;

With all the buildings thereon erected.

To be sold "en bloc" at the parochial church door of St. Joachim, in the village of St. Joachim, district of Befdord, on the TENTH day of APRIL, 1957, at TWO o'clock in the afternoon.

ANTONIN BOURASSA,
Deputy-Sheriff.
Sheriff's Office,
Court House, 44477-10-2
Sweetsbrug, Quebec. March 2, 1957.

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District of Chicoutimi

Superior Court, No. 21,217. JACQUES CÔTÉ, advocate, properly inscribed as a member of the Bar of Quebec and having paid all his subscriptions, 365 Crown Street, Quebec, plaintiff vs LÉONCE GAGNÉ, rang des Chûtes, St. Ambroise, county of Chicoutimi, P.Q., defendant.

Against the defendant:

Lot number eight (No. 8), range nine (R. 9), of the official cadastre of the township of Bourget,

communément appelé rang des Chûtes, ainsi que toutes les bâtisses, circonstances et dépendances; sauf à distraire les droits qui peuvent appartenir à la Compagnie Électrique du Saguenay.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Ambroise, JEUDI, le DEUXIÈME jour du mois de MAI, 1957, à TROIS heures de l'après-midi (heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, RENÉ DELISLE.
Chicoutimi, le 26 mars 1957. 44617-13-2-o

more commonly known as range des Chûtes, including all buildings, circumstances and dependencies; save all rights which may belong to the Saguenay Power Company.

To be sold at the door of the Parochial Church of St. Ambroise, THURSDAY, the SECOND day of the month of MAY, 1957, at THREE o'clock in the afternoon (daylight saving time).

RENÉ DELISLE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, March 26, 1957. 44617-13-2-o

HULL

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, N° 5286. { OVILA NOËL, commerçant de Kazubazua, district de Hull, demandeur, vs LORNE WILSON, de Wright R.R.I., district de Hull, défendeur.

"Tout cet immeuble connu et désigné comme étant les lots numéros quarante-et-un et quarante-deux (41 et 42) dans le septième rang du canton Aylwin, au plan et livre de renvoi officiels dudit canton, avec toutes les bâtisses dessus érigées, ledit immeuble contenant en tout deux cents acres de terre plus ou moins et borné comme suit: au nord par le lot numéro 43 du même rang, au sud par le lot numéro 40 du même rang, à l'est par la ligne de division entre les rangs sept et six et à l'ouest par la ligne de division entre les rangs sept et huit.

Le tout sujet à une servitude en faveur de la Gatineau Power Company, tel qu'enregistré au bureau d'enregistrement de la division de Gatineau, sous le numéro 2020, Lib., "B", vol. 3; et aussi sujet à un droit de passage en faveur de la Compagnie de chemin de fer Canadien Pacifique, tel que créé aux termes d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement de la division de Hull, sous le numéro 15,954, Lib., "B", vol. 18.

A exclure dudit immeuble, partie du lot numéro quarante-et-un telle que plus amplement décrite et bornée à un acte de vente consenti par Dame Samuel McAfee au Trustees of the United Church of Canada, dont copie est enregistrée au bureau d'enregistrement de la division de Hull, sous le numéro 65,706, Lib. "B", vol. 64.

A exclure dudit immeuble également partie des lots quarante-et-un et quarante-deux, telle que plus amplement décrite à un acte de vente consenti par Lorne Wilson à Sa Majesté La Reine, aux droits de la Province de Québec, enregistré au bureau d'enregistrement de la division de Gatineau, sous le numéro 32,110.

Avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église paroissiale de La Visitation, à Gracefield, district de Hull, le TROISIÈME jour de MAI, 1957, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, R. ST-PIERRE.
Ce 26 mars, 1957. 44618-13-2-o

HULL

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, No. 5286. { OVILA NOËL, dealer of Kazubazua, district of Hull, plaintiff, vs LORNE WILSON, of Wright R.R.I., district of Hull, defendant.

"All this immoveable known and designated as being lots numbers forty-one and forty-two (41 and 42) in the seventh range of Aylwin township, on the official plan and in the book of reference of the said township, with all the buildings thereon erected, the said immoveable containing in all two hundred acres of land more or less and bounded as follows: on the north, by lot number 43 of the same range, on the south by lot number 40 of the same range, on the east, by the dividing line between ranges seven and six and on the west by the dividing line between ranges seven and eight.

The whole subject to a servitude in favor of the Gatineau Power Company, as registered at the Registration Office of the Division of Gatineau under number 2020, Lib. "B", vol. 3; and also subject to a right-of-way in favor of the Canadian Pacific Railway Company, as created by the terms of a registered deed at the Registration Office for the Division of Hull, under number 15,954, Lib., "B", vol. 18.

To be excluded from the said immoveable, part of lot number forty-one as is more amply described and bounded by a deed of sale consented to by Dame Samuel McAfee to the Trustees of the United Church of Canada, copy of which is registered at the Registration Office of the Division of Hull, under number 65,706, Lib. "B", Vol. 64.

To be excluded from the said immoveable also part of lots forty-one and forty-two, as is more amply described by a deed of sale consented to by Lorne Wilson to Her Majesty the Queen, by the rights of the Province of Quebec, registered at the Registration Office of the Division of Gatineau, under number 32,110.

With all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold in block at the parochial church door of La Visitation, at Gracefield, district of Hull, on the THIRD day of MAY, 1957, at THREE o'clock in the afternoon.

R. ST-PIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
March 26, 1957. 44618-13-2

JOLIETTE

Canada, Province de Québec
District de Joliette

Cour Supérieure, N° 12,982. { JEAN-PAUL BONIN, marchand, du village de St-Félix de Valois, district de

JOLIETTE

Canada, Province of Quebec
District of Joliette

Superior Court, No. 12,982. { JEAN-PAUL BONIN, merchant, of the village of St. Félix de Valois, district of

Joliette, en y faisant affaires seul comme tel, sous la raison social de W. Bonin Enr., demandeur vs WILFRID BEAULIEU, de la paroisse de Ste-Mélanie, district de Joliette, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

1° Une terre située dans le deuxième rang, en la paroisse de Ste-Mélanie, comté de Joliette, connue et désignée sous le numéro cent deux (102) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Mélanie, mesurant un arpent et demi de largeur sur trente arpents de profondeur. A distraire la partie du dit lot appartenant à Edouard Vincent, suivant titre enrégistré sous numéro 67334.

2° Une autre terre située dans le même rang, connue et désignée comme faisant partie du lot numéro cent un (p. 101) aux plan et livre de renvoi officiels sus-dits, mesurant un arpent et demi de largeur sur la profondeur qu'il y a à partir du premier rang à quatre arpents du chemin public du deuxième rang.

3° Une lisière de terrain située dans le même rang, connue et désignée comme faisant aussi partie du dit lot numéro cent un (p. 101) aux plan et livre de renvoi officiels sus-dits, mesurant soixante pieds de largeur, sur environ trois cents pieds de longueur, à prendre le long de la ligne de division entre les dits lots Nos 101 et 102, et borné comme suit: à un bout, par l'immeuble en deuxième lieu ci-dessus désigné; à l'autre bout et d'un coté par le rédisu du dit lot numéro 101, appartenant à Martial Tellier et de l'autre coté, par le dit lot numéro 102, avec le sechoir à tabac y érigé;

4° Un emplacement situé dans le même rang, connu et désigné sous le numéro cent treize A (113A) aux plan et livre de renvoi officiels susdits, contenant un demi arpent de largeur sur deux arpents de profondeur, tel qu'actuellement cloturé, avec les bâtisses y érigées et les servitudes inhérentes.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Mélanie, comté de Joliette, MERCREDI, le DIXIÈME jour d'AVRIL 1957, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif de Joliette,
Bureau du shérif, ROLAND PERREAULT.
Joliette, ce 1er mars 1957. 44478-10-2-o

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, N° 393370. { CAISSE NATIONALE D'ÉCONOMIE, demanderesse vs MAURICE BRISSON, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

"Un emplacement connu et désigné sous le numéro dix-sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro cinq cent quarante-neuf (549-17) aux plan et livre de renvoi officiels de la Ville de Joliette, avec bâtisses y érigées portant les numéros civiques 723 et 725 de la rue Ladouceur."

Pour être vendu en mon bureau, Palais de Justice de Joliette, rue St-Louis, cité et district de Joliette, le JEUDI, DEUXIÈME jour du mois de MAI, 1957, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif de Joliette,
Bureau du Shérif, ROLAND PERRAULT.
Joliette, ce 25 mars 1957. 44603-13-2-o

Joliette, carrying on business there alone as such, under the style and name of W. Bonin Enr., plaintiff vs WILFRID BEAULIEU, of the parish of Ste. Mélanie, district of Joliette, defendant.

As belonging to the defendant:

1. A farm situated in the second range, in the parish of Ste. Mélanie, county of Joliette, known and designated under number one hundred and two (102) on the official plan and in the book of reference of the parish of Ste. Mélanie, measuring an arpent and one-half in width, by thirty arpents in depth. To withdraw that part of said lot belonging to Edouard Vincent, according to title registered under number 67334.

2. Another farm situated in the same range, known and designated as forming part of lot number one hundred and one (Pt. 101) on the above-said official plan and in the book of reference, mesauring one arpent and one hald in width by the depth there is starting from the first range up to four arpents from the public road of the second range.

3. A strip of land situated in the same range, known and designated as forming also part of the said lot one hundred and one (Pt. 101) on the above said official plan and in the book of reference, measuring sixty feet in width, by about three hundred feet in length, to be taken along the dividing line between the said lots Nos. 101 and 102, and bounded as follows: at one end, by the immoveable hereinabove designated in the second place; at the other end and on one side, by the residue of the said lot number 101, belonging to Martial Tellier and on the other side, by the said lot number 102, with the tobacco drier thereon erected;

4. An emplacement situated in the same range, known and designated under number one hundred and thirteen A (113A) on the above said official plan and in the book of reference, containing a half-arpent in width by two arpents in depth, as presently fenced-in, with the buildings thereon erected and the inherent servitudes.

To be sold at the church door of the parish of Ste. Mélanie, county of Joliette, WEDNESDAY, the TENTH day of APRIL, 1957, at TEN o'clock in the forenoon.

ROLAND PERREAULT,
Sheriff's Office, Sheriff of Joliette.
Joliette, March 1st, 1957. 44478-10-2

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Superior Court, No. 393370. { CAISSE NATIONALE D'ÉCONOMIE, plaintiff vs MAURICE BRISSON, defendant.

As belonging to the defendant:

"An emplacement known and designated as number seventeen of the official subdivision of original lot number five hundred and forty-nine (549-17) of the official plan and book of reference of the town of Joliette, with buildings erected thereon bearing civic numbers 723 and 725 of Ladouceur street."

To be sold at my office, in the Court House of Joliette, St. Louis street, city and district of Joliette, THURSDAY, the SECOND day of the month of May 1957, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ROLAND PERRAULT,
Sheriff's Office, Sheriff for Joliette.
Joliette, this March 25, 1957. 44603-13-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Joliette

Cour Supérieure, N° 12843. { INDUSTRIAL ACCEPTANCE CORPORATION, demanderesse vs GABRIEL ISSA, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Les lots numéros 6 et 7 du 5ième rang du canton Archambault, d'une superficie totale de 100 arpents.

Pour être vendus à la porte de l'église de la municipalité de St-Donat, district de Joliette, MERCREDI, le PREMIER jour de MAI 1957, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif de Joliette,
Bureau du Shérif, ROLAND PERRAULT.
Joliette, 25 mars 1957. 44604-13-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Joliette

Superior Court, No. 12843. { INDUSTRIAL ACCEPTANCE CORPORATION plaintiff, vs GABRIEL ISSA, defendant.

As belonging to the defendant.

Lots number 6 and 7, range V, of the township of Archambault, with a total area of 100 arpents.

To be sold at the door of the church of the municipality of St. Donat, district of Joliette, WEDNESDAY, the FIRST day of MAY 1957, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ROLAND PERRAULT,
Sheriff's Office, Sheriff for Joliette.
Joliette, March 25, 1957. 44604-13-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour de Magistrat, N° 1418. { LAURENT MARTIN, commerçant, domicilié à Bélanger Siding, Comté de Témiscouata, demandeur vs ALFRED ROBICHAUD, de Les Étroits, Comté de Témiscouata, défendeur.

"Tous les droits que le défendeur a et peut avoir sur le lot numéro 57, rang 7 Botsford, Les Étroits, Comté de Témiscouata, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendus à la porte de l'église de Les Étroits, Comté de Témiscouata, MARDI le NEUVIÈME jour d'AVRIL, 1957 à DEUX heures et demie (2.30) de l'après-midi, heure avancée.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, P.-E. MARTIN.
Rivière-du-Loup, 5 mars 1957. 44492-10-2-o
[Première insertion: samedi le 9 mars 1957]

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Magistrate's Court, No. 1418. { LAURENT MARTIN, merchant domiciled at Bélanger Siding, County of Témiscouata, plaintiff vs ALFRED ROBICHAUD, of Les Étroits, County of Témiscouata, defendant.

"All rights that the Defendant has or may have on lot number 57, range 7 Botsford, Les Étroits, County of Témiscouata, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies."

To be sold at the door of the Church of Les Étroits, County of Témiscouata, TUESDAY, the NINTH day of APRIL, 1957, at TWO-THIRTY o'clock (2.30) in the afternoon, daylight Saving Time.

P.-E. MARTIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, March 5, 1957. 44492-10-2
[First insertion: Saturday, March 9, 1957]

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour de Magistrat, N° 1464. { GÉRARD RATTÉ, marchand-général, domicilié à Les Étroits, Comté de Témiscouata, demandeur vs ALFRED ROBICHAUD, résident à Les Étroits, comté de Témiscouata, défendeur.

"Une maison située sur la partie de lot numéro trente-huit (P-38), rang un (1), canton Packington, dans la paroisse de Les Étroits, comté de Témiscouata, Tous les droits que le défendeur a et peut avoir sur le lot P-38 sur lequel se trouve la maison."

Pour être vendu à la porte de l'église de Les Étroits comté de Témiscouata, MARDI le NEUVIÈME jour d'AVRIL, 1957, à DEUX heures de l'après-midi heure avancée.

Le Shérif.
Bureau du Shérif, P.-E. MARTIN,
Rivière-du-Loup, 5 mars 1957. 44494-10-2-o
[Première insertion: samedi le 9 mars 1957.]

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Magistrate's Court, No. 1464. { GÉRARD RATTÉ, general merchant, domiciled at Les Étroits, county of Temiscouata, plaintiff vs ALFRED ROBICHAUD, residing at Les Etroits, county of Temiscouata, defendant.

"A house situated on that part of lot number thirty-eight (Pt. 38), range one (1), township of Packington, in the parish of Les Etroits, county of Temiscouata. All the rights that the defendant has and may have on the lot P-38 on which the house is to be found."

To be sold at the church door of Les Étroits, county of Temiscouata, TUESDAY, the NINTH day of APRIL, 1957, at TWO o'clock in the afternoon, daylignt saving time.

P.-E. MARTIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, March 5, 1957. 44494-10-2
[First insertion: Saturday, March 9, 1957.]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour de Magistrat, N° 1385. { LAURENT MARTIN, commerçant domicilié à Bélanger Siding, comté de Témiscouata, demandeur vs BENOIT

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Magistrate's Court, No. 1385. { LAURENT MARTIN, dealer, domiciled at Bélanger Siding, county of Temiscouata, plaintiff vs BENOIT VAL-

VALCOURT, St-Benoit de Packington, comté de Témiscouata, défendeur.

"Tous les droits que le défendeur a et peut avoir sur le lot de terre connu sous le numéro 43, rang 9, canton Packington, St-Benoit de Packington, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendus à la porte de l'église de St-Benoit Abbée (Packington) comté de Témiscouata, MARDI, le NEUVIÈME jour d'AVRIL, 1957, à ONZE heures de l'avant-midi, heure avancée.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, P.-E. MARTIN.
Rivière-du-Loup, 5 mars 1957. 44493-10-2-o
[Première insertion: samedi le 9 mars 1957.]

COURT, St. Benoit de Packington, county of Temiscouata, defendant.

"All the rights that the defendant has and may have on the lot of land known under number 43, range 9, township Packington, St. Benoit de Packington, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of St. Benoit Abbée (Packington) county of Temiscouata, TUESDAY, the NINTH day of APRIL, 1957, at ELEVEN o'clock in the forenoon, daylight saving time.

P.-E. MARTIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, March 5, 1957. 44483-10-2
[First insertion: Saturday, March 9, 1957.]

MONTRÉAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 381577. { INTERPROVINCIAL BUILDING CREDITS LTD., demanderesse, vs PAUL EVRARD "fils", défendeur.

"Un emplacement composé des lots de terrain connus et désignés sous les Nos cinq cent quatre-vingt-quatre, cinq cent quatre-vingt-cinq et cinq cent quatre-vingt-six de la subdivision du lot originaire numéro cent cinquante-huit (158-584, 585 et 586) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Hubert;

Avec la bâtisse dessus érigée portant le numéro civique 175, rue Stratton, Croydon, et avec tous les droits, membres et dépendances y appartenant."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Hubert, comté de Chambly, le ONZIÈME jour d'AVRIL 1957, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif. CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 5 mars 1957. 44479-10-2

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 384352. { INTERPROVINCIAL BUILDING CREDITS LTD., demanderesse, vs CHARLEMANGE ST-LOUIS, défendeur.

"Un emplacement ayant front sur la rue Papineau, ville Jacques-Cartier, composé des lots de terrain connus et désignés, sous les numéros trois cent quatre-vingt-cinq et trois cent quatre-vingt-six de la subdivision du lot originaire numéro cent quarante-cinq (145-385 et 386) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine-de-Longueuil.

Telle que ladite propriété se trouve présentement avec tous les droits, membres et dépendances y appartenant, et avec la bâtisse dessus érigée portant le numéro civique 1959 rue Papineau cité de Jacques-Cartier."

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le ONZIÈME jour d'AVRIL 1957, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 4 mars 1957. 44480-10-2

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal to wit: No. 381577. { INTERPROVINCIAL BUILDING CREDITS LTD., plaintiff, vs PAUL EVRARD "Jr", defendant.

"An emplacement composed of the lots of land known and designated under Nos. five hundred and eighty-four, five hundred and eighty-five, and five hundred and eighty-six, of the subdivision of the original lot number one hundred and fifty-eight (158-584, 585 and 586) of the official plan and book of reference of the parish of St. Hubert;

With the building thereon erected bearing civic number 175 Stratton Street, Croydon, and with all the rights, members and appurtenances thereto belonging."

To be sold at the parochial church door of the parish of St. Hubert, county of Chambly, on the ELEVENTH day of APRIL 1957, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 5, 1957. 44479-10-2-o

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal to wit: No. 384352. { INTERPROVINCIAL BUILDING CREDITS LTD., plaintiff, vs CHARLEMAGNE ST-LOUIS, defendant.

"An emplacement fronting on Papineau Street in the ville Jacques-Cartier, and composed of the lots of land known and designated under the numbers three hundred and eighty-five and three hundred and eighty-six of the subdivision of the original lot number one hundred and forty-five (145-385 and 386) of the official plan and book of references of the parish of St. Antoine-de-Longueuil.

As the said property now subsists with all the rights, members and appurtenances thereto belonging, and with the building thereon erected bearing civic munber 1959 Papineau Street — City of Jacques-Cartier."

To be sold, at the Registry office, of the county of Chambly, at Longueuil, the ELEVENTH day of APRIL, 1957, at TWO o'clock in the afternoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 4, 1957. 44480-10-2-o

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, N° 18,942. VICTORY MEAT MARKET, de la ville de Frédéricton, N. B. demanderesse vs JOSAPHAT CÔTÉ, de Sayabec, présentement domicilié en la cité de Montréal, défendeur.

Les lots N° cinq cent trente-six-un (536-1) et cent soixante-quatre (164) situés en la paroisse de Ste-Marie de Sayabec, étant un terrain de cent quarante (140) par cent soixante (160) pieds environ, borné au nord par la Rue de la Gare, au sud par le C.N.R. à l'est par la C.N.R. et à l'ouest par la Rue de la Gare et Henri Côté, à charge par l'acquéreur d'une rent foncière de $15.00 par année payable au C.N.R. avec bâtisses dessus construites, circonstances det épendances.

Pour être vendus à la porte l'église de la paroisse de Ste-Marie de Sayabec, le DIXIÈME jour d'AVRIL 1957, à DEUX heures de l'après-midi (heure de l'Atlantique).

Le Député-shérif,
JACQUES MARTIN.

Bureau du Shérif,
Rimouski, 4 mars 1957.

44481-10-2-o

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No. 18,942. VICTORY MEAT MARKET, of the town of Frédéricton, N.B., plaintiff vs JOSAPHAT CÔTÉ, of Sayabec, presently domiciled in the city of Montreal, defendant.

Lots number five hundred and thirty-six-one (536-1) and one hundred and sixty-four (164) situated in the parish of Ste. Marie de Sayabec, being a piece of land of some one hundred and forty feet (140) by one hundred and sixty feet (160), bounded notherly by de la Gare Street, southerly by the C.N.R., easterly by the C.N.R., and westerly by de la Gare Street and Henri Côté, the purchaser being subject to a ground rent of $15.00 per year payable to the C.N.R., with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Ste. Marie de Sayabec, the TENTH day of APRIL, 1957, at TWO o'clock in the afternoon. (Atlantic Time).

JACQUES MARTIN,
Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,
Rimouski, March 4, 1957.

44481-10-2

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, N° 25548. HÉLÈNE LAJEUNESSE, fille majeure usant de ses droits, domiciliée et résidant en la cité de Saint-Jérôme, dans le district de Terrebonne, demanderesse vs HENRY SMITH, autrefois domicilié et présidant en la cité de Saint-Jérôme, et maintenant de lieux inconnus, défendeur.

AVIS DE VENTE

Les lots Nos 39 et 40 de la subdivision officielle du lot originaire N° 7 (Nos 7-39 et 7-40) des plan et livre de renvoi officiel de la ville de Saint-Jérôme, ayant front sur la rue des Pins le lot N° 7-39 et le boulevard, longeant la Rivière, le lot N° 7-40 avec maison et autres bâtisses dessus construites.

Un dépôt de $465.00 est exigé de tout offrant ou enchérisseur d'après jugement de l'Honorable Juge Claude Prévost, en date du 14 février 1957.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse Ste-Paule, de St-Jérôme, LUNDI, le QUINZIÈME jour d'AVRIL à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif.
GEO. AUCLAIR.

Bureau du Shérif,
23 février 1957.

44433-9-2-o

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 25548. HÉLÈNE LAJEUNESSE, of full age of majority making use of her rights, domiciled and residing in the city of Saint Jérôme, in the district of Terrebonne, plaintiff vs HENRY SMITH, formerly domiciled and residing in the city of Saint Jérôme and now of unknown whereabouts, defendant.

NOTICE OF SALE

Lots No. 39 and 40 of the official subdivision of original lot No. 7 (Nos. 7-39 and 7-40) of the official plan and book of reference of the town of Saint Jérôme, fronting des Pins Street, lot No. 7-39 and the Boulevard, bordering the River, and lot 7-40, with house and other buildings erected thereon.

A deposit in the amount of $465.00 is required from any bidder, in accordance with a judgement rendered by the Honourable Judge Claude Prévost, under date of February 14, 1957.

To be sold at the door of the Church of the parish of Ste Paule, St. Jérôme, MONDAY, the FIFTEENTH day of APRIL at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEO. AUCLAIR,
Sheriff.

Sheriff's Office,
February 23, 1957.

44433-9-2

Arrêté en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 314

Québec, le 27 mars 1957.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT une convention collective de

Order in Council

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 314

Quebec, March 27, 1957.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a collective labour agreement relat-

travail relative à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

—

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:
La Chambre de Construction Inc. de Montréal;

Et, D'AUTRE PART:
"The Building and Construction Trades Council of Montreal and Vicinity";
Le Conseil des Syndicats des Métiers de la Construction de Montréal;
pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 23 février 1957, en tenant compte du maintien des dispositions non contraires du décret numéro 1121 du 19 octobre 1955 et ses amendements;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans l'industrie et les métiers visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU QUE les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

ATTENDU QU'il est opportun d'établir des clauses normatives identiques pour les employeurs et les salariés des différents métiers concernés dans la juridiction territoriale déterminée dans ladite convention;

ATTENDU QU'il est également opportun de maintenir en vigueur les dispositions du décret numéro 1121 du 19 octobre 1955 et amendements, relatives à certaines catégories de salariés non visés par ladite requête;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée conformément aux dispositions des articles 4 et 6 de ladite Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements) avec, toutefois, les modifications et nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 23 février 1957;

Sont maintenues comme parties contractantes de première part:

"La Corporation des Entrepreneurs en Plomberie et Chauffage de la Province de Québec (Section de Montréal)" et
"La Corporation des Maître-Électriciens de la Province de Québec (Section de Montréal)".

Sont maintenues comme parties contractantes de deuxième part:

"The United Association of Journeymen and Apprentices of the Plumbing and Pipe Fitting Industry of the United States and Canada, Local numéro 144" et
"L'Association des Plombiers, Soudeurs et Poseurs d'Appareils de Chauffage des Syndicats Nationaux de Montréal, Inc."

ing to the construction industry and trades in the region of Montreal.

—

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have submitted to the Minister of Labour a petition to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:
The Builders Exchange Inc., of Montreal;

And, ON THE OTHER PART:
The Building and Construction Trades Council of Montreal and Vicinity;
"Le Conseil des Syndicats des Métiers de la Construction de Montréal",
for the employers and the employees of the industry and the trades concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of February 23, 1957, taking into account the insertion of some of the provisions of the decree No. 1121 of October 19, 1955 and its amendments;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the industry and trades concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said petition;

WHEREAS the provisions of the Act were duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS the objections set forth were duly considered, as required by the Act;

WHEREAS it is advisable to establish standard clauses for the employers and employees of the various trades concerned, in the territorial jurisdiction determined in the said agreement;

WHEREAS it is also advisable to maintain in force the provisions of the decree No. 1121 of October 19, 1955, and amendments, relating to some categories of employees not covered by the said petition;

IT IS ORDERED, thereforek, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said petition be accepted in pursuance of the provisions of sections 4 and 6 of the said Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments) with, however, the following amendments and new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of February 23, 1957;

The following associations of employers are maintained as contracting parties of the first part:

"The Corporation of Plumbing and Heating Contractors of the Province of Quebec (Montreal Branch)" and
"The Corporation of Master Electricians of the Province of Quebec (Montreal Branch)".

The following associations of employees are maintained as contracting parties of the second part:

"The United Association of Journeymen and Apprentices of the Plumbing and Pipe Fitting Industry of the United States and Canada, Local No. 144" and
"L'Association des Plombiers, Soudeurs et Poseurs d'Appareils de Chauffage des Syndicats Nationaux de Montréal, Inc.".

CHAPITRE PREMIER

RÈGLEMENTS GÉNÉRAUX

TITRE PREMIER

JURIDICTION

SECTION 1.— JURIDICTION TERRITORIALE

Article 1: La juridiction territoriale du décret comprend:

a) L'Ile de Montréal et un rayon de quinze (15) milles de ses limites, à l'exception des districts électoraux de Verchères, Saint-Jean, Iberville, l'Assomption et Terrebonne et des villes de Chambly et Fort Chambly.

b) La cité de Salaberry-de-Valleyfield et la municipalité d'Ormstown.

SECTION 2.— JURIDICTION PROFESSIONNELLE

Article 2. Ce décret s'applique à tous les travaux de construction, de génie et de bâtiment et à toutes réparations et démolitions, y compris l'installation d'ascenseurs et la construction de générateurs de vapeur, de bouilloires et de réservoirs.

Il régit tout travail exécuté sur les lieux de tout contrat, qu'il soit fait dans un enclos séparé pour cette fin ou non ou dans un bâtiment subissant des réparations, rénovations ou additions.

Article 3: Exemptions: Ce décret ne s'applique cependant pas:

a) au travail de production exécuté dans les boutiques, ateliers mécanisés et fabriques;

b) aux salariés permanents, tel que défini par la Loi de la Convention Collective, quand ils sont engagés à des travaux d'entretien ou de construction de toutes sortes dans les bâtiments existants ou terrains industriels exploités; et ces salariés permanents qui ont travaillé continuellement au moins six (6) mois pour leur employeur permanent quand ils sont employés au déménagement, à l'assemblage, à l'érection ou l'installation de machinerie ou d'équipement utilisé à des fins de production dans des nouvelles constructions;

c) aux travaux de construction exécutés dans les cimetières;

d) aux opérations de camionnage visées par le décret numéro 913 du 16 juin 1948 et ses amendements;

e) aux travaux de voirie exécutés pour le compte de l'un ou l'autre des départements du Gouvernement provincial, déjà assujettis en fait à la Cédule des Justes Salaires, en exécution del'arrêté ministériel numéro 800 du 24 avril 1929 et ses amendements;

f) à l'industrie minière pour ce qui est des travaux exécutés aux puits de mine;

g) à l'exploitation forestière ainsi qu'à l'opération des moulins à scies, à pulpe et à papier;

h) aux travaux d'installation et de réparation d'ameublement mobile de bureau, s'ils sont exécutés par les salariés permanents du propriétaire ou du locataire d'un immeuble;

i) aux cités et villes et aux corporations municipales, pour ce qui est des travaux de réparation et d'entretien de leurs propres immeubles, ou pour ce qui est des travaux de construction, de réfection ou d'entretien d'égouts, de pavages, de trottoirs et autres travaux du même genre exécutés sous leur contrôle immédiat; (mais cette exemption ne s'étend pas aux entrepreneurs et aux sous-entrepreneurs qui exécutent les mêmes travaux en régie ou à forfait pour le compte desdites cités, villes ou corporations municipales);

FIRST CHAPTER

GENERAL REGULATIONS

FIRST TITLE

JURISDICTION

SECTION 1.— TERRITORIAL JURISDICTION

Article 1: The territorial jurisdiction of the decree comprises:

a) The Island of Montreal and a radius of fifteen (15) miles from its limits with the exception of the electoral districts of Verchères, St. John, Iberville, L'Assomption and Terrebonne and the towns of Chambly and Fort Chambly.

b) The city of Salaberry-de-Valleyfield and the municipality of Ormstown.

SECTION 2.— PROFESSIONAL JURISDICTION

Article 2: This decree shall apply to all construction and all engineering construction and building operations, demolition and repairs, including the installation of elevators and the construction of steam generators, boilers and tanks.

It shall govern all operations on the site of any contract whether done in an enclosure set apart thereon or not, or in any edifice undergoing repairs, renovations or additions.

Article 3: Exemptions: This decree shall not, however, apply to:

a) Production work done in shops, plants and factories;

b) Permanent employees, as defined by the Collective Agreement Act, when they are engaged in maintenance or construction work of any kind in existing structures or developed plant areas; and such permanent employees who have at least six months continuous employment with their permanent employer when they are engaged in moving, assembling, erecting or installing machinery or equipment used for production purposes in new construction.

c) Building operations performed in cemeteries;

d) Trucking operations governed by decree No. 913 of 16th June, 1948, and its amendments;

e) Road operations carried out for the account of any department of the Provincial Government which are already subject to the Fair Wage Schedule under Order-in-Council No. 800, of the 24th April, 1929, as amended;

f) The mining industry as regards work done in mine shafts;

g) Logging operations and the operation of pulp, paper and saw mills;

h) Installation and repair operations carried out in connection with moveable office furniture when done by permanent employees of the owner or tenant of a building;

i) Cities, towns and municipal corporations in respect of repair or maintenance work on their own buildings, or of construction, rebuilding or maintenance work on aqueducts, sewers, pavings, sidewalks and other similar operations performed under their immediate control; (but this exemption does not extend to contractors or sub-contractors carrying out the same operations under the control of, or by contract for the said cities, towns or municipal corporations);

j) aux compagnies de chemin de fer, en ce qui concerne les travaux ordinairement exécutés par les préposés à l'entretien qui sont déjà régis par une convention collective avec lesdites compagnies.

k) aux entreprises de construction dont le coût total est de moins de $25,000.00, salaires et matériaux compris, au-delà d'un périmètre de dix (10) milles de rayon des limites de l'Ile de Montréal.

Si la ligne du périmètre traverse une municipalité, celle-ci sera considérée comme en-deçà du périmètre. Une entreprise de construction peut comprendre une ou plusieurs unités, quel que soit le nombre de contrats.

TITRE DEUXIÈME

TAUX DE SALAIRES

SECTION 3.— TAUX MINIMA DE SALAIRES

Article 4: Les taux minima de salaires suivants doivent être payés:

Métiers:	*Taux horaires*	*A compter du 1er avril 1958*
Briqueterur	$2.20	$2.30
Poseur de blocs de ciment	2.20	2.30
Calfat	1.55	1.65
Finisseur de ciment	1.80	1.90
Charpentier, menuisier et mécanicien	2.00	2.10
Chaudronnier en construction, monteur, ébardeur, brûleur, soudeur et gréeur s'y rapportant, y compris mécanicien de générateurs de vapeur	2.10	2.20
Aide aux employés ci-dessus	1.70	1.80
Poseur de liège isolateur	1.75	1.85
Chauffeur (pour force motrice)	1.65	1.75
Vitrier	1.90	2.00
Porteur d'oiseau	1.60	1.70
Préposé aux bouilloires (travail de plancher seulement)	1.65	1.75
Journalier (ouvrier non qualifié)	1.40	1.50
Poseur de lattes métalliques	2.20	2.30
Poseur de linoléum, de muroléum ou de caoutchouc, tuiles et feuilles, cireur et polisseur et poseur de tuiles de composition	1.65	1.75
Aide aux employés ci-dessus	1.45	1.55
Maçon (pierre) y compris tailleur sur le chantier	2.20	2.30
Poseur de planchers en mastic	1.75	1.85
Finisseur de planchers en mastic	1.55	1.65
Préposé aux malaxeurs de ciment, d'une verge cube et plus	1.75	1.85
Préposé aux grues, aux pelles mécaniques, aux rétros, aux bennes, aux "draglines", aux sonnettes, aux niveleuses (gradealls), aux grues montées sur camions mobiles et à tout appareil mobile ou rampant monté sur un chaland	2.10	2.20
Préposé aux tracteurs, aux béliers mécaniques, aux écorcheuses (scrapers), aux niveleuses, aux pelles "en tête"		

j) Railroad companies in respect of operations ordinarily performed by maintenance men of the system who are already covered by a collective agreement with the said companies;

k) Construction projects whose total cost is less than $25,000.00, wages and materials included, beyond ten (10) miles from the perimeter of the Island of Montreal.

Should the ten-mile radius go over a municipality, such municipality shall be considered as being within the radius. A construction concern may comprise one or more units, irrespective of the number of contracts.

SECOND TITLE

WAGE RATES

SECTION 3.— GENERAL SCHEDULE OF WAGE RATES

Article 4: The following minimum wage rates shall be payable:

Trades:	*Hourly rates*	*Starting 1st April 1958*
Bricklayer	$2.20	$2.30
Cement block layer	2.20	2.30
Caulker	1.55	1.65
Cement finisher	1.80	1.90
Carpenter, joiner and millwright	2.00	2.10
Construction boilermaker, erector, chipper, burner, welder, rigger in connection therewith, including steam generation mechanic	2.10	2.20
Helper to above	1.70	1.80
Cork insulation setter	1.75	1.85
Fireman (for motive power)	1.65	1.75
Glazier	1.90	2.00
Hod carrier	1.60	1.70
Kettleman (flooring only)	1.65	1.75
Labourer (common)	1.40	1.50
Lather (metal)	2.20	2.30
Linoleum, muroleum and rubber layer (tile and sheet), waxer and polisher and composition tile layer	1.65	1.75
Helper to above	1.45	1.55
Mason (stone) and cutter on the job	2.20	2.30
Mastic floor layer	1.75	1.85
Mastic floor finisher	1.55	1.65
Operator of concrete mixers, one cu. yd. and larger	1.75	1.85
Operator of all cranes, shovels blackhoes, clams, draglines, pile drivers, gradealls, mobile truck cranes and all mobile or crawler equipment mounted on scows	2.10	2.20
Operator of tractors, bulldozers, scrapers, graders, overhead and front-end loaders, asphalt rollers, trenching		

Métiers:	*Taux horaires A compter du 1er avril 1958*	
et en butte, aux compresseurs d'asphalte, aux machines à creuser les fossés avec mât sur le côté ou aux extrémités, de cinquante (50) chevaux ou plus	1.83	1.93
Préposé à de telles machines mais moins de cinquante (50) chevaux	1.60	1.70
Préposé à tout appareil de levage vertical à tambour multiple	1.90	2.00
Préposé à tout appareil de levage vertical d'une capacité de 2,000 livres ou plus — tambour simple	1.65	1.75
Préposé aux compresseurs portatifs de 210 pieds cubes à la minute ou à deux tels compresseurs ou plus de 110 pieds cubes à la minute	1.70	1.80
Préposé aux pompes à béton	1.75	1.85
Préposé aux pompes (avec tuyau de débit de 6" ou plus)	1.65	1.75
Mécanicien de brûleurs à l'huile, classe "A"	2.00	2.10
Mécanicien de brûleurs à l'huile, classe "B"	1.75	1.85
Peintre:		
i. décorateur, quel que soit l'outil utilisé	1.90	2.00
ii. employant un pistolet ou bien un rouleau d'une largeur supérieure à 9 pouces, ou muni d'un manche d'une longueur supérieure à 18 pouces	2.00	2.10
iii. fer structural et clochers	2.00	2.10
Poseur d'acier d'armature	1.70	1.80
Couvreur, membrane rapportée et couverture à rouleau (asphalte et gravier)	1.80	1.90
Préposé aux bouilloires	1.55	1.65
Gréeur	1.65	1.75
Poseur de métal en feuilles, couvreur	2.00	2.10
Soudeur de métal en feuilles	2.00	2.10
"Steeplejack"	2.00	2.10
Mécanicien de générateurs à vapeur et à eau chaude (surface horizontale de vingt (20) pieds)	1.80	1.90
Aide à l'employé précédent	1.55	1.65
Conducteur d'attelage double, charretier	1.40	1.50
Chauffeur de camion, transport général et remorquage	1.40	1.50

	Taux hebdomadaires	
Vérificateur du matériel et pointeur	$59.00	$63.00
Homme de cour	58.00	62.00
Gardien de nuit	53.00	57.00
Gardien de nuit — employé également comme chauffeur dans un ouvrage nécessitant un certificat de 4ème classe	64.00	68.00

SECTION 4.— DISPOSITIONS SPÉCIALES CONCERNANT LES TAUX MINIMA DE SALAIRES

Article 5: Les salariés de toute catégorie temporairement affectés par le même employeur à

Trades:	*Hourly rates Starting 1st April 1958*	
machines, sidebooms and end booms of 50 H.P. or over	1.83	1.93
Operator of above-mentioned equipment under 50 H.P.	1.60	1.70
Operator of all vertical hoisting equipment — multiple drum	1.90	2.00
Operator of all vertical hoisting equipment of 2000 lb. capacity and over, single drum	1.65	1.75
Operator of portable air compressors of 210 C.F.M. or over, or two or more 110 C.F.M.	1.70	1.80
Operator of concrete pumps	1.75	1.85
Operator of pumps (6" discharge or over)	1.65	1.75
Oil burner mechanic:		
Class "A"	2.00	2.10
Class "B"	1.75	1.85
Painter:		
i. decorator, irrespective of tools used	1.90	2.00
ii. using spray, or roller wider than 9", or with handle longer than 18"	2.00	2.10
iii. on structural steel or steeplejack work	2.00	2.10
Reinforcing steel erector	1.70	1.80
Roofer, built-up membrane and rool roofings (asphalt and gravel)	1.80	1.90
Kettleman	1.55	1.65
Rigger	1.65	1.75
Sheet metal worker, roofer	2.00	2.10
Sheet metal welder	2.00	2.10
Steeplejack	2.00	2.10
Steam and hot water generation mechanic (horizontal heating surface, twenty (20) ft.)	1.80	1.90
Helper to above	1.55	1.65
Teamdriver, carter	1.40	1.50
Trucker, (cartage and hauling) general	1.40	1.50

	Weekly rates	
Material checker and timekeeper	$59.00	$63.00
Yardman	58.00	62.00
Night Watchman	53.00	57.00
Night Watchman — employed also as fireman, work requiring fourth-class certificate	64.00	68.00

SECTION 4.— SPECIAL PROVISIONS ON WAGE RATES

Article 5: All categories of employees temporarily employed by the same employer at

une occupation autre que celle de leur métier doivent continuer de recevoir le taux de salaire de leur propre métier, peu importe le nombre d'heures consacrées, chaque jour, à telle autre occupation. Ceci ne s'applique pas aux salariés exclusivement affectés à un autre travail que celui de leur métier.

Article 6: Dans tous les métiers où un matériel autre que le produit régulier et reconnu est utilisé, comme par exemple, une brique en verre au lieu d'une brique en terre glaise ou en argile, le taux de salaire du métier approprié doit s'appliquer.

Article 7: Le métier de charpentier, menuisier et mécanicien comprend aussi les opérations suivantes: formes à béton (boutique ou chantier), posage de moustiquaires, (bois ou métal), châssis, fenêtres et cadres (bois ou métal), "weatherstrips", bardeaux, revêtements de murs, bois ou composition, divisions en acier et d'ameublement, tels que comptoirs et tablettes (fixes ou mobiles).

Article 8: Travaux de peinture et de décoration: Le travail préparatoire doit être accompli par des peintres et des décorateurs, sujet au taux minima de salaire établis pour ces métiers. Dans les édifices industriels, toutefois, un tel travail peut être accompli par des journaliers ou ouvriers non qualifiés.

Article 9: a) Les métiers de couvreur et de travailleur de métal en feuille comprennent toute opération exécutée avec du métal en feuille, jauge numéro 10 ou plus léger, et toute opération au moyen d'ardoise, tuiles, asphalte et bardeaux (autres que ceux en bois), de composition, y compris le posage d'amiante gaufrée sur les murs extérieurs et couvertures, de divisions de chambres de toilette, de tablettes en acier et de moustiquaires, châssis, fenêtres et cadres en métal. Les salariés requis de travailler temporairement dans l'atelier sont rémunérés d'après les taux réguliers du montage.

Article 9: b) Brûleurs à l'huile: Le mécanicien de brûleur à l'huile, "classe A", doit être qualifié comme électricien et capable de faire du travail en béton, ciment, briques, peinture et des travaux d'autres métiers nécessaires à l'installation de brûleurs à l'huile.

Le mécanicien de brûleurs à l'huile, "classe B", doit avoir les qualifications requises pour la "classe A" à l'exception des connaissances du métier d'électricien.

Article 10: Construction de générateurs de vapeur, de bouilloires et de réservoirs: Les opérations dans l'industrie de la construction de générateurs de vapeur, de bouilloires et de réservoirs comprennent:

a) Tout travail de montage, d'assemblage, de démolition ou de démontage de bouilloires, de montage d'acier s'y rapportant, la mise en place de l'appareillage sur des bases ou supports, le posage et le roulage des tubes, le posage de toute partie sous pression ou non (à l'exception du déchargement, du levage ou de la mise en place de bouilloires portatives, de réservoirs à vapeur et de sections assemblées de bouilloires tubulaires, lesquels doivent être exécutés par le travailleur en fer structural).

b) Tout travail se rapportant aux raccords en "Y", aux réservoirs de fumée, aux cheminées, aux colonnes d'air, aux flotteurs ("pontoons"), aux chauffe-eau et aux réchauds, aux fumivores, aux réservoirs de toutes sortes et aux travaux en fer laminé.

c) Le montage et la construction de purgeoirs, de génératrices à gaz, de cuves de brasseries, de colonnes d'alimentation, d'embranchements et gazomètres.

other than their trade work, shall continue to be paid the wage rate of their own trade, irrespective of the number of hours devoted per day to such other work. This does not apply to employees engaged exclusively at work other than their trade.

Article 6: In all trades where any other material is erected in place of the regular and recognized commodity, for example, a glass brick for a brick of clay or shale, the appropriate trade wage rate per hour shall apply.

Article 7: The trade of carpenter, joiner and millwright shall also include the following operations: concrete forms (yard or job), the erection of screens (wood or metal), sashes, windows and frames (wood or metal), weatherstrips and shingles, siding, wood or composition, steel partitions and equipment, such as counters and shelving, moveable or immoveable.

Article 8: Painting and decorating: Preparatory work shall be done by painters and decorators and shall be subject to the minimum wage rates in such trades. In industrial buildings, however, such work may be done by common labourers.

Article 9: a) The roofiing and sheet metal trades shall include all operations in sheet metal of ten gauge or lighter, and all operations in slate, tile, asphalt, shingle (excepting wood shingle), composition, and corrugated asbestos roofiing and siding, steel toilet partitions, shelving and screens, metal windows and frames. Employees required to work temporarily in the shop be paid the regular erection rates.

Section 9: b) Oil burners: Oil burner mechanic, class A, shall be qualified as an electrician and be competent in concrete, cement, brick and paint work and all other trade work incidental to the installation of oil burner equipment.

Oil burner mechanic, class B, shall possess all the qualifications required for class A except knowledge of electrical work.

Article 10: Steam generator, boiler and tank fabricating: Operations in the steam generator, boiler and tank fabricating industry shall include all work in connection with:

a) The erection, assembling, demolition or dismantling of boilers, the erection of steel in connection therewith, the placing of equipment on foundations or supports, the fitting and rolling of tubes and the fitting of all pressure or non pressure parts (with the exception of the unloading, hoisting or lowering and placing of complete portable boilers, steam drums and assembled sections of water tube boilers to their approximate position, which is recognized as structural steel workers work);

b) Breechings, smoke boxes, stacks, uptakes, pontoons, air and water heaters, smoke consumers, tanks of all descriptions and other plate work;

c) The erection and construction of purifying boxes, gas generators, brewery vats, stand-pipes, penstocks and gasometers;

d) Le déchargement, le levage et la mise en place de l'appareillage ou des pièces se rapportant aux dispositifs ci-haut décrits.

e) Tout travail de brûlage, d'ébardage, de matage, de rivetage, de soudure et de gréage se rapportant aux opérations ci-haut décrites.

Article 11: Le travail des "steeplejacks" ayant une carte de classification, comprend aussi l'installation des paratonnerres, le jointoyage de la pierre ou de la brique, le peinturage des clochers, des mâts, des réservoirs et des ponts, dans le cas d'ouvrage accompli à une hauteur supérieure à soixante-quinze (75) pieds du sol. Un "steeplejack" doit avoir une connaissance suffisante dans au moins deux (2) métiers.

Il est aussi permis aux salariés possédant un certificat de qualification dans leur propre métier d'accomplir ce travail, et ils ont le droit de recevoir le salaire déterminé pour leur propre métier ou celui prévu pour les "steeplejacks", le plus élevé des deux devant être accordé. Les Lois relatives aux électriciens et aux installations électriques et aux paratonnerres (Statuts refondus de Québec 1941, chapitres 172 et 174 et amendements) doivent cependant être observées.

Article 12: Est compris dans le bétonnage tout travail de plancher en béton poli à la meule ainsi que la finition de planchers en mastic d'asphalte froid. Tout travail à la machine pour ces deux sortes de planchers, y compris le pilage, ne doit être fait que par des finisseurs de ciment qualifiés.

Article 13: Paiement du salaire; a) Le salaire doit être payé chaque semaine, en espèces ou par chèque. Les employeurs dont la principale affaire est mercantile ou commerciale, et qui ont une pratique uniforme et établie de paiements semi-mensuels pour tous leurs salariés, sont exemptés des paiements hebdomadaires.

b) Tout contrat intervenu entre un employeur et un ou plusieurs salariés, sur une base de travail à la pièce ou à forfait ou pour un prix fixe est de nul effet et est défendu.

c) L'avis définitif de fin d'emploi pour quelque cause que ce soit ne sera pas nécessaire pour les salariés payés à l'heure. L'article 1,668 du Code civil de la Province de Québec s'applique aux salariés payés à la semaine ou au mois.

TITRE TROISIÈME

HEURES DE TRAVAIL

SECTION 5.— HEURES RÉGULIÈRES DE TRAVAIL

Article 14: Les heures de travail maxima pour tous les salariés, sauf ceux mentionnés ci-après à la section 6, ne doivent pas dépasser huit (8) heures, réparties entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, le tout devant constituer une durée hebdomadaire de quarante (40) heures.

SECTION 6.— EXCEPTIONS

Article 15: Les heures de travail maxima, s'étendant du lundi au samedi inclusivement, mais sans heures fixes de commencement ou de cessation, ni limite journalière d'heures de travail sont:

a) quarante-huit (48) heures par semaine pour tout poseur, cireur et polisseur de tuiles et de feuilles de linoléum, de muroléum et de caoutchouc, et pour tout poseur de tuiles de compositions;

b) cinquante (50) heures par semaine pour tout préposé à des machines et ses compagnons de travail et ouvriers non qualifiés affectés à tout

d) The unloading, hoisting or lowering and placing of equipment or parts in connection therewith;

e) The burning, chipping, caulking, riveting, welding and rigging in connection with the above work.

Article 11: The operations of steeplejacks having a card of classification shall also include the erection of lithning rods, stone and brick-joint pointing, painting of steeples, flag poles, tanks and bridges for repair and maintenance work done above seventy-five (75) feet from the ground. A steeplejack must have adequate knowledge of the work in at least two (2) trades.

Employees with a card of competency in their own trade may also do the above work with the right to receive the higher of their own rate or the rate for steeplejacks. The Acts respecting electricians and electrical installations and lightning rods (R.S.Q. 1941, chap. 172 and 174, and amendments) shall, however, be observed.

Article 12: The scope of cement work shall include ground concrete floor toppings and cove base work, and the finishing of cold mastic floors. All machine work for these two types of floor toppings, including grinding, shall be performed only by qualified cement finishers.

Article 13: Payment of wages: a) Wages shall be paid weekly, by cash or cheque. Employers whose principal business is mercantile or commercial, with an established uniform practice of semi-monthly payments for all employees, shall be exempt from weekly payments;

b) All contracts entered into by an employer and one or more employees on a piece-work or labour contract basis or for a fixed price are invalid and are forbidden.

c) Notice of final termination of employment for any cause whatsoever shall not be necessary for employees paid on an hourly basis. Article 1668 of the Quebec Civil Code shall apply to employees paid on a weekly or monthly basis.

THIRD TITLE

HOURS OF WORK

SECTION 5.— REGULAR HOURS OF WORK

Article 14: The maximum hours of work for all employees, except those mentioned below under Section six, shall be eight (8) hours per day, between 8 a.m. and 5 p.m. on Mondays, Tuesdays, Wednesdays, Thursdays and Fridays, constituting forty (40) hours per week.

SECTION 6.— EXCEPTIONS

Article 15: The maximum hours of work, extending from Monday to Saturday included but without any specified starting or finishing hours or any limit on the number of hours per day, shall be:

a) forty-eight (48) hours per week for all linoleum, muroleum and rubber layers (tile and sheet), waxers and polishers and composition tile layers;

b) fifty (50) hours per week for all machine operators, associated crews and unskilled employees on all general excavation (rock and

travail général d'excavation (roche ou terre), de sonnettes (béton armé, acier et bois), d'égouts ouverts et de conduites principales d'eau et à l'ouvrage comprenant l'amoncelage, le couvrage et l'étayage de toute excavation;

c) soixante (60) heures par semaine pour tout salarié travaillant à la construction de routes (qui comprend les terrains de stationnement et les entrées pavées (driveways) mais ne comprend pas la construction, l'entretien et la réparation de ponts de plus de douze (12) pieds de long et de viaducs).

Article 16: Les heures de travail maxima, s'étendant du lundi au samedi inclusivement, mais sans heures fixes de commencement ni de cessation, sont:

a) douze (12) heures par jour et soixante (60) heures par semaine pour les préposés aux bouilloires de mastic d'asphalte chaud;

b) neuf (9) heures par jour et cinquante (50) heures par semaine pour tous autres préposés au mastic d'asphalte chaud;

c) huit (8) heures par jour et quarante-huit (48) heures par semaine pour le travail exécuté dans les tunnels;

d) huit (8) heures par jour et quarante (40) heures par semaine pour les préposés à l'entretien qui ne sont pas des employés permanents.

Article 17: Les heures de travail maxima, à compter du lundi au vendredi inclusivement, mais sans heures fixes de commencement ou de cessation sont:

a) neuf (9) heures par jour et quarante-cinq (45) heures par semaine pour tout ouvrier non qualifié et porteur d'oiseau;

b) huit (8) heures par jour et quarante (40) heures par semaine pour tout finisseur de ciment. La journée régulière de travail commencée le vendredi peut se terminer à temps simple le samedi. L'on paiera à temps simple aussi, le temps passé à l'attendre, du moment que ce salarié est requis de se rendre au travail jusqu'au moment de se mettre à l'ouvrage;

c) quarante (40) heures par semaine, aucune limite à la durée journalière de travail sinon qu'elle doit se terminer à 5.00 p.m. le vendredi pour tout couvreur et couvreur à l'aide de membrane rapportée, autre que les ajusteurs de métal en feuille.

Article 18: Les vérificateurs de matériel, les pointeurs, hommes de cour et gardiens de nuit ne sont pas sujets à une limite dans la durée de leur travail. Les gardiens de nuit ont droit à une période de repos de neuf (9) heures suivant chaque période de quinze (15) heures de garde.

SECTION 7.— PRIMES

Article 19: Lorsqu'on a recours à des équipes supplémentaires de salariés, il n'y a pas d'heures fixes pour le commencement ou la cessation du travail d'aucune équipe. Ces équipes supplémentaires de salariés doivent recevoir un supplément de cinq (5) cents l'heure en plus des taux réguliers.

Article 20: Lorsque, pour une raison suffisante, un travail urgent d'altération ou de réparation à un édifice ne peut être exécuté en deçà des limites horaires régulières, il n'y aura pas d'heure fixe de commencement ou de cessation de travail pour tout travail de ce genre. Tous les salariés affectés à un tel travail doivent recevoir un supplément de $0.05 sur les taux réguliers.

Cependant, lorsqu'un permis est émis en exécution de la Loi relative à la limitation des heures de travail, pour cinq (5) nuits consécutives ou plus, les dimanches exceptés, la durée du travail peut être de neuf (9) heures par équipe,

earth), pile driving (concrete, steel and wood), open-cut sewers and watermain construction and work involving piling, sheeting and shoring of any excavation:

c) Sixty (60) hours per week for all employees engaged in road construction (which shall include parking lots and driveways, but exclude the construction, maintenance and repair of bridges more than twelve (12) feet long and viaducts).

Article 16: The maximum hours of work, extending from Monday to Saturday included, but without any specified starting or finishing hours, shall be:

a) twelve (12) hours per day and sixty (60) hours per week for hot mastic asphalt kettlemen;

b) nine (9) hours per day and fifty (50) hours per week for all other hot mastic asphalt employees;

c) eight (8) hours per day and forty-eight (48) hours per week for tunnel work;

d) eight (8) hours per day and forty (40) hours per week for maintenance men who are not permanent employees.

Article 17: The maximum hours of work, extending from Monday to Friday included, but without any specified starting or finishing hours, shall be:

a) nine (9) hours per day and forty-five (45) hours per week for common labourers and hod carriers;

b) eight (8) hours per day and forty (40) hours per week for cement finishers. The regular work day started on Friday may be completed at single time on Saturday. Single time shall also be paid for waiting from the time they report as ordered for work to the time of starting work.

c) forty (40) hours per week, with no limit for daily hours other than ending at 5 p.m. on Friday, for roofers and built-up membrane roofers other than sheet metal erectors;

Article 18: Material checkers, timekeepers, yardmen and night watchmen shall not be subject to any limitation as to hours of work. Night watchmen are entitled to a rest period of nine (9) hours following each period of fifteen (15) hours of watching.

SECTION 7.— PREMIUMS

Article 19: When extra shifts of employees are engaged, there shall be no specified starting and finishing hours for any shift. Such extra shifts of employees shall be paid the regular wage rates plus a premium of five cents (5c) per hour.

Article 20: When, for sufficient reason, urgent alterations or repairs on existing buildings cannot be executed within the regular hours of work, there shall be no specified starting and finishing hours for all such work. All employees working on such operations shall be paid the regular wage rates plus a premium of five cents (5c) per hour.

However, where a permit is issued under the Act Respecting the Limiting of Working Hours for five (5) consecutive nights or more, excluding Sundays, nine (9) hours per shift may be worked, the whole not to exceed forty-five (45)

le tout ne devant pas excéder quarante-cinq (45) heures par semaine, entre 5.00 p.m., le lundi et 8.00 a m. le samedi, au taux de salaire régulier.

Article 21: Un supplément de $0.10 l'heure en sus des taux réguliers doit être versé aux salariés faisant partie d'une équipe irrégulière de jour, excepté les finisseurs de ciment et les finisseurs en mastic d'asphalte chaud travaillant en périodes intermittentes durant le jour lorsque la moitié ou la majeure partie de la durée de travail tombe en dehors des heures régulières du travail de jour.

SECTION 8.— DISPOSITIONS SPÉCIALES

Article 22: Nonobstant toutes les dispositions ci-incluses, la durée du travail demeure soumise à la Loi de la limitation des heures de travail (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 165) et aux arrêtés ministériels pris en exécution de cette Loi.

Article 23: Aucun employeur n'a le droit de punir ou de menacer de punir, tel que par congédiement ou suspension, directement ou indirectement, un ouvrier qui s'absente du chantier un jour de fête religieuse de sa foi.

Article 24: Tout salarié se rapportant au travail, qui n'a pas été avisé à l'avance que ses services ne seraient pas requis ou dont la durée du travail est moindre que la durée journalière de travail, a droit à une rémunération équivalant à au moins trois (3) heures de travail par jour, à moins qu'il ait refusé d'exécuter le travail requis dans son propre métier, ou à moins que les travaux soient suspendus à cause de la température.

Article 25: Les heures de travail mentionnées ci-dessus sont basées sur l'heure solaire ou l'heure avancée, suivant l'heure en vigueur dans la localité où les travaux sont exécutés.

SECTION 9.— TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRE

Article 26: Tout travail exécuté par les salariés en plus des heures régulières ou en dehors des limites horaires ci-haut déterminées est considéré comme un travail suupplémentaire.

Article 27: Salaire et demi: Le travail supplémentaire doit être payé au taux de salaire et demi.

Article 28: Salaire double: Tous les salariés qui travaillent entre 10.00 p.m. et 8.00 a.m. quel que jour que ce soit, doivent être payés au taux de salaire double, sauf:

a) Ceux travaillant sur la deuxième ou troisième équipe;

b) Ceux mentionnés aux articles 15, 16 ou 17.

Article 29: Tous les salariés qui travaillent entre midi et minuit le samedi sont payés au taux de salaire double, sauf ceux mentionnés aux articles 15 et 16.

Article 30: Jours de fête: Tout salarié qui travaille entre 8.00 a.m. et minuit le Premier jour de l'An, le Vendredi-Saint, la Saint-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération (1er juillet), la fête du Travail, le jour d'Actions-de-Grâces, Noël et le dimanche, doit être rémunéré au taux de salaire double.

Article 31: Les taux de salaire et demi ou salaire double sont calculés par rapport au taux de salaire minimum ici fixé, ou au taux de salaire effectivement payé, lorsque ce dernier est plus élevé.

TITRE QUATRIÈME

APPRENTISSAGE

SECTION 10.— SERVICE ET ENTRAINEMENT

Article 32: Un apprenti doit rendre de bons et loyaux services à son employeur durant sa période

hours per week, between 5 p.m. Monday and 8 a.m. Saturday at single time.

Article 21: A premium of ten cents (10c) per hour above the regular rates shall be paid to all workmen, excepting cement finishers and hot mastic asphalt finishers, operating on any broken day shift when half or the major portion of the period of employment falls outside the regular daily hours of work.

SECTION 8.— SPECIAL PROVISIONS

Article 22: Notwithstanding anything herein, the duration of work remains subject to the Act Respecting the Limiting of Working Hours (R.S.Q. 1941, Chap. 165) and Orders-in-Council enacted thereunder.

Article 23: No employer may punish or threaten to punish, by discharge or suspension, directly or indirectly, any employee because he is absent from work on a religious holiday of his faith.

Article 24: Any employee reporting for work, who has not been notified in advance that his services whould not be required, or whose duration of work is less than the regular work day, is entitled to be paid for at least three hours per day, unless he has refused to do the work required of him in his own trade, or unless work is suspended on account of weather conditions.

Article 25: The hours hereinabove specified shall mean Standard Time or Daylight Saving Time, depending upon which time is in force in the locality where the work is executed.

SECTION 9.— OVERTIME WORK

Article 26: Work performed by employees in excess of the regular hours or outside the limit of hours determined above shall be considered as overtime work.

Article 27: Time and One Half: Overtime work shall be paid at the rate of time and one half.

Article 28: Double Time: All employees who work between 10 p.m. and 8 a.m. on any day shall be paid at the rate of double time, except:

a) those working on second and third shifts;

b) those mentioned in Articles 15, 16 or 17.

Article 29: All employees who work between 12 noon and midnight Saturday shall be paid at the rate of double time, except those mentioned in Articles 15 and 16.

Article 30: Holidays: All employees who work between 8 a.m. and 12 midnight on New Year's Day, Good Friday, St. Jean Baptiste Day, Confederation Day, (July 1) Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day and Sundays, shall be paid at the rate of double time.

Article 31: The rates of time and one half or double time shall be calculated on the basis of the minimum wage rate established herein, or the wage rate actually paid, whichever the higher.

FOURTH TITLE

APPRENTICESHIP

SECTION 10.— SERVICE AND INSTRUCTION

Article 32: An apprentice shall render good and loyal service to his employer during his period

de d'apprentissage, prenant soin des outils et du matériel fournis par son employeur.

L'employeur professionnel doit faire de son mieux pour entraîner ses apprentis dans le métier de leur choix.

Les apprentis qui fréquentent une école technique ou de métier doivent recevoir des crédits proportionnés à la durée de leurs études et aux résultats de leurs examens.

Aucun apprenti ne doit travailler à l'exécution de travaux à contrat à moins qu'il ne soit sous la direction d'un ouvrier qualifié de son métier.

Article 33: Examens: Tout apprenti doit se soumettre chaque année à un examen devant le Bureau des Examinateurs approprié situé à 5205, rue Parthenais, Montréal, et après chaque examen il reçoit un nouveau carnet d'apprentissage dans lequel son degré de perfectionnement annuel est indiqué et contrôlé. Si un apprenti s'abstient de se soumettre à chaque examen de ce genre, son carnet d'apprentissage sera annulé.

Article 34: Age: Aucun apprenti ne doit commencer son apprentissage avant d'avoir seize (16) ans ou après avoir dépassé vingt-trois (23) ans, sauf pour les poseurs d'acier d'armature, qui ne doivent pas commencer avant d'avoir seize (16) ans ou après avoir dépassé vingt-cinq (25) ans.

Article 35: Enregistrement: Tous les noms des apprentis doivent être inscrits dans un registre spécial tenu par le Comité Conjoint des Métiers de la Construction à Montréal.

Article 36: Proportions: Un employeur professionnel peut employer un apprenti par cinq (5) ouviers qualifiés, sauf dans les métiers suivants:

a) briqueteur et poseur de lattes métalliques, où la proportion peut être de deux à cinq respectivement;

b) poseur de métal en feuille et couvreur, où la proportion peut être de un à trois respectivement. Tout travail urgent ou spécial peut, cependant, pour des raisons jugées suffisantes, être exécuté sur une base d'un (1) apprenti pour chaque équipe de trois ouvriers qualifiés ou fraction de telle équipe;

c) poseur de tuiles et de feuilles de linoléum et de muroléum et poseur de tuiles de composition, où il peut y avoir un aide ou apprenti pour chaque ouvrier qualifié sur chaque site de travail, l'un ou l'autre devant toujours aider l'ouvrier qualifié.

Les proportions ci-dessus déterminées sont calculées sur chaque site de travail.

SECTION 11.— CONDITIONS DE TRAVAIL

Article 37: Heures de travail: Les apprentis ont les mêmes heures de travail que les ouvriers qualifiés.

Article 38: Durée de l'apprentissage: La durée complète de l'apprentissage est comme suit:

Métiers:	*Années*
Briqueteur	4
Charpentier, menuisier, mécanicien	4
Maçon	4
Ferblantier, poseur d'ardoise, asphalte et bardeaux	4
Peintre, peintre au pistolet, vitrier, décorateur	4
Couvreur — asphalte et gravier, finitions à membrane rapportée et à couverture à rouleaux	2
Couvreur, métal en feuille, amiante gaufrée, ardoise, et tous autres genres, sauf les types compris dans la classification précédente	4

of apprenticeship, taking care of the tools and material furnished by his employer.

The professional employer shall do his utmost to instruct his apprentices in the trades in which they are working.

Apprentices who attend a technical or trade school shall receive credits proportionate to the length of their studies and results of their examinations.

No apprentices may do contract work except under the supervision of a qualified worker in his particular trade.

Article 33: Examinations: Every apprentice shall submit annually to a progress examination before the appropriate examining board located at 5205 Parthenais street, Montreal, and after each examination shall receive a new apprenticeship book establishing his annual progress. An apprentice who fails to present himself for each such examination shall have his apprenticeship book cancelled.

Article 34: No apprentice shall begin his apprenticeship before 16 years or after 23 years of age, except for reinforcing steel erectors, when he shall not begin before 16 years nor after 25 years of age.

Article 35: Registry: The names of all apprentices shall be inscribed in a special register kept by the Building Trades Joint Committee in Montreal.

Article 36: Ratios: A professional employer may employ one apprentice to each five qualified workers except in the following trades:

a) bricklaying and metal lathing where the ratio may be two to five respectively;

b) sheet metal and roofing where the ratio may be one to three respectively. Any urgent or special work may however, for sufficient reason, be performed on the basis of one apprentice for each shift of thre qualified workers or fraction thereof.

c) linoleum and muroleum rubber tile and sheet laying and polishing, and composition tile laying, where the ratio may be one helper or apprentice to each mechanic on each job, either of whom must always assist the mechanic.

The above ratios shall be calculated on each job site.

SECTION 11.— WORKING CONDITIONS

Article 37: Hours of Work: Apprentices shall have the same hours of work as qualified workers.

Article 38: Period of Apprenticeship: The full period of apprenticeship shall be as follows:

Trades:	*Years*
Bricklayer	4
Carpenter, joiner, millwright	4
Mason	4
Sheet metal worker, slate, asphalt and shingle setter	4
Painter, sprayman, glazier, decorator	4
Roofer — asphalt and gravel, built-pul membrane and roll fin shings	2
Roofer — sheet metal corrugated asbestos slate, tile, and al other types, except the above	4

Poseur de tuiles et feuilles en linoléum, muroléum et caoutchouc, cireur et polisseur, et poseur de tuile de composition	2
Mécanicien de générateur de vapeur	4
Chaudronnier en construction	4
Finisseur de ciment	3
Poseur d'acier d'armature	1
Poseur de brûleur à l'huile	2

Une année d'apprentissage consiste en 2,000 heures de travail réel.

Article 39: Taux de salaires: Les taux de salaires à payer aux apprentis sont les pourcentages suivants calculés au cent près des salaires minima payables aux ouvriers qualifiés dans leurs métiers respectifs:

a) Pour les métiers de quatre (4) années d'apprentissage (excepté *b*) ci-dessous):

1ère année	50%
2ème année	60%
3ème année	70%
4ème année	85%

b) Mécanicien de générateurs de vapeur et chaudronnier en construction:

1ère année	60%
2ème année	70%
3ème année	80%
4ème année	90%

c) Pour les métiers de trois (3) années d'apprentissage:

1ère année	50%
2ème année	70%
3ème année	85%

d) Pour les métiers de deux (2) années d'apprentissage:

1ère année	75%
2ème année	80%

e) Apprenti poseur d'acier d'armature:

1er semestre	80%
2ème semestre	90%

f) Apprenti mécanicien de brûleurs à l'huile:

1ère année	55%
Mécanicien junior, 2ème année	67½%

Article 40: Renvoi: Un employeur peut congédier ou renvoyer un apprenti pour les raisons habituelles, ou lorsque son travail est insatisfaisant ou négligé, ou s'il ne respecte pas les coutumes générales du métier.

Article 41: Aucun contrat individuel d'apprentissage n'est valide à moins d'être conforme aux dispositions mentionnées dans le décret.

Article 42: Aucune des dispositions régissant l'apprentissage ne s'applique aux métiers dont l'apprentissage et la qualification sont règlementés par une loi de cette province.

TITRE CINQUIÈME

CONGÉS

SECTION 12. — DÉFINITIONS

Article 43: Dans le présent titre, les termes ci-après mentionnés ont les sens suivants:

a) *Timbres:* Les marques imprimées ou vignettes émises par la Commission du Salaire minimum pour représenter les prestations de congé dues par un employeur;

b) *Période de prestations:* La période s'étendant du 1er mai d'une année au 30 avril de l'année suivante;

c) *Livret de congés:* Le livret émis par ladite commission aux fins d'y apposer lesdits timbres durant ladite période de prestations.

Linoleum, muroleum and rubber layer (tile and sheet), waxer and polisher, and composition tile layer	2
Steam generator mechanic	4
Construction boilermaker	4
Cement finisher	3
Reinforcing steel erector	1
Oil burner mechanic	2

One year of apprenticeship shall consist of 2,000 hours of actual work.

Article 39: Wage Rates: Wages payable to apprentices shall be calculated to the nearest cent as per the following percentages of the minimum wage rates payable to qualified workers in the respective trades:

a) For trades requiring four (4) years of apprenticeship (except for *b*) hereunder):

1st year	50%
2nd year	60%
3rd year	70%
4th year	85%

b) Steam generating mechanics and construction boilermakers:

1st year	60%
2nd year	70%
3rd year	80%
4th year	90%

c) For trades requiring three (3) years of apprenticeship:

1st year	50%
2nd year	70%
3rd year	85%

d) For trades requiring two (2) years of apprenticeship:

1st year	75%
2nd year	80%

e) Apprentices in the trade of reinforcing steel erectors:

1st six months	80%
2nd six months	90%

f) Apprentices in the trade of oil burner mechanics:

1st year	55%
Junior mechanic, 2nd year	67½

Article 40: Discharge: An employer may lay off or discharge an apprentice for the customary reasons, or whenever his work is unsatisfactory or careless, or if he does not abide by the general customs of the trade.

Article 41: No individual apprenticeship contract shall be valid unless it conforms to the provisions herein.

Article 42: No provisions governing apprenticeship shall apply to the trades whose apprenticeship and competency are subject to an Act of this Province.

FIFTH TITLE

VACATIONS

SECTION 12.— DEFINITIONS

Article 43: In this title, these terms shall have the following meanings:

a) *Stamps* — The printed marks or stamps issued by the Minimum Wage Commission representing the vacation-with-pay credits payable by an employer;

b) *Credit Period* — The period extending from the 1st of May of one year to the 30th of April of the next year;

c) *Stamp Book* — The book issued by the said Commission for the purpose of affixing the said stamps in it during the said credit period.

SECTION 13.— LIVRET DE CONGÉ

Article 44: Tout employeur doit obtenir de ladite commission un livret de congés pour chacun de ses salariés au commencement d'une période de prestations.

Les salariés embauchés durant une période de prestations doivent aussitôt remettre à leur employeur leurs livrets de congé ou, s'ils n'en ont pas, leur employeur doit en obtenir un pour eux.

L'employeur qui fournit à son salarié un livret de congé peut en déduire le coût du salaire de ce dernier.

Article 45: Propriété et garde des livrets de congé: Le livret de congé bien qu'il puisse être en la possession de l'employeur, appartient au salarié et la créance qu'il constate est incessible.

Article 46: L'employeur doit conserver le livret de congé de chaque salarié jusqu'à la fin de la période de prestations ou du contrat de travail entre ce salarié et son employeur.

L'employeur doit remettre sans délai son livret de congé à chacun de ses salariés à la fin d'une période de prestations ou lors de la fin de la période de travail desdits salariés chez leur employeur.

Article 47; Tout employeur doit apposer à l'échéance de chaque paie de son salarié, dans le livret de congé de ce dernier, des timbres pour une valeur égale à deux pour cent (2%) du montnat brut de chaque paie.

SECTION 14.— DROIT DU SALARIÉ

Article 48: Tout salarié ayant été au service continu d'un employeur durant une période de prestations adroit à la fin de telle période à:

a) un congé d'une durée minimum de sept (7) jours consécutifs dans les quatre (4) mois qui suivent la date de la fin de la période de prestations, etc;

b) une somme d'argent à réclamer par le salarié et remboursable par ladite commission, ladite somme représentant la valeur des timbres apposés pour la période de prestations dans son livret de congé.

Article 49: Tout salarié n'ayant pas ét au service continu d'un employeur durant une période de prestations adroit à la fin de telle période à une rémunération recouvrable comme ci-dessus représentant la valeur des timbres apposés pour telle période dans son livret de congé.

Article 50: Exemption; Les salariés qui bénificient d'un plan de vacances établi par leur employeur prévoyant des conditions tout aussi avantageuses que celles dont fait mention le présent titre et qui sont employés surtout dans des établissements manufacturiers et partiellement à la construction de bâtiments ou à la construction mécanique, ou comme employés permanents préposés à l'entretien, ne sont assujettis aux dispositions du présent titre.

Article 51: Recouvrment; Lorsqu'un employeur ne se conforme pas à l'une ou à l'autre des obligations sous le présent titre, le salarié a droit à un remboursement en espèces pour toute rémunération pour congé, lequel remboursement est susceptible de recouvrment par le Comité Conjoint chargé de la mise à exécution du présent décret, comme dans le cas de salaires inférieurs aux taux minima.

Cependant, aucun employeur ne peut remplacer les timbres par un paiement direct en espèces au salarié.

Article 52: Toute stipulation ayant l'effet d'accorder à un salarié des conditions moins avanta-

SECTION 13.— STAMP BOOKS

Article 44: Every employer shall obtain from the said Commission a stamp book for each of his employees at the beginning of a credit period.

Employees hired during a credit period shall hand over their stamp books promptly to the employer, or, if they do not have such a stamp book, the employer shall obtain one for them.

The employer who provides his employee with a stamp book may deduct its cost from the employees wages.

Article 45: Ownership and Custody of Stamp Books: The stamp book, even when in the employer's custody, shall belong to the employee, and the credit shown therein shall not be transferable.

Article 46: The employer shall keep each employee's stamp book until the end of the credit period or until such employee's se vices with the employer are terminated.

The employer shall promptly return the stamp book to each one of his employees at the end of a credit period or on the termination of services of such employees for the employer.

Article 47: Every employer, at the end of each regular pay period, shall affix stamps in his employee's stamp book in an amount equivalent to wto per cent (2%) of the gross amount of such pay.

SECTION 14.— RIGHTS OF EMPLOYEES

Article 48: Every employee, whose work has been continuous with one employer throughout a credit period, is entitled at the end of such period to:

a) a vacation having a minimum duration of seven (7) consecutive days, to be given within four (4) months from the expiry of the credit period, and

b) a sum of money to be claimed by the said employee and redeemable by the said Commission, equivalent to the face value of the stamps affixed in his stamp book for the credit period.

Article 49: Every employee, whose work has not been continuous with one employer throughout a credit period, is entitled at the end of such period to a sum of money redeemable as aforesaid equivalent to the face value of the stamps affixed in his stamp book for the credit period.

Article 50: Exemption: Employees who participate in a vacation-with-pay plan established by their employer, with conditions not less favourable to such employees than those provided under this title, and who are principally employed in manufacturing establishments and partly in building or engineering construction, or as permanent maintenance employees, shall be exempt from the provisions under this title.

Article 51: Recovery: If an employer does not observe his obligations hereunder, the employee shall be entitled to remuneration in money for any vacation credit due, which shall be recoverable by the Joint Committee administering the present decree as in the case of under payment of wages.

No employer, however, may acquit himself by any money payment directly to the employee in lieu of stamps.

Article 52: Any stipulation purporting to grant an employee conditions less advantageous

geuses que celles prévues par le présent titre est nulle et non avenue.

TITRE SIXIÈME

ADMINISTRATION ET DURÉE

Article 53: Lors de la ratification de la présente convention, le Comité paritaire existant, formé pour surveiller l'application du décret antérieur dans la juridiction territoriale déterminée par la présente convention, demeure en fonction et surveille la mise à exécution du présent décret jusqu'à ce qu'un nouveau comité soit formé. Ce nouveau comité succède à l'ancien et est investi de tous les actifs dudit comité; il assume également toutes les dettes de l'ancien comité, en vertu dudit décret antérieur.

Article 54: Ce décret abroge le décret numéro 1121 du 19 octobre 1955 et tous ses amendements, sauf ses sections "A", "B", "C", "D", "E", "F" et "G", lesquelles demeurent en vigueur jusqu'à ce qu'elles soient remplacées dans le présent décret.

Article 55; Durée du décret; Le présent décret est valable à compter de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 31 mars 1959.

L'une ou l'autre des parties désirant modifier une quelconque des dispositions du décret doit en avertir l'autre partie par lettre recommandée au moins cinq (5) mois avant la date de son expiration. A défaut de ce faire, ledit décret sera automatiquement renouvelé pour une période supplémentaire d'un an.

S'il n'y a pas accord sur les modifications dans les soixante (60) jours dudit avertissement, l'une ou l'autre des parties aux présentes peut avoir recours à la conciliation sous l'autorité du Ministre du Travail.

Article 56: Nonobstant l'article précédent, les parties contractantes aux conventions collectives de travail ayant donné naissance aux dispositions particulières et complémentaires déterminées dans les sections annexées au Chapitre Deuxième du présent décret, conservant leur privilège de soumettre à l'expiration de leur convention initiale, une requête en amendement aux dispositions des dites sections ou une nouvelle convention si elles le jugent à propos.

Article 57: A moins d'incompatibilité, les dispositions du présent Chapitre Premier s'appliquent à toutes les sections qui sont ou seront annexées au Chapitre Deuxième du présent décret.

CHAPITRE DEUXIÈME

DISPOSITIONS SPÉCIALES ET COMPLÉMENTAIRES RELATIVES A CERTAINS MÉTIERS

SECTION "H"

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES CONCERNANT L'INDUSTRIE DES ACSENSEURS

I. *Industrie des ascenseurs:* Les dispositions spésuivantes s'appliquent à cette industrie.

II. *Classification du travail: a)* Le montage et l'assemblage de machineries et d'accessoires, d'ascenseurs électriques, hydrauliques, à vapeur et à courroir, de dressoirs électriques, d'ascenseurs de résidence (chaise mobile), d'ascenseurs à l'air comprimé ou mus à la main, d'escalateurs, d'escaliers mobiles de toutes sortes, tout les monte-charge mécaniques de garages de stationnement, escaliers mobiles ou appareils pour le déplacement des passagers sur un plan horizontal,

than those determined under this title shall be null and void.

SIXTH TITLE

ADMINISTRATION AND DURATION

Article 53: On the ratification of the present agreement, the existing Parity Committee organized to carry out the previous decree, in the territorial jurisdiction contemplated by the present agreement, shall remain in office and supervise the carrying out of the present decree until a new committee be formed. This new committee supersedes the old one and is vested with all the said committee's assets and rights; it likewise assumes all the liabilities of the former committee, under the said previous decree.

Article 54: The decree repeals the decree No. 1121 of October 19, 1955 and all its amendments, except as regards parts "A", "B", "C", "D", "E", "F" and "G", which remain in force until they be replaced in the present decree.

Article 55: Duration of the decree: The present decree comes into force from the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and continues in effect until the 31st day of March, 1959.

Either party, desiring to modify any provisions hereof, shall notify the other party by registered letter at least five (5) months before the expiry hereof, failing which this decree shall be automatically renewed and extended for a period of one more year.

If agreement on modifications is not reached sixty days from the date of said notice, either party hereto may resort to Conciliation under the Department of Labour.

Article 56: Notwithstanding the foregoing section, the contracting parties to the collective labour agreements constituting the special and complementary provisions contained in the parts annexed to the Second Chapter of the present decree continue to have the privilege of submitting, at the expiry of their initial agreement, a request for amendment of the provisions of the said parts, or a new agreement if deemed advisable.

Article 57: Barring incompatibility, the provisions of the present First Chapter apply to all sections now or to be annexed to the Second Chapter of the present decree.

SECOND CHAPTER

SPECIAL AND COMPLEMENTARY PROVISIONS RESPECTING VARIOUS TRADES

PART "H"

SPECIAL PROVISIONS CONCERNING THE ELEVATOR INDUSTRY

I. *Elevator construction:* The following special provision shall govern this trade;

II. *Classification of Work: a)* The erection and assembling of all elevator machinery and accessories to wit: electric, hydraulic, stem, belt elevators, inclinators and dumbwaiters, compressed air and hand power elevators, escalators, electric stairways, motorstairs, (all automatic, semi-automatic or manually-operated mechanical paking garage elevators, moving stairways or equipment for horizontal contour passenger transportation) organ consoles and orchestra

soit automatiques, semi-automatiques ou commandés à la main, de consoles d'orgues et d'ascenseurs d'orchestre, ainsi que le montage et l'assemblage des entrées, portes de cabines palières et tous les fils et conduits posés entre les bornes du câble d'alimentation au contrôleur et les autres appareils d'ascenseurs et circuits de fonctionnement.

Le montage de guides en bois ou en métal.

L'installation de toutes divisions à claire-voie et de grillage pour les contrepoids de structures supérieures, en bois ou en métal, et de tout matériel nécessaire au montage d'appareils d'ascenseurs dans la chambre des machines, soit au haut ou au bas de la cage.

Le perçage des poutres supérieures en vue d'assujettir les machines, poulies et supports d'amortisseur.

Le posage des jauges.

Toutes les fondations soit de bois ou de métal qui doivent remplacer la maçonnerie.

Le montage au complet des cabines en bois ou en métal.

L'installation de tous les indicateurs.

Le montage au complet des portes à fonctionnement électrique ou mécanique, automatique ou semi automatique.

Le posage de toutes les portes palières, soit automatique ou semi automatique, ainsi que l'installation des supports et rails.

L'installation de tous les dispositifs destinés à l'ouverture et à la fermeture ou au verrouillage des portes palières ou des portes de cabines.

Le perçage des portes en vue du posage des dispositifs de fermeture.

Le perçage des supports en vue du posage des dispositifs de fermeture à l'exception d'un trou calibré.

Le perçage des seuils pour l'installation de déclencheurs.

Le fonctionnement de cabines temporaires.

L'installation de réservoirs sous pression à découvert ou enfoui.

Le posage et l'assemblage de pompes d'ascenseurs.

L'assemblage de toutes les parties hydrauliques d'un ascenseur.

Tous les tampons d'air à l'exception de ceux faits de briques ou de ceux montés au moyen de rivets chauds.

Le démontage et la démolition des vieilles installations d'ascenseur et de leurs entrées, y compris les portes de cabines, les portes palières, les bâtis, les seuils et dispositifs ainsi que les devants de la cage lorsqu'ils sont faits d'acier ou de fer.

b) Le travail de réparation en général et de modernisation, effectué sur les appareils énumérés dans l'alinéa "*a*" du présent paragraphe, et défini comme suit:

Le renouvellement des câbles.

Le renouvellement des garnitures de freins.

Le raccourcissement de tous les câbles de levage ou des contrepoids.

Le remplacement de tous les câbles de commande.

Les épreuves de sécurité avec utilisation de poids.

Les réparation à l'armature.

Le renouvellement des frotteurs de la cabine.

Le remplacement des palliers de poulie..

Les réparations aux portes des cabines.

Le renouvellement des butées.

Réfection de la surface de frottement des poulies d'adhérance ou des tambours.

Posage des fils neufs au contrôleur.

Remplacement des supports de portes.

Remplacement des vis sans fin et des angrenages.

elevators; also the erecting and assembling of all elevator entrances and their doors, gates and applicances, and all wiring and conduit from main line feeder terminals on the controller to other elevator apparatus and operating circuits.

The erecting of all woof or metal guides.

The installation of all grating and counterweight screens, overhead work, either wood or iron, and all material used for mounting of elevator apparatus in machine room, overhead or below.

The drilling of overhead beams for attaching machines, sheaves and kick angles.

The setting of all templates.

All foundations, either of wood or iron, that should take the place of masonry.

The assembling of all wood or metal cabs complete.

The installation of all indicators.

The erecting of all electrical or mechanical automatic or semi-automatic gates complete.

The haging of all automatic or semi-automatic elevator hoistway doors, together with the installation of hangers and tracks.

The installation of all devices for opening and closing and locking of elevator car and hoistway doors and gates.

The drilling of doors for mounting of closing devices.

The drilling of angle supports for mounting or closing devices except one template hole.

The drilling of sills for sill trips.

The operating of temporaty cars.

The setting of all elevator pressure, open or pit tanks.

The setting and assembling of all elevator pumps.

The assembling of all hydraulic parts in connection with elevators.

All air cushions with the exception of those built of brick or those put together with hot rivets.

The dismantling and demolition of old elevator plants and their entrances, including doors and gates, frames, sills and appliances, and also the elevator hoistway enclosure fronts when same consist of steel or iron.

b) General repairs and modernization work on apparatus enumerated in paragraph "*a*" of the present subsection are defined as follows:

Renewal of all ropes.

Renewal of brakes linings.

Shortening of all hoisting and counterweight cables.

Replacement of any control cable.

Safety tests where test weights are required.

Armature repairs.

Renewing of car shoes.

Replacement of sheave bearings.

Repairs to cab or car gate.

Renewal of motor bearings.

Replacing thrusts.

Restoring of sheaves or drums.

Rewiring controller.

Replacement of worms and gears.

Régulage des paliers.

Tout travail de plus d'une heure consacré à la réparation des dispositifs de fermeture des portes.

Tout travail de réparation sur appareils hydrauliques.

Tout travail d'installation d'isolement sonore.

Tout travail de réparation sur escalier mobiles de toutes sortes.

Remise à neuf de la canalisation électrique des interrupteurs, des régulateurs et des sélecteurs ou tout appareil monté dans la cabine.

Resserrage et alignement des guides.

Posage des fils et réinstallation des interrupteurs d'extrémités.

Remplacement et réparation des planchers de bois sur plateformes.

Remplacement des traverses, montants, dispositifs de sécurité ou compensateurs ou remplacement des graisseurs automatiques de rails.

Ce travail s'applique aussi aux monte-plats.

Ou le remplacement de vieux appareils ou l'installation de tout appareil qui peut être mis en usage dans l'industrie de l'ascenseur pendant la durée du décret.

c) Le service à contrat pour l'examen régulier ou l'entretien des appareils énumérés dans le paragraphe "*a*" du présent article pour une période minimum d'un (1) mois.

III. *Heures de travail:* La journée régulière de travail est de huit (8) heures réparties entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m. du lundi au vendredi inclusivement. Tout autre travail exécuté entre 5.00 p.m. et 8.00 a.m. ou le samedi doit être rémunéré à raison de salaire double excepté dans les cas prévus aux articles V et VII.

IV. Le travail exécuté le dimanche et les jours de fêtes tel que stipulé ci-après est considéré comme travail supplémentaire et rémunéré à raison de salaire double.

V. Lorsqu'il s'agit de rappels sur le service à contrat, après les heures régulières à l'exception des dimanches et jours de fêtes, les salariés reçoivent salaire et demi.

VI. Lorsqu'il s'agit de rappels sur le service à contrat, les dinanches et jours de fêtes désignés ci-après, les salariés reçoivent salaire doublé.

VII. Pour le service à contrat, là où l'employeur a un contrat dans un immeuble seulement ou dans des immeubles adjacents, pour l'examen et l'entretien d'un assez grand nombre d'ascenseurs pour garantir l'emploi continuel d'un ou plusieurs salariés pendant seize (16) heures, les salariés ne reçoivent pas le taux pour travail supplémentaire entre 4.00 p.m. et minuit, excepté les dimanches.

VIII. Les salariés doivent recevoir une rémunération équivalente à cinquante-deux (52) heures par semaine pour quarante-huit (48) heures d'ouvrage. Il y a deux équipes, l'une travaillant huit (8) heures durant le jour et l'autre huit (8) heures jusqu'à minuit. Les jours de fêtes, une équipe travaille huit (8) heures durant le jour; il n'y a pas d'équipe de nuit et les équipes travaillent alternativement les jours de fêtes, c'est-à-dire qu'une travaille un jour de fête et l'autre le suivant. Le travail exécuté le dimanche est considéré comme travail supplémentaire et rémunéré à raison de salaire double.

IX. *Taux de salaire:* Les taux minima des salaires sont les suivants:

	Taux horaires
Mécanicien	$2.41
Aide	1.69

X. *Congés statutaires payés en 1957:* Fête du Travail, Jour d'Actions de Grâces et Noël.

Rebatting of bearings.

All door closer repair work that exceeds one hour.

All hydraulic repair work.

All work of installing sound insulation.

All escalator, electric stairways and motor stair repair work.

Rewiring car switches, governors and selectors or any other apparatus in the car.

Refastening or relining guide rails.

Rewiring or reinstalling limit switches.

Replacing or repairing wood floors on platforms.

Replacing crossheads, stiles, safeties or equalizers, or replacing automatic rail oilers.

This work also applies to dumbwaiters.

Or the replacement of old apparatus and/or the installation of any apparatus that may be developped in the elevator industry during the life of the decree.

c) Contract service for regular examination or care of apparatus enumerated in paragraph "*a*" of the present subsection for a period not less than one month.

III. *Hours of Work:* The regular working day shall consist of eight (8) hours between 8.00 a.m. and 5.00 p.m. Monday to Friday inclusively, All other time worked between the hours of 5.00 p.m. and 8.00 a.m. or on Saturday shall be paid double time excepting as provided for in subsections V and VII.

IV. Work performed on Sunday and legal holidays, as designated hereinafter, shall be considered as overtime and paid for at double the rate of single time.

V. Call backs on contract service on overtime, except Sunday and legal holidays, shall be paid at the rate of time and one half.

VI. Call backs on contract service on Sunday or legal holidays as designated hereafter shall be paid for at double the rate of single time.

VII. On a contract service where the employer has a contract in one building only or adjacent buildings, for the examination and care of enough elevators to warrant keeping a man or men working continously for sixteen (16) hours, the men will not be paid overtime between the hours of 4.00 p.m. and 12.00 midnight, except on Sundays.

VIII. Workmen shall receive fifty-two (52) hours pay per week for forty-eight (48) hours of work. There shall be two shifts, one working eight (8) hours during the day, the other eight (8) hours to 12.00 midnight. On holidays, one shift shall work eight (8) hours during the day, there being no night shift, employees taking holidays alternately, one shift working one holiday and another shift the next. Work performed on Sundays shall be classed as overtime and paid at double the rate of single tine.

IX. *Wage rates:* The minimum wage rates shall be as follows:

	Hourly rates
Mechanic	$2.41
Helper	1.69

X. *Statutory Paid Holidays for 1957:* Labor Day, Thanksgiving Day, Christmas Day.

X-A. *Congés statutaires payés en 1958:* Premier de l'An, Vendredi-Saint, Confédération, Fête du Travail, Jour d'Actions de Grâces et Noël.

X-B. *Fêtes légales:* Fête de la Reine et St-Jean-Baptiste.

X-C. Toutefois, lorsque la célébration de la fête de la Reine, de la Confédération, de la fête du Travail et du Jour d'Action de Grâces est fixée par proclamation du Gouvernement fédéral ou du Gouvernement provincial, selon le cas, ces jours de fêtes doivent être chômés à la date ainsi fixée.

X-D. *Congés payés:* Tout employeur doit apposer à l'échéance de chaque paie, de son salarié, dans le livret de congés de ce dernier, des timbres pour une valeur qui devra être égale à 4% du montant brut de telle paie, à compter du 1er juillet 1957.

XI. *Emploi des aides: a)* Le nombre total des aides employés ne doit pas excéder le nombre des mécaniciens, sur aucun chantier; cependant, les employeurs peuvent avoir autant d'aides qu'ils le désirent, sous la surveillance d'un mécanicien, pour la démolition de vieilles machineries, de matériel d'ascenseur, de monte-charge, etc., et pour tout travail de fondation.

b) Pour remplacer les câbles d'installations d'ascenseurs, l'employeur peut avoir deux (2) aides par mécanicien.

XII. *Inspection:* Toute inspection d'ascenseurs, de dressoirs électriques, etc., énumérés à l'article II de la présente section (classification du travail) doit être faite par un compagnon.

XIII. Les taux sont en vigueur à compter de l'entrée en vigueur du décret pour tous les contrats sans exception.

XIV. *Définitions: a)* Le travail de construction est défini, par les présentes, comme étant le montage et l'assemblage des appareils énumérés à l'article II et la démolition de ces appareils.

Lorsqu'on emploie cinq (5) hommes ou plus, y compris le mécanicien en charge, pour un travail de construction ou de modernisation, ce mécanicien doit bénéficier d'une majoration de 12½% pour chaque heure de travail.

b) Le travail de réparation comprend les réparations générales sur les appareils énumérés à l'article II.

c) Le travail de modernisation comprend tout travail exécuté sur les appareils énumérés à l'article II dans un édifice occupé, afin d'y apporter les dernières améliorations.

d) Les contrats d'inspections sont ceux obtenus d'une compagnie d'assurance pour l'inspection d'un groupe d'ascenseurs et le rapport sur leur état.

XV. *Périodes et frais de déplacement:* Lorsqu'on envoie des salariés en dehors de la cité de Montréal, le temps de déplacement est rémunéré au taux simple si ledit déplacement s'effectue pendant les heures rgulières. Toute période additionnelle de déplacement ne dépassant pas cinq heures doit être rémunérée au taux simple si ce déplacement est effectué en dehors des heures régulières, mais cette clause ne vaut que pour la première journée. Si le voyage ne se termine pas en un jour, le temps de déplacement doit être rémunéré aux taux simple pendant les heures régulières de travail des deuxième, troisième et quatrième journées ou plus, jusqu'à la fin du trajet. Les dépenses encourues pendant le trajet seront défrayées par l'employeur.

L. DÉSILETS,
44590-o Greffier du Conseil Exécutif.

X-A. *Statutory Paid Holidays for 1958:* New Year's Day, Good Friday, Dominion Day, Labor Day, Thanksgiving Day, Christmas Day.

X-B. *Legal Holiday:* Queen Birthday and St. Jean Baptiste Day.

X-C. However, the days proclaimed by Ottawa or Quebec, as the case may be, for the celebration of Queen's Birthday, 1st of July, Labor Day and Thanksgiving Day shall be observed.

X-D. *Vacation with Pay:* Every employer, at the end of each regular pay period, must affix in his employee's Vacation-with-Pay Stamp Book, vacation-pay credit stamps in an amount which shall become 4% of the gross amount of such pay as of July 1st 1957.

XI. *Use of helpers: a)* The total number of helpers employed shall not exceed the number of mechanics on any job, except that the employers may use as many helpers as best suits their convenience, under the direction of a mechanic in wrecking old plants, hoisting material and on foundation work.

b) When removing old and installing cables in existing elevator installations, the employer may use two helpers to one mechanic.

XII. *Inspection:* All inspection of elevators, dumbwaiters, etc. designated under section II of this section (Classification of Work) must be made by a journeyman.

XIII. Rates are effective upon the coming into force of the decree on all contracts without exeption.

XIV. *Definitions: a)* Construction work is hereby defined as work performed in the erection and assembly of all apparatus enumerated in section II, also the demolition of same.

When five or more men, including the mechanic in charge are employed on a new construction or modernization job, the mechanic in charge of the job shall have his hourly rate increased 12½% for all hours worked.

b) Repair work is hereby defined as general repairs on apparatus enumerated in section II.

c) Modernization work is hereby defined as any work performed on apparatus enumerated in section II in an occupied building to bring the equipment up to date.

d) Contract inspection is hereby defined as a contract obtained from an Insurance Company to inspect a group of elevators and report on their condition.

XV. *Travelling Time and Expenses:* When workmen are sent outside the city of Montreal, travelling time is paid at single time rates for the actual hours travelled during regular working hours. Additional travelling time up to five hours is paid at single time rates for the actual hours travelled beyond regular working hours the first day only. If the trip requires more than one day, travelling time is paid at single time rates for the actual hours travelled during regular working hours the second, third and fourth day and any additional days necessary to complete a trip. Expenses incurred during the trip to be paid for by the employers.

L. DÉSILETS,
44590-o Clerk of the Executive Council.

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 13

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Robidoux vs Audet 1171

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

270-D — Fabrication de boîtes de carton gaufré, Province 1148
270-E — Barbiers, coiffeurs et coiffeuses, comté de Roberval 1152
270-F — Barbiers, coiffeurs et coiffeuses, comtés de Joliette, *et al* 1153
279 — Concernant la constitution et les règlements de la Commission d'Apprentissage des Métiers de la Construction de Montréal 1154
314 — Concernant une convention collective de travail relative à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal 1200

ASSEMBLÉES:

Quebec Central Railway Company 1171
Richelieu Bridge Company Limited 1172

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 1125

AVIS DIVERS:

Association des Détaillants de Gazoline du Québec Inc. (Directeurs) 1174
Fédération Nationale des Employés du Bas Façonné et Circulaire (Existence terminée) 1172
Joliette-Sud, municipalité (Nom changé) 1174
La Caisse d'Économie du Personnel de "La Patrie" (Nom changé) 1173
Laprairie Shopping Centre Ltd — Centre d'Achat de Laprairie Ltée (Directeurs) 1175
L'Association Patronale Métropolitaine des Coiffeurs et Coiffeuses Inc. (Formation) 1174
Laurentides, ville des 1172
Les Produits Marquette Limitée — Marquette Products Limited (Directeurs) 1172
L'Union des Employés du Département du Feu, Québec (Existence terminée). 1173
Québecair Inc. (Directeurs) 1173
Saint-Pascal, munic. (Correction) 1174
Syndicat Coopératif Industriel de La Guadeloupe (Fondation) 1172
Syndicat des Pêcheurs de Gaspé (Fondation) 1173

CHARTES — ABANDON DE:

Bermina Sewing Machines Sales Corporation 1175
Bo-Ville Builders Inc. 1176
Cresmac Limited 1176
John G. Rennie & Company Limited .. 1175
Les Centenaire de Sillery Inc. 1175
Miners Incorporated 1176
The Jalray Corporation Limited 1175

COMPAGNIE AUTORISÉE À FAIRE DES AFFAIRES:

The C. D. Morris Nursery Ltd. 1176

Index of the Quebec Official Gazette, No. 13

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Robidoux vs Audet 1171

ORDERS IN COUNCIL:

270-D — Corrugated paper boxes, Province 1148
270-E — Barbers and hairdressers, county of Roberval 1152
270-F — Barbers and hairdressers, counties of Joliette, *et al* 1153
279 — Concerning the constitution and by-laws of the Apprenticeship Commission of the Building Construction Trades of Montreal 1154
314 — Concerning a collective labour agreement relating to the construction industry and trades in the region of Montreal 1200

MEETINGS:

Quebec Central Railway Company 1171
Richelieu Bridge Company Limited ... 1172

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 1125

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association des Détaillants de Gazoline du Québec Inc. (Directors) 1174
Fédération Nationale des Employés du Bas Façonné et Circulaire (Existence terminated) 1172
Joliette-Sud, municipality (Name changed) 1174
La Caisse d'Économie du Personnel de "La Patrie" (Name changed) 1173
Laprairie Shopping Centre Ltd — Centre d'Achat de Laprairie Ltée (Directors) 1175
L'Association Patronale Métropolitaine des Coiffeurs et Coiffeuses Inc. (Formation) 1174
Laurentides, town of 1172
Les Produits Marquette Limitée — Marquette Products Limited (Directors) 1172
L'Union des Employés du Département de Feu, Québec (Existence terminated) 1173
Québecair Inc. (Directors) 1173
Saint-Pascal, munic. (Correction) 1174
Syndicat Coopératif Industriel de La Guadeloupe (Foundation) 1172
Syndicat des Pêcheurs de Gaspé (Foundation) 1173

CHARTERS — SURRENDER OF:

Bermina Sewing Machines Sales Corporation 1175
Bo-Ville Builders Inc. 1176
Cresmac Limited 1176
John G. Rennie & Company Limited ... 1175
Les Centenaires de Sillery Inc. 1175
Miners Incorporated 1176
The Jalray Corporation Limited 1175

COMPAGNY LICENSED TO DO BUSINESS:

The C. D. Morris Nursery Ltd. 1176

COMPAGNIES DISSOUTES:

Barbara Mae Corporation 1176
Belmore Construction Limited 1177
Compagnie d'Immeubles du Plateau Camirand 1177
Corbeil-Hooke Inc. 1177
Dominion Remnant Stores Ltd. 1177
Fairmount Realties Ltd. 1178
Federal Shoe Manufacturing Company, Limited 1178
Helen Preston Inc. 1178
La Compagnie d'Expansion Industrielle de Warwick Limitée 1178
Laurentian Sportswear Ltd. 1179
The King Kid Shoe Company, Limited 1179
Treeford Investments Incorporated 1179
Upton Incorporated 1179

COMPANIES DISSOLVED:

Barbara Mae Corporation 1176
Belmore Construction Limited 1177
Compagnie d'Immeubles du Plateau Camirand 1177
Corbeil-Hooke Inc. 1177
Dominion Remnant Stores Ltd. 1177
Fairmount Realties Ltd. 1178
Federal Shoe Manufacturing Company, Limited 1178
Helen Preston Inc. 1178
La Compagnie d'Expansion Industrielle de Warwick Limitée 1178
Laurentian Sportswear Ltd. 1179
The King Kid Shoe Company, Limited. 1179
Treeford Investments Incorporated 1179
Upton Incorporated 1179

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

DEPARTMENTAL NOTICES:

AFFAIRES MUNICIPALES:

Villeneuve, ville 1180

MUNICIPAL AFFAIRS:

Villeneuve, town 1180

INSTRUCTION PUBLIQUE:
Municipalité scolaire de:

Asbestos (Cath.) 1180
Côte St-François 1181
St-Alphonse-de-Granby 1182

EDUCATION:
School Municipality of:

Asbestos (Cath.) 1180
Côte St-François 1181
St-Alphonse-de-Granby 1182

TERRES ET FORÊTS:
Service du Cadastre:

Ancienne-Lorette, paroisse 1182
St-Antoine-de-Longueuil, paroisse 1182
St-Gabriel-de-Brandon, paroisse. 1182
Ste-Jeanne-de-Neuville 1182

LANDS AND FOREST:
Cadastral Branch;

Ancienne-Lorette, parish 1182
St-Antoine-de-Longueuil, parish 1182
St-Gabriel-de-Brandon 1182
Ste-Jeanne-de-Neuville 1182

TRAVAIL:
Industrie ou métiers de:

Barbiers et coiffeurs du comté de Stanstead (Prélèvement) 1159
Barbiers, coiffeurs et coiffeuses, région de Trois-Rivières (Modification) 1166
Boîte de carton, région de Québec, (Prélèvement) 1154
Cercueil, Province (Approbation) 1166
Coiffeurs du Saguenay (Prélèvement) .. 1164
Commerce de détail de la fourrure de Montréal et district (Prélèvement) .. 1161
Construction, comtés de Drummond *et al.* (Prélèvement) 1156
Construction, comtés de Roberval, *et al.* (Prélèvement) 1157
Construction, comtés de Terrebonne, *et al.* (Prélèvement) 1162
Convention collective de travail relative à l'industrie du fer structural dans la Province 1167

LABOUR:
Industry or Trades of:

Barbers and hairdressers of the county of Stanstead (Levy) 1159
Barbers and hairdressers, region of Trois-Rivières (Amendment) 1166
Paper box, region of Quebec (Levy) ... 1154
Casket, Province (Approbal) 1166
Coiffeurs du Saguenay (Levy) 1164
Retail fur trade of Montreal and district (Levy) 1161
Construction, counties of Drummond, *et al.* (Levy) 1156
Construction, counties of Roberval, *et al.* (Levy) 1157
Construction, counties of Terrebonne, *et al.* (Levy) 1162
Collective labour agreement relating to the structural iron industry in the Province 1167

LETTRES PATENTES:

Agences d'Assurance Alma Ltée. 1126
Barjean Investment Corp. 1127
Bernath Incorporated 1127
Birnaco Inc. 1127
Cambrai Bowling Alleys Inc. 1128
Cascapedia Construction Ltd. 1128
Continental Drive Yourself Inc. 1128
Crémazie Load-All Inc. 1129
D. Lebeuf Inc. 1129
Doral Investment Corporation 1129
Durocher Adjustment Bureau Limited — Bureau d'Ajustement Durocher Limitée 1129

LETTERS PATENT:

Agences d'Assurance Alma Ltée. 1126
Barjean Investment Corp. 1127
Bernath Incorporated 1127
Birnaco Inc. 1127
Cambrai Bowling Alleys Inc. 1128
Cascapedia Construction Ltd. 1128
Continental Drive Yourself Inc. 1128
Crémazie Load-All Inc. 1129
D. Lebeuf Inc. 1129
Doral Investment Corporation 1129
Durocher Adjustment Bureau Limited — Bureau d'Ajustement Durocher Limitée 1129

E. Beauséjour Co. Ltée..... 1130
Ekwan River Mines Ltd..... 1130
Fermo's Creations Inc..... 1131
Frisko Television Sales Inc..... 1131
Germain Automobiles Ltée..... 1131
Germain Lauzon Inc..... 1132
Goodwill Investment Ltd..... 1132
Hamelin & Hubbard Industries Corporation..... 1132
Hôpital Magog Hospital Inc..... 1133
Immeubles Champigny Inc..... 1133
Jane Investment Inc..... 1133
La Ferme & La Pommeraie d'Abbott's Corner — Abbott's Corner Farm & Apple Orchards Inc..... 1134
Laiterie Dorval Incorporée — Dorval Dairy Incorporated..... 1134
L'Association des Camionneurs du Saguenay Inc..... 1134
Les Pétroles Strato Limitée — Strato Petroleum Limited..... 1135
L'Institut de l'Electronique Ltée — The Institute of Electronics Ltd..... 1135
Mac T. Cayne Inc..... 1135
Maîtres Serruriers du Québec Inc..... 1136
Matco Limited..... 1136
Meritt Manufacturing Co. Ltd..... 1136
Mitchell Hat Fashions Ltd..... 1137
Mobar Realty Co. Inc..... 1137
Monarch Securities Ltd..... 1137
Montgomery Fuels Limited — Les Pétroles Montgomery Limitée..... 1138
Montreal Fashion Bureau Inc..... 1138
Morris Feinstein Inc..... 1139
Movado Construction Inc..... 1139
Northway Motors Ltd..... 1139
N. Robinson Construction & Equipment Co. Ltd..... 1140
N. Vaillancourt Enterprises Limited... 1140
Panel Investment Corporation — Corporation de Placement Panel..... 1140
Placements Lasalle Limitée — Lasalle Investments Limited..... 1141
Poulin & Frère Ltée..... 1141
Quality Oil Corporation..... 1141
Rapid Systems Ltd..... 1142
Ripplecove Inn Inc..... 1142
Rotary Press Company Limited..... 1142
Service d'Accueil aux Voyageurs..... 1143
Simplex Investment Corp..... 1143
Spencer-Lewin & Company Limited... 1143
S. Silvestre Construction Ltd..... 1144
Tongall Holding Company Ltd..... 1144
Toro Mining Co. Ltd..... 1144

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Black Top Asphalt Paving Ltd..... 1145
Blue Gas Propane Co. Ltd..... 1145
Budmark Converters Co. Ltd..... 1145
E. H. Lemay, Limited..... 1145
Forage et Sondage National, Inc.— National Boring and Sounding, Inc... 1146
Halmor Holdings Ltd..... 1146
John G. Young Co. Ltd..... 1146
Juniorite Inc..... 1146
Mount Royal Property Corporation.... 1147
Quebec Natural Gas Corporation, in French Corporation de Gaz Naturel du Québec..... 1147
Sœurs de Charité de Sainte-Marie — Sisters of Charity of Saint Mary..... 1147

MINISTÈRE DES FINANCES:
Assurances:

Combined Insurance Company of America (Permis)..... 1183

E. Beauséjour Co. Ltée..... 1130
Ekwan River Mines Ltd..... 1130
Fermo's Creations Inc..... 1131
Frisko Television Sales Inc..... 1131
Germain Automobiles Ltée..... 1131
Germain Lauzon Inc..... 1132
Goodwill Investment Ltd..... 1132
Hamelin & Hubbard Industries Corporation..... 1132
Hôpital Magog Hospital Inc..... 1133
Immeubles Champigny Inc..... 1133
Jane Investment Inc..... 1133.
La Ferme & La Pommeraie d'Abbott's Corner — Abbott's Corner Farm & Apple Orchards Inc..... 1134
Laiterie Dorval Incorporée — Dorval Dairy Incorporated..... 1134
L'Association des Camionneurs du Saguenay Inc..... 1134
Les Pétroles Strato Limitée — Strato Petroleum Limited..... 1135
L'Institut de l'Electronique Ltée — The Institute of Electronics Ltd..... 1135
Mac T. Cayne Inc..... 1135
Maîtres Serruriers du Québec Inc..... 1136
Matco Limited..... 1136
Meritt Manufacturing Co. Ltd..... 1136
Mitchell Hat Fashions Ltd..... 1137
Mobar Realty Co. Inc..... 1137
Monarch Securities Ltd..... 1137
Montgomery Fuels Limited — Les Pétroles Montgomery Limitée..... 1138
Montreal Fashion Bureau Inc..... 1138
Morris Feinstein Inc..... 1139
Movado Construction Inc..... 1139
Northway Motors Ltd..... 1139
N. Robinson Construction & Equipment Co. Ltd..... 1140
N. Vaillancourt Enterprises Limited... 1140
Panel Investment Corporation — Corporation de Placement Panel..... 1140
Placements Lasalle Limitée — Lasalle Investments Limited..... 1141
Poulin & Frère Ltée..... 1141
Quality Oil Corporation..... 1141
Rapid Systems Ltd..... 1142
Ripplecove Inn Inc..... 1142
Rotary Press Company Limited..... 1142
Service d'Accueil aux Voyageurs..... 1143
Simplex Investment Corp..... 1143
Spencer-Lewin & Company Limited... 1143
S. Silvestre Construction Ltd..... 1144
Tongall Holding Company Ltd..... 1144
Toro Mining Co. Ltd..... 1144

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Black Top Asphalt Paving Ltd..... 1145
Blue Gas Propane Co. Ltd..... 1145
Budmark Converters Co. Ltd..... 1145
E. H. Lemay, Limited..... 1145
Forage et Sondage National, Inc.— National Boring and Sounding, Inc... 1146
Halmor Holdings Ltd..... 1146
John G. Young Co. Ltd..... 1146
Juniorite Inc..... 1146
Mount Royal Property Corporation.... 1147
Quebec Natural Gas Corporation, in French Corporation de Gaz Naturel du Québec..... 1147
Sœurs de Charité de Sainte-Marie — Sisters of Charity of Saint Mary..... 1147

DEPARTMENT OF FINANCE:
Insurance:

Combined Insurance Company of America (License)..... 1183

OFFICE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC:
Avis de réception de plan conjoint de mise en marché:

La Société Coopérative Agricole de la Vallée d'Ymaska 1183
La Société Coopérative Agricole de Tabac du district de Joliette 1183

PROCLAMATIONS:

Concernant l'application, à une partie de la municipalité de Grande-Rivière, comprenant le village de Grande-Rivière, division d'enregistrement de Gaspé, des dispositions de la loi relative aux titres de propriété dans la Gaspésie et le district électoral de Saguenay 1183
Concernant la mise en vigueur du cadastre d'une partie du canton de McKenzie 1186
Concernant la mise en vigueur de la revision du cadastre d'une partie du rang A du canton de Waltham 1185

SIÈGE SOCIAL:

Style Paint Company Limited 1199

SOUMISSIONS:

Abord-à-Plouffe, ville 1189
Côte St-Luc, ville 1195
Granby, cité 1188
Jonquière, cité 1187
Orsainville, paroisse 1198
Percé, comm. scolaire 1196
Pointe-aux-Trembles, comm. scolaire ... 1191
Portage-du-Fort, village 1192
Poularies, comm. scolaire 1197
Shawinigan-Est, village 1193

VENTE D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:

Canadian Pacific Express Company 1200

VENTES PAR LICITATION:

Ellis vs Ellis *et vir* 1200
Robin vs Leclaire *et al* 1201

VENTES POUR TAXES:

Loretteville, ville 1203
Ste-Thérèse-de-l'Enfant-Jésus, comm. scolai e 1203
St-Maurice, munic., comté 1202

VENTES PAR SHÉRIFS:

ABITIBI:

Rousseau vs Langlois 1204

ARTHABASKA:

Fafard vs Meunier 1205
L'Office du Crédit agricole du Québec vs Gagné 1205

BEDFORD:

L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Daigle 1206

QUEBEC AGRICULTURAL MARKETING BOARD:
Notice of reception of joint marketing plan:

La Société Coopérative Agricole de la Vallée d'Yamaska 1183
La Société Coopérative Agricole de Tabas du district de Joliette 1183

PROCLAMATIONS:

Concerning the application of the provisions of the Act respecting title-deeds in the Gaspesian area and the electoral district of Saguenay to a part of the Municipality of Grande-Rivière, including the Village of Grande-Rivière 1183
Concerning the coming into force of the cadastre of a part of the township of McKenzie 1186
Concerning the coming into force of the cadastral revision of a part of range A of the township of Waltham 1185

HEAD OFFICE:

Style Paint Company Limited 1199

TENDERS:

Abord-à-Plouffe, town 1189
Côte St-Luc, town 1195
Granby, city 1188
Jonquière, city 1187
Orsainville, parish 1198
Percé, school comm. 1196
Pointe-aux-Trembles, school comm. 1191
Portage-du-Fort, village 1192
Poularies, school comm. 1197
Shawinigan-East, village 1193

SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:

Canadian Pacific Express Company 1200

SALES BY LICITATION:

Ellis vs Ellis *et vir* 1200
Robin vs Leclaire *et al* 1201

SALES FOR TAXES:

Loretteville, town 1203
Ste-Thérèse-de-l'Enfant-Jésus, school comm. 1203
St-Maurice, munic., county 1202

SHERIFFS' SALES:

ABITIBI:

Rousseau vs Langlois 1204

ARTHABASKA:

Fafard vs Meunier 1205
Quebec Farm Credit Bureau vs Gagné. 1205

BEDFORD:

Quebec Farm Credit Bureau vs Daigle. 1206

CHICOUTIMI:

Côté vs Gagné 1206

HULL:

Noël vs Wilson 1207

JOLIETTE:

Bonin vs Beaulieu 1207
Caisse Nationale d'Économie vs Brisson 1208
Industrial Acceptance Corporation vs Issa 1209

KAMOURASKA:

Martin vs Robichaud 1209
Martin vs Valcourt 1209
Ratté vs Robichaud 1209

MONTRÉAL:

Interprovincial Building Credits Ltd vs Evrard 1210
Interprovincial Building Credits Ltd vs St-Louis 1210

RIMOUSKI:

Victory Meat Market vs Côté 1211

TERREBONNE:

Lajeunesse vs Smith 1211

44575-o

CHICOUTIMI:

Côté vs Gagné 1206

HULL:

Noël vs Wilson 1207

JOLIETTE:

Bonin vs Beaulieu 1207
Caisse Nationale d'Économie vs Brisson 1208
Industrial Acceptance Corporation vs Issa 1209

KAMOURASKA:

Martin vs Robichaud 1209
Martin vs Valcourt 1209
Ratté vs Robichaud 1209

MONTREAL:

Interprovincial Building Credits Ltd vs Evrard 1210
Interprovincial Building Credits Ltd vs St-Louis 1210

RIMOUSKI:

Victory Meat Market vs Côté 1211

TERREBONNE:

Lajeunesse vs Smith 1211

44575-o

QUÉBEC: — Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur de la Reine.

QUEBEC: — Printed by RÉDEMPTI PARADIS, Queen's Printer.